

SOUS LA DIRECTION DE
MANON CHEMEL

Revue trimestrielle - Avril 2020

N°9 - 9.80 €



LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE DONALD TRUMP AU MOYEN-ORIENT

AGNÈS LEVALLOIS

Les relations diplomatiques
américaines avec les pays du Golfe

CAROLE ANDRE-DESSORNES

Donald Trump et la Syrie :
Un refus d'ingérence militaire ?

MICHEL MAKINSKY

L'Iran : Comment gérer plusieurs
crises ?

Azmi Abdo

•

Alexis Belarbi de Carvalho

•

Eva Burgat

•

Manon Chemel

Maxime Gaignic

•

Françoise Hostalier

•

Marwan Rachidi

AVERTISSEMENT

La politique étrangère de Donald Trump au Moyen-Orient

Les propos exprimés par chaque rédacteur n'engagent ni l'association *Ambassadeurs de la Jeunesse*, ni les rédacteurs entre eux, ni les membres du comité de relecture, ni les auteurs des photographies.

Les photographies contenues dans la revue font l'objet d'un usage libre, même commercial. L'utilisation des photos dans un cadre et contexte différents de la présente revue est autorisée mais ne saurait être associée à cette revue.

Aucune des représentations (logo, nom, etc.) de marques, d'organismes privés ou publics apparaissant dans les photographies utilisées n'a pour objectif d'identifier les *Ambassadeurs de la Jeunesse* ou les propos des rédacteurs à celles-ci.

© Tous droits réservés, Paris, Ambassadeurs de la Jeunesse, 2020

Toute reproduction et distribution, sauf mention écrite contraire de la part de l'association *Ambassadeurs de la Jeunesse*, est strictement interdite.

Comment citer cette publication :

La politique étrangère de Donald Trump au Moyen-Orient (dir. Manon Chemel), *Ambassadeurs de la Jeunesse, Revue Diplomatique*, N°9, Paris, 2020.

Ambassadeurs de la Jeunesse

31 Rue de Poissy, 75005 Paris

E-mail : contact@ambassadeurs-jeunesse.org

Site internet : www.ambassadeurs-jeunesse.org



ÉDITORIAL

La politique étrangère de Donald Trump au Moyen-Orient

Depuis son élection à la présidence des États-Unis, Donald Trump a largement contribué au bouleversement de la scène internationale. Sa politique étrangère a eu un impact considérable sur les équilibres géopolitiques du Moyen-Orient. En dépit de certaines similitudes observées, la politique étrangère de Donald Trump au Moyen-Orient est caractérisée par des changements majeurs.

Donald Trump s'est évertué à désengager progressivement les États-Unis des conflits dans le monde arabe. En matière de lutte antiterroriste, aussi bien Barack Obama que Donald Trump ont affiché leur volonté d'éliminer des symboles. En 2011, Barack Obama fait le choix de traquer Oussama Ben Laden, leader du groupe Al-Qaïda. Une opération militaire américaine est mise en place afin de le tuer dans sa maison à Abbottabad, au Pakistan. Quelques années plus tard, c'est au tour de Donald Trump d'opérer une action militaire contre le calife autoproclamé de l'organisation Etat islamique, Abou Bakr al Baghdadi. Ce dernier fut tué le 27 octobre 2019 lors d'une opération militaire américaine dans le nord-ouest de la Syrie.

Si l'administration Obama était régulièrement en désaccord avec l'Arabie Saoudite, Donald Trump a changé de position afin que les relations bilatérales entre les deux États s'améliorent. Le nouveau président américain s'est également employé à améliorer la relation avec Israël, faisant de l'État hébreu un allié privilégié. En somme, Donald Trump cherche à soutenir l'axe Arabie Saoudite – Israël – Émirats Arabes Unis.

Ce nouveau numéro de la *Revue Diplomatique* a pour objet d'éclairer sur la façon dont Donald Trump a orienté ses choix politiques au Moyen-Orient. Il vise également à se rendre compte de la façon dont son administration a progressivement bouleversé une région déjà sujette à de nombreux déséquilibres.

Manon CHEMEL

Déléguée Proche, Moyen-Orient & Afrique du Nord des Ambassadeurs de la Jeunesse

Directrice de la *Revue Diplomatique* N°9

SOMMAIRE

La politique étrangère de Donald Trump au Moyen-Orient

Les positions de l'administration Trump dans les tensions du Golfe Persique : Rupture ou continuité avec la ligne suivie par ses prédécesseurs ? – P. 1

Entretien - Les relations diplomatiques américaines avec les pays du Golfe – P. 15

La relation entre les États-Unis sous l'administration Trump et la République islamique d'Iran :
Ruptures diplomatiques et bras de fer sur fond de guerre hybride – P. 24

Les États-Unis de Georges W. Bush à Donald Trump : Quelle relation avec Israël ? – P. 34

L'implication américaine en Syrie – P. 45

Entretien - Donald Trump et la Syrie : Un refus d'ingérence militaire ? – P. 58

Les relations libano-américaines : Les États-Unis, héritiers des empires coloniaux ? – P. 65

L'Évangélisme américain dans la politique de Donald Trump au Moyen-Orient : Une histoire par
l'imaginaire collectif est-elle possible ? – P. 75

Les États-Unis et l'Afghanistan sous la présidence de Donald Trump – P. 87

L'Iran : Comment gérer plusieurs crises ? – P. 96

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE DONALD TRUMP AU MOYEN-ORIENT : LE BILAN

Le fait marquant sous la présidence Obama

À partir de 2011, les Printemps arabes conduisent à la chute ou à la remise en cause de régimes autoritaires au Moyen-Orient

Donald Trump, président des États-Unis d'Amérique depuis le 20 janvier 2017, cherche à soutenir l'axe Arabie saoudite - Israël - Émirats arabes unis

Le fait marquant sous la présidence Trump

Le 03 janvier 2020, le Général Qassem Soleimani, figure charismatique et populaire en Iran, est assassiné par une frappe américaine

Repos des armées et renforcement de la participation des alliés au Moyen-Orient

L'administration Obama a toléré l'intervention de l'Arabie saoudite au Yémen

Mélange d'engagement et de sanctions pour persuader l'Iran d'arrêter son programme d'armes nucléaires

Partisan d'une solution à deux États pour jouer les médiateurs entre Israéliens et Palestiniens

Les gouvernements américain et saoudien étaient souvent en désaccord sous la présidence Obama

Obama encourageait des réformes démocratiques au Moyen-Orient

Demande aux alliés d'assumer davantage de responsabilités au Moyen-Orient

L'administration Trump a également suivi la démarche de son prédécesseur

Trump a retiré les États-Unis de l'accord de 2015 visant à limiter le programme nucléaire iranien et a rétabli des sanctions contre l'Iran

Trump a transféré l'ambassade des États-Unis de Tel-Aviv à Jérusalem

Donald Trump s'est rapproché des saoudiens : les relations avec Riyad se sont améliorées

Trump a opté pour la rupture avec cette stratégie et a adopté une approche différente



L'Iran est mentionné 17 fois dans la Stratégie de sécurité nationale américaine de 2017.

Après le retrait américain de l'accord sur le nucléaire de 2015, les relations entre les États-Unis et l'Iran se sont considérablement détériorées. Le 3 janvier 2020, les États-Unis ont tué le général Soleimani par une frappe de drone.

Syrie/Irak/État islamique

L'administration Trump éprouve de réelles difficultés à mettre en place une stratégie cohérente et durable concernant la guerre civile syrienne. L'objectif de Washington est de "vaincre" l'EI et de mettre la pression sur les autres nations pour y mener des politiques favorables aux États-Unis.



L'administration Trump a abandonné la politique d'opposition à l'extrémisme chiite et sunnite sous Obama, et a choisi de soutenir l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Les États-Unis font preuve de favoritisme à l'égard des régimes sunnites.



L'une des priorités de la politique étrangère de Donald Trump était le rapprochement avec Israël.

L'administration Trump fait preuve d'une culture politique conservatrice dans laquelle on retrouve un soutien inconditionnel à Israël. Le gouvernement américain a supprimé plus de 200 millions de dollars d'aide bilatérale à la Cisjordanie et à Gaza.

Turquie

Les forces américaines ont commencé, lundi 07 octobre 2019, à se retirer de certaines zones aux abords de la frontière turque dans le nord de la Syrie. Cela a permis à la Turquie de lancer une offensive dans la zone. Les États-Unis ont annoncé ne pas soutenir l'opération, tout en affirmant qu'ils n'interviendront pas.

Les positions de l'administration Trump dans les tensions du Golfe Persique

*Rupture ou continuité avec la ligne suivie par ses
prédécesseurs ?*

Marwan RACHIDI

Analyste au sein de la Délégation Proche, Moyen-Orient & Afrique du Nord
Ambassadeurs de la Jeunesse

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en novembre 2017 a soulevé de nombreux débats à propos de la nature de la politique extérieure de son administration, et notamment de sa politique étrangère au Moyen-Orient, afin de savoir celle-ci est en rupture avec ses prédécesseurs ou au contraire s'il y a une continuité. L'époque de Georges Bush fut celle du plan d'exportation de la démocratie au Moyen-Orient, *via* notamment l'intervention en Irak. Barack Obama optait quant à lui plutôt pour un plan de réconciliation et de négociation avec l'Iran, considérant que trouver un accord avec cet État – qu'il obtint d'ailleurs – était un élément de stabilisation de la région.

En somme, les deux prédécesseurs de Donald Trump expliquaient clairement leurs intentions. En ce sens, la politique de Donald Trump constitue une rupture. Le comportement très imprévisible de ce dernier sur la scène internationale a fait passer les États-Unis d'un statut « d'État prévisible » à celui « d'État imprévisible », alors que ce dernier doit se positionner sur des dossiers épineux de la scène régionale du Moyen-Orient, notamment dans le Golfe persique.

Il convient dès lors d'analyser la posture adoptée par Donald Trump et l'ensemble de son administration dans les tensions et les clivages exacerbés dans les pays du Golfe arabo-persique. Il sera d'abord question des relations des États-Unis avec la monarchie saoudienne, puis de la posture du président américain dans la crise du Qatar. Il s'agira enfin de s'attarder sur l'utopie du désengagement de Washington en Irak, liée à la montée de l'influence de la République Islamique d'Iran et de la Chine dans cet espace.

L'ALLIÉ SAOUDIEN OU LA RENAISSANCE D'UNE « ALLIANCE CONTRE NATURE »

« Les Américains ne connaissaient rien de l'Arabie saoudite. Ils croyaient que le pays se résumait à un désert avec ses Bédouins. Ils ignoraient que nous avions des villes, qu'il existait des couches moyennes. Depuis le 11 septembre, poursuit M. Abdelhamed Al-Ghathami, ils voient en nous la quintessence du mal. L'ensemble de notre société est identifié au terrorisme. Quand l'Armée rouge japonaise perpétrait ses attentats, est-ce qu'on faisait porter la responsabilité à tout le Japon ? Ce simplisme nourrit le terrorisme, car les groupes radicaux peuvent prétendre que les

États-Unis visent non pas le terrorisme, mais l'ensemble de notre société, les Arabes, l'islam. D'autant que l'on entend des voix américaines appeler à un bombardement nucléaire de La Mecque ou dénoncer le prophète Mahomet comme terroriste. » - Abdullah al-Ghathami, cité par Alain Gresh¹.

Il est impératif de conceptualiser l'Arabie Saoudite selon une dualité, à savoir une monarchie alliant une culture traditionnelle « wahhabite » et une « culture moderne ». Cette monarchie, qui aspire à l'hégémonie régionale, est l'alliée privilégiée des États-Unis au Moyen-Orient depuis la fin du second conflit mondial. La nature de cette alliance dépasse largement le cadre prévu par le *Pacte de Quincy* de 1945 établissant une relation basée sur « la sécurité contre le pétrole ». Malgré certains désaccords concernant des questions épineuses et notamment la question de la reconnaissance de l'État d'Israël, ce sont les événements du 11 septembre 2001 - dont 15 des 19 terroristes étaient Saoudiens – qui vont profondément atteindre la relation entre Washington et Riyad. L'Arabie Saoudite se

retrouve accusée d'avoir financé les auteurs de ces attentats terroristes. L'alliance américano-saoudienne semble voler en éclats sous l'administration Bush suite à cet épisode : la monarchie saoudienne ne semblait pas être aussi stratégique qu'elle ne le fut au cours des décennies précédentes. Toutefois, l'Arabie Saoudite a poursuivi sa voie vers la lutte contre le terrorisme, la coopération internationale et des réformes internes afin de maintenir à tout prix sa « relation privilégiée » avec l'allié américain. Il fallait absolument apparaître en tant que pilier essentiel pour les ambitions étasuniennes dans le Golfe, à savoir la stabilité de cet espace et la préservation du marché pétrolier. Malgré cela, la politique de Barack Obama - en faveur du désengagement au Moyen-Orient et particulièrement en faveur du « pivot to Asia » - était perçue par le régime wahhabite comme étant un manque d'engagement envers ce dernier. L'Arabie saoudite conclut d'ailleurs à l'époque « qu'elle ne pourrait plus compter comme jadis sur les États-Unis pour sa défense et le maintien de sa stabilité »². La poursuite de

¹ « Lendemain de « victoire » : Les grands écarts de l'Arabie saoudite », *Le Monde Diplomatique*, 1^{er} juin 2003.

² A. Coppolani, P. Razoux, *Les États-Unis au Moyen-Orient : évolutions et perspectives stratégiques*, Études de l'institut de recherche

cette politique par B. Obama est une réaction à l'interventionnisme de l'administration Bush au Moyen-Orient, notamment en Irak. Un interventionnisme que Donald Trump qualifiera plus tard de « pire décision de l'histoire des États-Unis »³.

L'alliance historique entre Riyad et Washington prend une nouvelle tournure avec l'élection de Donald Trump. Bien que ce dernier accuse Riyad de profiter des garanties de sécurité américaines, au cours de sa campagne, cela ne l'empêchera pas, une fois élu, de choisir l'Arabie Saoudite pour sa première visite officielle à l'étranger. Celle-ci a lieu en mai 2017. Il est accompagné de son gendre, de sa fille, de sa femme et de nombreux hommes d'affaires. Cette visite a ouvert un nouveau chapitre de la politique étrangère américaine vis-à-vis du Royaume saoudien. Le discours de Donald Trump du 21 mai 2017, prononcé devant plusieurs dirigeants arabes, montre un retour au pragmatisme⁴, puisque le

nouveau président des États-Unis s'inscrit dans la continuité des bonnes relations avec l'Arabie Saoudite. Ce dernier arrive en effet sur le territoire de la monarchie wahhabite dans le but de renforcer les partenariats économiques – en développant davantage la présence américaine sur les marchés du Golfe - et les partenariats stratégiques de sécurité globale en mettant en place un bouclier régional de défense antimissile ainsi qu'en réaffirmant l'alliance anti-terroriste⁵, lutte pour laquelle l'Arabie Saoudite a montré ses prétentions de puissance régionale. C'est également une visite importante et décisive pour la question iranienne puisque Donald Trump s'est engagé ouvertement à soutenir l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis dans leur lutte contre ce qu'il qualifie d'« unique » source d'instabilité au Moyen-Orient : la République Islamique d'Iran. Le président américain s'est ensuite retiré de l'accord historique du JCPOA⁶ - que les Saoudiens estimaient être la base légale

stratégique de l'École militaire – numéro 46, Paris, 2016.

³ X, « Intervenir au Moyen-Orient, « pire décision de l'histoire des États-Unis », dit Trump », *La presse*, 9 octobre 2019.

⁴ J. Maillet, « La politique étrangère de Donald Trump : une perspective civilisationnelle ? », *Revue LISA/LISA e-journal* [En ligne], vol. XVI-n°2 | 2018

⁵ J. Thompson, *La politique de Trump au Moyen-Orient, Politique de sécurité : analyses du CSS*, N°233, octobre 2018.

⁶ *Joint Comprehensive Plan of Action* ou accord de Vienne sur le nucléaire iranien.

pour que le régime des mollahs puisse obtenir l'arme nucléaire - que son prédécesseur avait signé avec les autres États du groupe P5+1⁷, rétablissant ainsi un régime strict de sanctions à l'égard de l'Iran.

La visite de Trump se conclut finalement par la signature d'accords d'une valeur de 380 milliards de dollars, dont 110 milliards de dollars accordés aux contrats de ventes d'armes⁸ pour les dix années à venir. Ces armes sont notamment utilisées dans le conflit au Yémen où l'objectif principal pour les États-Unis est de contrer l'extension de l'influence de l'Iran, à travers les houthis, dans la zone et l'empêcher de mettre la main indirectement sur le pétrole yéménite, tout en rassurant son partenaire saoudien. Par ailleurs, les Américains cherchent à limiter l'expansion d'Al-Qaïda dans la Péninsule Arabique et de l'Etat islamique. Enfin, pour Donald Trump, la réussite de la coalition arabe et la pacification de la zone sont vues comme bénéfiques pour l'implantation potentielle d'entreprises américaines. Cette diplomatie

des armes était donc perçue comme étant un moyen de réduire le besoin des États-Unis de dissuader l'Iran, de s'assurer un allié stratégique dans une région instable et soutenir l'industrie militaire américaine. En clair, cette visite du président Trump a cherché à présenter le nouveau rôle qu'aspirait à jouer Washington au Moyen-Orient, en coopération avec la monarchie saoudienne. Plusieurs autres thématiques ont également été abordées (terrorisme, société, coopération, droits humains, etc.)

Cependant, le plus important se passe en coulisse. La diplomatie américaine à l'égard de l'Arabie Saoudite est également symbolisée par la relation étroite entre le gendre de Donald Trump, Jared Kushner, et le prince héritier Mohamed Ben Salman (MBS), qui élaborent ce qu'ils appellent « une alliance stratégique pour le Moyen-Orient »⁹, notamment en ce qui concerne la paix avec Israël. « La Maison Blanche de Trump semble s'être attachée à MBS qui s'est lui-même attaché à la renaissance économique de son pays »¹⁰. En effet, depuis l'élection de Donald Trump, un

⁷ Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie + Allemagne.

⁸ « Jackpot pour Donald Trump en Arabie Saoudite », Le Point, 21 mai 2017.

⁹ C. Ockrent, *Le prince mystère de l'Arabie : Mohammed Ben Salam, les mirages d'un pouvoir absolu*, Robert Laffont, Paris, 2018.

¹⁰ M. Wolff, *Etat de siège : Trump seul contre tous*, Robert Lafont, Paris, 2019.

scénario semble avoir vu le jour dans l'esprit de Washington ; un scénario complexe visant à forger des liens économiques de plus en plus solides avec l'Arabie Saoudite, à faire usage de l'influence saoudienne auprès de la Palestine afin d'aboutir à un accord de paix avec Israël et soutenir le projet de vision 2030 du prince héritier. Nous comprenons que le fils préféré¹¹ du roi Salman, dont l'ascension est fulgurante, aspire à changer les grandes orientations politiques de la monarchie, notamment au sujet du conflit israélo-palestinien, et à métamorphoser son pays d'ici 2030. Ce projet correspond à la création d'une zone économique qui se dit futuriste, qui s'étendra sur près de 26 000 km² au bord de la mer Rouge, qui fonctionnera grâce aux énergies renouvelables et où les personnes pourront se divertir. Le royaume saoudien a pour ambition de devenir un géant mondial dans les secteurs de l'énergie, de la défense et du tourisme. Le coût de ce vaste projet étant estimé à environ 500 milliards de dollars¹², cela en dit long sur les aspirations du prince

héritier qui joue la carte de la modernité pour séduire les investisseurs étrangers, et séduire l'Amérique de Donald Trump, un président qui se positionne dans une logique pure de « *realpolitik* »¹³, mais différente du néo-conservatisme puisqu'il ne prétend pas soutenir les valeurs de liberté, des droits de l'homme et de la démocratie. Il est surtout un homme d'affaires et semble traiter avec les monarchies du Golfe en tant que tel.

Toutefois, cette relation de proximité entre Washington et Riyad, qui a connu de nombreuses agitations, est remise en question. Ce fut notamment le cas lors de l'affaire Khashoggi, journaliste qui critiquait le pouvoir saoudien dans les colonnes du Washington Post¹⁴ et qui fut retrouvé assassiné en octobre 2018 par un groupe d'individus envoyé en Turquie par le prince héritier. Il est mentionné dans l'ouvrage de Christine Ockrent¹⁵ que ce dernier avait publié à propos de la famille royale : « *[l]'activisme de la famille royale au cours des trente dernières années a entraîné des conséquences désastreuses*

¹¹ « MBS, le prince qui parle à la jeunesse d'Arabie Saoudite » Journal, *Le Figaro*, 3 décembre 2017.

¹² « A Riyad, les annonces fracassantes du prince « MBS » », *Les Echos*, 25 octobre 2017

¹³ S. Boussois, *Pays du Golfe : Les dessous d'une crise mondiale*, Armand Colin, Paris, 2019.

¹⁴ « Arabie Saoudite : MBS et l'affaire Khashoggi, un tournant en 2018 », *RFI*, 25 décembre 2018

¹⁵ C. Ockrent, *Le prince mystère de l'Arabie : Mohammed Ben Salam, les mirages d'un pouvoir absolu*, Robert Laffont, Paris, 2018.

pour la population et pour l'économie [...]. Ils ont contribué à créer une catégorie d'hommes d'affaires corrompus [...] ». Ce dernier a également dénoncé l'ingérence saoudienne au Yémen. Cette affaire, impliquant le prince MBS, a assombri l'image de la monarchie auprès de ses partenaires internationaux et notamment les États-Unis. En effet, le Sénat américain votait en décembre 2018 deux textes visant Riyad, l'un pour la cessation de tout soutien américain à l'Arabie Saoudite dans la guerre au Yémen et le second accusant le prince héritier saoudien MBS d'être le responsable du meurtre du journaliste Jamal Khashoggi. Donald Trump a quant à lui accordé le bénéfice du doute à l'Arabie Saoudite en affirmant ne pas faire confiance au gouvernement turc lorsque les rapports concernant le meurtre furent rendus publics, et a approuvé que les liens entre les deux partenaires seront malgré tout maintenus. C'est néanmoins l'attaque des installations pétrolières de septembre 2019 qui remet réellement en question toute la stratégie de l'Arabie Saoudite de miser totalement sur le soutien des États-Unis. Il s'agit, plus précisément, de l'attaque du drone, le 14

septembre 2019 en Arabie Saoudite, visant deux installations pétrolières du groupe Aramco, obligeant la monarchie à réduire temporairement de moitié sa production de pétrole. Cette affaire a soulevé la question de l'efficacité de l'arsenal militaire vendu par Washington à Riyad. En effet, malgré la signature de nombreux contrats d'armements, s'élevant à plusieurs centaines de milliards de dollars, cet arsenal n'a pas été en mesure de protéger les infrastructures stratégiques et vitales pour le maintien de la monarchie wahhabite ; d'autant plus que la réaction américaine suite à ces événements n'était pas celle attendue par les Saoudiens. En effet, les États-Unis qui ont d'abord qualifié les attaques comme étant un « acte de guerre » initié par l'Iran, ont finalement prôné « une solution pacifique » montrant une réelle hésitation des États-Unis à s'impliquer dans cette affaire¹⁶. Le président russe Vladimir Poutine n'a pas hésité, deux jours après les attaques, à souligner la fragilité de l'arsenal de défense arienne saoudien, en proposant à ses homologues la vente de S-400¹⁷. Pour combler ces lacunes en termes de défense, Washington a cependant approuvé le

¹⁶ G. Paris, « Attaques en Arabie Saoudite : Pompeo prone une solution pacifique avec l'Iran », *Le Monde*, 20/09/2019.

¹⁷ Système de défense antiaérienne et antimissile.

déploiement de forces américaines défensives modérées axées sur les forces aériennes et la défense antimissile¹⁸, ce qui ne semble toutefois pas convenir à l'Arabie Saoudite. Il est donc légitime de nous poser la question de savoir si nous ne commençons pas à percevoir les limites du « renouveau de l'alliance contre nature ».

L'OFFENSIVE TRUMPIENNE CONTRE LE QATAR

L'un des dilemmes auquel a dû faire face Donald Trump au début de son mandat en 2017 est lié au positionnement des États-Unis dans le contentieux opposant l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis face au Qatar. Les relations entre ces monarchies sont tendues depuis plusieurs années déjà. En 1996, l'Arabie Saoudite avait tenté en vain d'organiser un coup d'État contre le nouvel émir du Qatar, Hamad, qui avait lui-même destitué son père. Dès lors, l'objectif pour le Qatar était de se défaire de l'étau culturel et politique saoudien¹⁹. Ces tensions n'ont fait que s'accroître avec la diffusion d'un documentaire sur Al Jazeera,

critiquant le fondateur de la monarchie saoudienne, Ibn Saoud ; et les divergences dans les prises de position à propos de certains sujets épineux de la politique régionale²⁰. Toutefois, Doha n'entend pas mettre fin à la ligne qu'elle s'est fixée pour sa politique étrangère. C'est notamment à propos du terrorisme et de sa relation avec l'Iran que le Qatar s'oppose aux autres monarchies du Golfe. Lorsque Trump s'est rendu à Riyad en mai 2017 pour émettre une demande de participation à une lutte active des monarchies du Golfe contre le terrorisme et s'opposer à l'influence grandissante de la République islamique d'Iran au Moyen-Orient, Doha n'a pas répondu favorablement à cet appel. Cette visite marquera le début d'une rupture entre les États-Unis et le Qatar puisque Donald Trump publiera de nombreux tweets accusant le Qatar de soutenir le terrorisme. Par la suite, un blocus contre le Qatar fut instauré le 5 juin 2017 par la coalition arabe, que le département d'État américain finira par condamner quinze jours plus tard malgré les positions de Trump. Le

¹⁸ A. Edelman, « Attaques en Arabie Saoudite : Trump va envoyer des renforts militaires dans le Golfe », France 24, 21/09/2019.

¹⁹ F. Chauvancy, Blocus du Qatar : l'offensive manquée : guerre de l'information, jeux d'influence, affrontement économique, Hermann, Paris, 2018.

²⁰ Le coup d'État en Égypte du 3 juillet 2013 fut soutenu par Riyad et Abu Dhabi, tandis que Doha condamnait cet acte / la dénonciation de Bahreïn, Riyad et Abu Dhabi quant à l'ingérence de Doha dans leurs affaires internes.

Pentagone et le Département d'État sont revenus sur les propos du président américain en soulignant le rôle important joué par la base militaire américaine d'al-Udeid à Doha dans la lutte antiterroriste. Neuf jours après la publication des tweets de Donald Trump, le Pentagone fera également l'annonce de la signature d'un contrat d'armement avec le Qatar à propos de l'achat d'avions de chasse F-15 pour la somme de 12 milliards de dollars²¹. Cet épisode montre à nouveau l'absence d'unité au sein de l'administration Trump, et le comportement souvent déroutant du président américain dans sa manière de traiter les dossiers épineux de la politique étrangère américaine ; une politique étrangère qui vient secouer les équilibres (ou plutôt les déséquilibres) régionaux en rompant avec la pratique multilatérale. Ce sont les membres de son administration qui sont d'abord en charge de convaincre Donald Trump de faire preuve de médiation pour réconcilier les monarchies du Golfe dans leurs oppositions et ensuite de maintenir les liens avec Doha, notamment dans des exercices militaires conjoints et dans la réaffirmation de la lutte conjointe

contre le financement du terrorisme²². Finalement, les officiels américains vont appeler à la retenue et à la discussion pour éviter tout risque d'escalade.

En somme, si la politique de l'administration Trump au Moyen-Orient peut - à travers l'exemple Qatari - être interprétée au premier abord comme étant une politique contradictoire, elle est surtout le fruit des efforts de toute une administration qui tente de maîtriser le caractère impulsif d'un président américain unique en son genre dans son rapport à la politique étrangère, rompant souvent avec l'approche privilégiée par ses prédécesseurs.

DE L'UTOPIE DU DÉSENGAGEMENT DANS LE CROISSANT FERTILE : L'EXEMPLE DE L'IRAK

L'intervention américaine en Irak a débuté en janvier 1991, lorsque le Congrès autorisa le président Georges Bush à faire usage de la force pour libérer le Koweït. Depuis, elle n'a jamais vraiment cessé. Au cours des années qui suivirent les événements de

²¹ J. Guez, « Le Qatar achète pour 12 milliards de dollars d'avions de combats F-15 », *Capital*, 15 juin 2017.

²² T. Gomart et L. Nardon, *Trump, un an après : un monde à l'état de nature ?*, Études de l'IFRI, Novembre 2017.

1991, l'Irak resta un problème majeur pour les États-Unis. Les Américains exigèrent des inspections et des sanctions de l'ONU avant que soit mise en place une campagne de bombardements en 1998 à laquelle le régime irakien répliqua. Par la suite, l'administration Bush, qui faisait face aux attentats du 11 septembre 2001 et qui désignait à la suite de cela l'Irak comme étant un pays appartenant à l'« axe du mal », parlait d'un « travail inachevé »²³ en Irak. Les attentats du 11 septembre marquaient en effet un tournant dans la nature des décisions de l'administration Bush : *« [l]e 11 septembre nous avait montré que, si nous attendions qu'une menace se réalise pour agir, il serait trop tard. Je pris donc ma décision : nous allions nous occuper de l'Irak d'une façon ou d'une autre »*²⁴. Ce pays était, comme le disait Georges Bush, une « terre de mission, une zone à démocratiser » ce qui dans le langage américain signifiait « diviser » et « dominer » et donc plus largement écarter les convoitises russes, chinoises ou iraniennes. L'Irak était aussi aux yeux des faucons, un pays qui avait abrité des terroristes d'Al-Qaïda. Les néo-

conservateurs ont ainsi pu profiter du contexte engendré par les événements du 11 septembre 2001 afin d'amorcer la guerre qu'ils préconisaient depuis déjà quelques années. Hormis l'objectif immédiat des États-Unis de défaire le régime de Saddam Hussein qui fut un franc succès, plusieurs aspects nous montrent aujourd'hui que cette guerre peut être considérée comme un échec pour la puissance américaine : la sous-estimation des problèmes liés à l'occupation d'un pays musulman par des occidentaux ; l'instabilité des plans civils et militaires pour les opérations de reconstruction ; la faiblesse et l'insuffisance des effectifs sur place à faire face à l'insurrection irakienne grandissante car l'armée américaine ne s'y était pas préparée ; l'absence de coordination avec les autorités locales irakiennes, les fonctionnaires civils, les travailleurs humanitaires et les diplomates. Autant de facteurs ayant contribué à la perception d'une occupation plutôt qu'une libération. Les suites de l'invasion de l'Irak ont ainsi occasionné une grave crise de crédibilité pour les États-Unis. Ainsi, après neuf années de guerre, Barack Obama, 44^{ème}

²³ W. K. Clark, L'Irak, le terrorisme et l'empire américain, Editions du Seuil, Paris, 2004.

²⁴ Georges W. Bush, Instants décisifs, Plon, Paris, 2010.

président des États-Unis, fit le choix d'annoncer le retrait des troupes américaines le 21 octobre 2011, ne pouvant guère masquer l'ampleur du désastre et du chaos dans lequel ils laissaient le pays. Toutefois, à la suite de cette annonce, deux menaces pesaient encore en Irak empêchant le retrait total des États-Unis du Moyen-Orient : la menace terroriste et la menace iranienne. D'abord, l'intervention des États-Unis en Irak a ouvert les portes du Moyen-Orient à Al-Qaïda, dont la branche irakienne deviendra l'Etat islamique. Ensuite, les États-Unis annonçaient également qu'ils garderaient « un œil sur l'Iran et que cela serait toujours vrai après le retrait américain »²⁵. Les États-Unis avaient bien raison de vouloir garder un œil sur l'Iran : les gardiens de la révolution²⁶, après avoir investi le terrain irakien suite à la chute de Saddam Hussein, occupent aujourd'hui l'espace politico-militaire en soutenant notamment des milices chiites pro-iraniennes dites de « Mobilisation populaire »²⁷. Le 13 juin 2014, l'un des deux représentants de l'ayatollah Al-Sayyid

Ali Al-Sistani appelait dans son prêche les Irakiens à prendre les armes. Dans les mois qui suivirent, des milliers de volontaires se mobilisèrent formant ainsi de nouveaux groupes chiites occupant l'ensemble du paysage milicien en Irak, ouvrant ainsi une nouvelle séquence de territorialisation des groupes miliciens chiites soutenus par l'Iran²⁸. Ces milices pro-iraniennes jouent également un rôle important en Syrie dans la lutte antiterroriste. Le retrait total des troupes américaines était donc en réalité une utopie compte tenu des menaces et des intérêts américains présents dans cet espace.

C'est de cette situation dont hérite Donald Trump lorsqu'il devient président des États-Unis. Les Américains ont laissé derrière eux un pays divisé entre clivages confessionnels et ethniques et divisé également sur le plan politique. Le paysage irakien est aujourd'hui caractérisé par un environnement suscitant l'apparition d'une nouvelle génération contestataire. Les manifestations de masse qui ont soulevé la

²⁵ M. Allezuero, « Obama annonce le départ des troupes américaines en Irak d'ici la fin 2011 », *Le Monde*, 21 octobre 2011.

²⁶ Organisation paramilitaire de la République islamique d'Iran qui dépend du Guide de la Révolution.

²⁷ J.-P. Filiu, « Les États-Unis ont-ils livré l'Irak à l'Iran ? », *Le Monde*, 5 janvier 2020.

²⁸ R. Beaumont, *À ton service, ô Irak ! Le fait milicien chiite en Irak depuis 2014*, Rapport de la Fondation pour la Recherche Stratégique, avril 2017.

rue irakienne contre le gouvernement et les milices pro-iraniennes, à Bagdad, et dans plusieurs provinces du Sud et du Moyen-Euphrate depuis le 1^{er} octobre 2019, ont fait l'objet d'une répression. Ce climat s'est envenimé avec l'ingérence dans les affrontements du groupe Hachd al-Chaabi, coalition de paramilitaires dominée les milices chiites pro-Iran et alliée du gouvernement irakien. Si Washington aurait pu saisir l'opportunité de se rapprocher des mouvements populaires, la capitale américaine se montre toutefois incapable de considérer l'Irak autrement que comme un champ de manœuvre contre l'Iran. Ainsi, suite aux heurts entre l'armée américaine et les milices pro-chiites au cours du mois de décembre 2019, Donald Trump donne l'ordre aux forces armées américaines d'effectuer un raid tuant le général iranien Soleimani, provoquant ainsi une escalade entre l'Iran et les États-Unis et une nouvelle rupture dans les relations entre les deux pays. Par la suite, l'Iran a montré aux États-Unis, de par ses frappes, la force de précision de son arsenal militaire. Si le

Parlement irakien a voté pour l'expulsion des 5 200 soldats américains présents sur son sol en réaction à ces événements, Washington a menacé de bloquer l'accès aux revenus du pétrole, soit environ 90% du budget de l'Irak : des sanctions qui feront apparaître celles de l'Iran comme étant « presque faibles ». En Irak, certains craignent même que les choix de Donald Trump poussent les irakiens « dans les bras des russes, des chinois et des iraniens »²⁹. Un Irak sous influence iranienne - et chinoise qui a également des convoitises sur le pays - est une idée à laquelle les États-Unis n'adhéreront jamais. La Chine souhaite intégrer les pays du croissant fertile dans son projet de reconstruction des nouvelles routes de la soie, et l'économie iranienne a besoin de ses rentes pétrolières pour faire face aux sanctions qu'elle subit depuis plusieurs décennies. L'Irak représente donc un intérêt vital pour l'Iran, puisque depuis la décision de Donald Trump de se retirer de l'accord de Vienne³⁰ le pays est devenu presque l'unique porte de sortie de l'Iran pour exporter ses denrées et

²⁹ M. Gebeily, « L'Irak redoute l'effondrement si Trump ferme le robinet à pétrodollars », *Lapresse*, 13 janvier 2020.

³⁰ Décision pour faire face au comportement « va-t'en guerre » de l'Iran et le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo pose à la suite de cela 12

conditions pour négocier un nouvel accord avec l'Iran et promet des sanctions plus dures en cas de refus.

ne pas subir totalement le poids des sanctions. Ainsi, autant que l'Iran, la Chine - qui entretient des relations commerciales avec Téhéran - espère avoir un accès au canal de Suez et à la mer Méditerranée pour mieux exporter et importer des denrées nécessaires au bon fonctionnement de son économie. Pékin propose donc une coopération gagnant-gagnant aux États de cet espace (Irak, Liban et Syrie), et privilégie une approche différente de celle des États-Unis dans le croissant fertile depuis 2003. La Chine a d'ores et déjà programmé un important budget pour la reconstruction de ces États. Cette dernière s'écarte de la logique systématique des bailleurs de fonds comme la Banque mondiale - dont le premier investisseur est les États-Unis - qui imposeraient des conditions à ces États comme celles d'être une démocratie ayant un marché ouvert, de respecter les minorités, d'avoir des institutions juridiques non soumises aux volontés des gouvernants, etc. En somme, la Chine impose un nouveau modèle. Le discours du pouvoir chinois est plus convaincant, puisqu'il fait la promotion de la coopération et de la non-ingérence dans les affaires internes des États et n'impose pas ses conditions pour nouer des relations économiques et commerciales. Si ce projet

aboutissait, nous aurions là un prolongement de l'axe sino-iranien qui s'étendrait jusqu'en Méditerranée.

Il s'agit donc d'une convergence d'intérêts et un « potentiel réseau » qui risque très certainement de chanceler dans les prochaines années à venir la géopolitique du Moyen-Orient. Il est possible que les États-Unis s'appuient davantage sur les monarchies du Golfe pour lutter contre cette influence grimpante de la Chine et de l'Iran dans le croissant fertile. Cependant, ces monarchies semblent être intéressées par la coopération avec la Chine, du fait de la dépendance totale de leurs exportations en ressources énergétiques et cela malgré « les visions 2030 » qui tentent de se défaire de cette dépendance. Il est néanmoins évident que la transition ne peut s'opérer du jour au lendemain. Il y a donc une nécessité de continuer à exporter les denrées énergétiques et les Chinois sont encore intéressés par celles-ci alors que les États-Unis sont quant à eux devenus plus indépendants en la matière. Ainsi, si la Chine parvient à rallier les pétromonarchies dans son nouveau jeu d'alliances, nous aurons une large partie du croissant fertile et du Golfe persique en coopération avec Pékin. Les États-Unis de

Donald Trump ne laisseront pas un tel scénario se dessiner et vont continuer de soutenir les projets de transition économique des monarchies du Golfe pour empêcher une expansion de l'influence chinoise et iranienne dans le croissant fertile. Ainsi, dans la résolution des conflits du Moyen-Orient, les États-Unis poursuivront très certainement leur ingérence et maintiendront une présence militaire dans cet espace. Nous pouvons donc affirmer deux éléments : d'une part, le retrait total des États-Unis du Moyen-Orient est une utopie et, d'autre part, si le Moyen-Orient est le lieu où se cristallisent les tensions entre Téhéran et Washington, nous pouvons aujourd'hui le considérer comme étant un terrain d'affrontement de la « nouvelle guerre froide » opposant Pékin à Washington.

UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE À LA POURSUITE D'INTÉRÊTS RÉALISTES

Il est légitime de se poser la question de savoir si la politique de Donald Trump au

Moyen-Orient marque réellement une rupture ou une continuité par rapport à la ligne de conduite suivie par ses prédécesseurs. Il est vrai que le président américain s'attache davantage à « faire du business » avec les pays du Golfe persique qu'à faire la promotion des idéaux américains que sont la démocratie et la liberté. Si de ce point de vue il convient de parler de rupture, il semble essentiel de nuancer cette idée. La politique étrangère de Donald Trump est avant tout, à l'instar de ses prédécesseurs, la poursuite des intérêts réalistes américains au Moyen-Orient et la perpétuation de certaines politiques géostratégiques telles que la prolongation de l'engagement de l'armée américaine malgré les aspirations de désengagement, la lutte contre l'hégémonie et l'influence iranienne dans la région ou encore l'engagement pour la sécurité d'Israël. En somme, même s'il existe une certaine ambivalence entre les positions de l'administration Trump et celle de ses prédécesseurs, les grandes lignes directrices suivies restent globalement identiques.

Les relations diplomatiques américaines avec les pays du Golfe

Entretien avec Agnès LEVALLOIS
Consultante spécialiste du Moyen-Orient

Entretien réalisé par Marwan RACHIDI

Marwan Rachidi : *L'Arabie Saoudite aspire à diversifier son économie pour être moins dépendante de ses rentes pétrolières. La vision 2030 de MBS illustre bien ces nouvelles aspirations pour le royaume car il a bien compris que le pétrole n'allait pas permettre à long terme la survie du régime. Mais il n'empêche qu'aujourd'hui il a toujours besoin d'exporter. Nous avons d'une part l'allié américain qui n'est plus dépendant de ses importations en pétrole et, d'autre part, nous nous rendons compte également que les armes vendues par Donald Trump à l'Arabie Saoudite ne permettent même pas de protéger les sites sensibles et stratégiques de la monarchie. Les événements de septembre 2019 l'ont bien démontré. Qu'en est-il aujourd'hui du lien privilégié de l'Arabie Saoudite avec l'administration Trump ? Comment les États-Unis envisagent-ils l'avenir de leur relation avec Riyad ?*

Agnès Levallois : Je ne parlerais pas tant de la politique américaine que de la politique de Trump car cette relation est marquée par la personnalité de Trump qui a une conception des relations internationales assez particulière. L'élément essentiel de sa relation avec les pétromonarchies et l'Arabie Saoudite en l'occurrence est de

faire du business. Si les Saoudiens continuent à acheter des armes, il y aura toujours cette relation privilégiée avec Riyad. Toutefois, dans le cas des événements de septembre 2019 et des installations pétrolières saoudiennes par des drones, MBS considérerait qu'il s'agissait d'une affaire internationale, Donald Trump préférant dire qu'il s'agissait d'une affaire saoudienne. Toutefois, lorsque l'Arabie saoudite achète des armes aux États-Unis, c'est pour s'assurer d'avoir la protection américaine et l'on voit désormais que nous avons une perte de confiance des Saoudiens qui se rendent compte que les Américains n'iront pas nécessairement se battre pour les défendre. J'ai donc l'impression qu'il y a une remise en question par les Saoudiens de ce lien privilégié qui les liait avec les États-Unis, un lien qui n'est pas à la hauteur de ce qu'attendaient les saoudiens lorsque MBS accueillait à bras ouverts Donald Trump et son gendre au lendemain de son investiture. Les Saoudiens prennent ainsi conscience qu'avoir poussé les États-Unis à avoir une politique dure contre l'Iran se retourne contre eux car cela n'a pas empêché les Iraniens d'envoyer des drones sur leurs installations et pointer du doigt la faiblesse dans laquelle se trouve l'Arabie Saoudite. Nous pouvons donc nous demander

pourquoi les Saoudiens continueront à payer autant s'ils n'ont pas la protection en échange car il s'agit tout de même du deal et qu'en même temps, les Américains n'ont plus autant besoin du pétrole saoudien comme ce fut le cas auparavant. Il y a néanmoins un levier qui restera : la sécurité d'Israël. Pour cette question-là, les Américains continueront à maintenir ce lien privilégié avec l'Arabie Saoudite car cela permettrait à terme de vendre le plan de paix aux Saoudiens bien que pour le moment nous n'y soyons pas encore tant que le roi Salman sera au pouvoir. Quelques lignes rouges ne seront pas franchies tant qu'il restera au pouvoir, ce qui empêchera un soutien trop marqué des Saoudiens de la position américaine sur le dossier israélo-palestinien. En somme, nous sommes donc dans une relation, pour Donald Trump, avant tout commerciale et également de protection des intérêts d'Israël.

M.R : Par ailleurs, le rival chinois développe des relations étroites avec les Saoudiens et tient un discours séduisant envers l'Arabie Saoudite qui se fonde sur une coopération gagnant-gagnant basée sur la non-ingérence dans les affaires internes. Les États-Unis peuvent-ils, par exemple, laisser la Chine investir dans le

projet de vision 2030 de MBS ? Comment est-ce que les États-Unis réagissent-ils face à cela ?

A.L : Les États-Unis peuvent laisser une marge de manœuvre à la Chine dans certains domaines, mais une marge étroite car dans leur conception de la relation avec l'Arabie Saoudite, ce sont eux qui doivent en tirer le plus d'avantages et puis ce serait compliqué pour l'Arabie Saoudite de se défaire d'un partenaire aussi fort au profit d'un autre. L'exemple russe est parfait pour illustrer cette idée puisque lorsque les Saoudiens, furieux suite aux attaques de septembre 2019, rencontrent Poutine, ils cherchaient à montrer quelque part qu'ils pouvaient accorder de l'intérêt à un autre État puissant. Toutefois, cela semble presque improbable aujourd'hui de changer l'armement d'un pays. C'est extrêmement compliqué et, la grande majorité de l'armement saoudien provient des États-Unis qui disposent du meilleur arsenal militaire au monde. Cela reste toutefois une manière pour Riyad de dire aux États-Unis qu'ils peuvent dialoguer avec la Russie, avec la Chine et entretenir également des relations avec ces pays bien que cela ne puisse aller très loin et que cela ne puisse provoquer un bouleversement des alliances.

M.R : *Admettons que le successeur de Donald Trump adopte une posture totalement distancée avec l'Arabie Saoudite. Est-ce qu'il y aurait un risque de voir le régime tomber du fait de l'absence éventuelle du soutien américain ?*

A.L : Je ne pense pas que le régime saoudien risque de tomber du jour au lendemain car même si les Américains prennent leurs distances en quelque sorte, le marché saoudien reste un marché relativement intéressant pour les Américains et les Saoudiens ont également énormément investi aux États-Unis dans les fonds souverains et donc Riyad a une carte à jouer de ce point de vue-là vis-à-vis de Washington. Les deux pays ont tricoté énormément de choses ensemble pour que cela puisse se défaire facilement et toutes les questions de sécurité associées aux projets d'achats d'armements donnent malgré tout une stabilité dans les relations entre Riyad et Washington. Il peut certes y avoir quelques distances entre les deux pays mais celles-ci ne remettent pas en question la relation : il y a des liens très forts, solides. Il peut en effet y avoir moins de connivences, comme en attestent les événements de septembre 2019. Les Saoudiens s'interrogent sur la pérennité de

cette relation suite aux attaques sur les installations pétrolières du 14 septembre et ont été ébranlés par la déclaration de Donald Trump disant qu'il s'agit d'une affaire saoudienne. Ils s'attendaient à ce que les Américains réagissent immédiatement contre l'Iran et ce ne fut pas le cas. La non-réaction des Américains a fait réfléchir les Saoudiens.

M.R : *Au regard de l'implication américaine dans les événements récents au Moyen-Orient, et notamment dans les tensions avec l'Iran, quelles conclusions pouvons-nous tirer quant au rôle auquel aspirent à jouer les États-Unis ? Quelle est la logique suivie par les États-Unis ?*

A.L : Les États-Unis ne sont pas dans une logique d'affrontement et nous l'avons vu dans l'affaire iranienne. Toutefois, ils veulent montrer que si l'on vient les chercher, ils sont les plus forts, qu'ils resteront les plus forts quoi qu'il arrive et qu'ils ont une forte capacité de réaction. L'assassinat du Général Qassem Soleimani illustre bien cette idée. Lorsque Trump voit les images de l'ambassade américaine en Irak tentée d'être prise par des manifestants, cela rappelle les événements de la prise de l'ambassade étasunienne à Téhéran en 1979 et il y a une réaction forte pour montrer que

l'on ne se laissera pas faire. Le choix de cibler par la suite 52 sites stratégiques iraniens en cas d'escalade est d'ailleurs en lien avec les 52 américains qui furent pris en otage suite à la révolution iranienne.

M.R : Au regard de l'attitude impulsive de Donald Trump et de son administration, notamment dans certains dossiers épineux au Moyen-Orient, pouvons-nous considérer que Donald Trump soit entouré de bons conseillers pour avoir une maîtrise de ces dossiers ?

A.L : Je ne dirai pas qu'il est entouré de bons conseillers, il est entouré d'idéologues qui veulent également en découdre avec l'Iran et Donald Trump ne s'appuie pas sur toute l'expertise qui existe aux États-Unis dans les *thinks tanks* notamment. Il y a plusieurs points essentiels pour Donald Trump : la protection d'Israël - et là il est largement soutenu par ses conseillers et son électorat évangéliste, « faire des affaires » et la destruction du régime iranien. L'exemple pour illustrer cette idée est dans l'affaire iranienne. Il voulait une photo avec Rohani pour montrer qu'il était le meilleur négociateur, mais sans avoir aucune idée précise du fond des négociations. Toutefois, Rohani n'ira pas faire de photo avec Donald Trump s'il n'obtient rien de conséquent en

échange. Selon moi, il cherche surtout à montrer, sur la forme, qu'il est le seul à pouvoir négocier avec l'Iran, ce qu'il négocie dans le fond n'est pas ce qui lui importe le plus.

M.R : Les présidents américains, dans leur politique étrangère, ont toujours mis en avant les valeurs de l'exceptionnalisme américain : promotion des valeurs de liberté, de droits de l'homme, de démocratie. Assistons-nous à une rupture de Donald Trump avec cette tendance, lui qui « gère les affaires étrangères comme un homme d'affaires » ? Peut-on parler de realpolitik ?

A.L : Oui, nous pouvons dire que Donald Trump ne fait pas la promotion des droits de l'homme et de la démocratie et ne s'abrite pas derrière ces valeurs pour faire du business. Il est vrai que chez ses prédécesseurs, la question des intérêts et de la domination économique était habillée par des valeurs dont ils faisaient la promotion. La question qui mérite d'être posée est de savoir s'il y a une véritable rupture ou si au contraire il s'agit uniquement d'habillages. Pour la realpolitik, tout dépend de comment l'on définit ce terme. En tous cas ce n'est pas une realpolitik pour améliorer le fonctionnement du monde, c'est une

realpolitik pour ses intérêts et de manière plus terre à terre, pour sa réélection.

***M.R :** Les Émirats Arabes Unis ont envoyé énormément de signaux d'apaisements avec l'Iran. La rencontre sur le sol iranien en juillet 2019 entre les gardes côtes émiratis et iraniens montre bien que l'on est dans cette logique. Par ailleurs, les EAU soutiennent la politique de pression maximale de Donald Trump qui soutient la coalition arabe dirigée par Riyad et Abu Dhabi au Yémen. Comment est-ce que l'administration Trump et l'Arabie Saoudite interprètent ces agissements ?*

A.L : Les Émirats Arabes Unis ont bien compris une chose, à savoir que la politique maximale des États-Unis et de l'Arabie Saoudite pouvait avoir des conséquences sur leur territoire. Si les Iraniens choisissent d'envoyer un drone sur Abu Dhabi et sur Dubaï, la conséquence immédiate serait le départ des expatriés et l'effondrement de toute l'économie du pays. Ils ont conscience d'être en première ligne et de risquer subir les foudres des Iraniens. Ces derniers ont prouvé avec les opérations militaires qu'ils mènent depuis plusieurs mois dans la région, qu'ils disposent de moyens certes bien moindres de ceux dont disposent les Américains et les Saoudiens, mais avec une

capacité de précision imparable et une réelle maîtrise de l'usage de missiles et des drones. Ils ont démontré disposer d'une précision de frappe que l'on ne soupçonnait pas : ils peuvent atteindre des cibles de manière efficace, ce que l'on a pu constater lors des attaques des installations pétrolières saoudiennes en septembre 2019. Les Émiriens ont donc pris conscience de la fragilité de leur condition et de leur positionnement géographique vis-à-vis de l'Iran. Si les Iraniens peuvent atteindre les installations pétrolières saoudiennes, cela signifie qu'ils peuvent également atteindre le cœur de l'économie émirienne. En dépit des forces de défense dont ils disposent, ce n'est pas cela qui pourra totalement arrêter des tirs de drones et de missiles. Les Émiriens ont donc compris l'intérêt d'envoyer des signaux aux Iraniens sur les berges pour leur dire qu'ils ne voulaient pas la guerre, mais d'un autre côté, ils sont engagés avec les Saoudiens et les Américains dans cette politique de pression maximale à l'égard de l'Iran. Les Émiriens se rendent bien compte qu'ils ont été loin dans le fait de pousser les Américains dans cette pression maximale contre l'Iran et qu'au bout d'un moment ils pourront en payer eux-mêmes les conséquences. De plus, les Iraniens ont pertinemment

conscience qu'il ne faut pas aller trop loin dans la riposte contre les intérêts américains dans la région car la riposte risque d'être lourde de conséquences tandis que le fait d'attaquer des installations saoudiennes entraînerait une réaction américaine moindre du fait qu'ils ne veulent pas intervenir totalement.

***M.R :** À propos des routes de la soie, la Chine rêverait d'un corridor jusqu'en Méditerranée passant par l'Iran. Ce dernier rêverait également d'avoir accès à la Méditerranée car cela lui permettrait de souffler un peu par rapport au poids des sanctions économiques qu'elle subit. Pour cela, les deux pays aimeraient stabiliser et intégrer des pays comme le Liban, la Syrie et l'Irak dans ce projet. Par ailleurs, Donald Trump est plutôt favorable à un désengagement de la puissance américaine au Moyen-Orient. Toutefois, Washington ne laissera jamais faire cela. Pouvons-nous considérer que le désengagement souhaité par Trump ne soit qu'une utopie ?*

A.L : Je ne crois pas au fait que les États-Unis se désengagent totalement de la région. Ils ne veulent plus être impliqués directement comme ils l'étaient auparavant. D'abord, il y a la sécurité d'Israël qui fait « presque partie de l'ADN » des États-Unis

aujourd'hui et au moins pour cette raison ils ne se retireront pas totalement. De plus, les États-Unis ont toujours des objectifs précis dans cette région et ont toujours des troupes engagées sur place, notamment en Irak. Toutefois, la Syrie n'intéresse pas les États-Unis, en tous cas, pas directement. Les Américains ne s'intéressent pas à l'avenir de la Syrie : ils sont intervenus dans le pays uniquement pour lutter contre Daesh. En revanche, au regard de l'influence iranienne en Irak, les Américains ne se retireront pas totalement de ce pays même si Donald Trump ne refera jamais ce que les États-Unis ont fait en intervenant en Irak en 2003. Il convient d'employer un autre terme que celui de « désengagement », nous pouvons parler d'engagement différent ou moins fort mais le terme « désengagement » n'est pas le plus pertinent pour parler de la situation en Irak.

***M.R :** Le Qatar partage toujours un gisement de pétrole avec l'Iran, hautement stratégique. Les États-Unis ont toujours l'une de leur principale base militaire au Qatar. Quelle est aujourd'hui la position des États-Unis à l'égard du Qatar ? Quelles relations entretiennent les États-Unis avec ce pays depuis la mise en place du blocus des pays arabes à son encontre ?*

Les États-Unis ont de bonnes relations aujourd'hui avec le Qatar. Lorsque le blocus fut annoncé par les Saoudiens, Donald Trump a applaudi mais très rapidement, Mike Pompeo a repris Donald Trump et lui a rappelé que la plus grande base militaire des États-Unis se trouvait au Qatar. Le président s'est très vite rétracté et a demandé à ce qu'une solution soit trouvée, car les États-Unis ont des intérêts dans le Golfe persique et le fait qu'il y ait des tensions avec les différents acteurs, cela crée du désordre et va à l'encontre des intérêts américains. Néanmoins, ces tensions entre le Qatar et les monarchies du Golfe n'ont pas empêché Donald Trump de maintenir ses relations avec les différents États et notamment des relations commerciales ; de continuer à avoir ses bases au Qatar et à Bahreïn ; d'envoyer des soldats américains en Arabie Saoudite.

Ce qui contrarie Riyad et Washington toutefois, c'est ce gisement de pétrole que partage le Qatar avec l'Iran. C'est d'ailleurs sur cela que se basent les Saoudiens pour tenter de décrédibiliser Doha, en disant qu'ils ont d'étroites relations avec Téhéran. Le Qatar a en effet toujours fait attention à entretenir de bonnes relations avec l'Iran, car il bénéficie davantage de l'exploitation

de ce gisement que les Iraniens. Les Qataris ont donc pertinemment conscience qu'il faut ménager leur voisin immédiat avec qui ils ont un intérêt économique et financier évident. Cela permet à l'Iran de créer des discordes au sein du CCG, et pour le Qatar c'est également une manière de montrer aux Saoudiens qu'ils sont autonomes et qu'ils peuvent entretenir des relations avec l'Iran. Finalement, le blocus ne profite pas aux Saoudiens car le Qatar s'en sort très bien : cela l'a obligé à diversifier son économie, à faire en sorte d'être plus autonome d'un point de vue alimentaire et montre à l'ensemble du monde que malgré le fait que ce soit un petit pays, il arrive à faire face à la pression des Émirats Arabes Unis et de l'Arabie Saoudite. Nous pouvons considérer que l'Arabie Saoudite et les Émirats Arabes Unis sont les grands perdants dans cette crise.

Les Saoudiens aspirent à être une puissance régionale et ont toute la légitimité pour l'être. Néanmoins, l'on ne s'improvise pas puissance régionale du jour au lendemain. MBS gère la politique régionale comme il gère la politique intérieure du royaume. Il veut montrer qu'il est légitime à occuper son poste de prince héritier alors qu'il a peu d'expérience ; et pense qu'il peut gérer la

relation avec ses voisins comme il le fait en politique intérieure, comme il l'a fait avec ses hommes d'affaires - retenus dans un grand hôtel de Riyad -, sauf que cela n'est pas possible. Il enchaîne échec sur échec du fait que les choses n'aient pas été assez réfléchies et préparées, pour se donner les moyens d'atteindre les objectifs qu'il s'était

fixés. La stratégie de MBS s'apparente à celle de Donald Trump : « regardez, je vais tout faire tout seul » mais il échoue. Je ne vois pas un seul dossier sur lequel il a réussi sur la scène régionale : le Yémen, la Syrie, le Liban, le Qatar, l'affaire Kashoggi, etc. sont autant d'échecs pour l'Arabie Saoudite.



La relation entre les États-Unis sous l'administration Trump et la République islamique d'Iran

***Ruptures diplomatiques et bras de fer sur fond de guerre
hybride***

Manon CHEMEL

Déléguée Proche, Moyen-Orient & Afrique du Nord
Ambassadeurs de la Jeunesse

L'escalade des tensions entre les États-Unis et l'Iran sous la présidence Trump

Si les relations entre les États-Unis et l'Iran sont historiquement conflictuelles, sous la présidence de Donald Trump elles se sont considérablement refroidies. De la dénonciation, en 2017, de l'accord international sur le programme nucléaire iranien signé à Vienne le 14 juillet 2015 à l'élimination du G. Soleimani, les tensions ont destabilisé toute la région moyen-orientale.

2017

Élection de Donald Trump, nouveau président des États-Unis d'Amérique

Dénonciation par D. Trump de l'accord international sur le programme nucléaire iranien signé à Vienne le 14 juillet 2015

8 mai 2018

Donald Trump annonce son plan pour l'avenir du JCPOA ainsi qu'un embargo économique (produits pétroliers, secteurs aéronotique et minier, interdiction d'utiliser le dollar dans les transactions commerciales avec l'Iran)

13 juin 2019

Attaque (non revendiquée) d'un pétrolier japonais dans le détroit d'Ormuz

Donald Trump accuse l'Iran d'être responsable de l'attaque et déploie une centaine de soldats américains supplémentaires

20 juin 2019

L'Iran annonce que son armée a abattu un drone américain au large de Kouh-é (près du port de Jask)

Les États-Unis affirment que le drone se trouvait en dehors de l'espace aérien irakien

14 septembre 2019

Attaque de deux sites pétroliers d'Arabie Saoudite par des drones. Malgré les revendications des rebelles houthistes du Yémen, les États-Unis accusent l'Iran d'avoir planifié l'opération depuis l'Irak. Nouvelles sanctions américaines

1^{er} janvier 2020

Siège de l'ambassade américaine en Irak par des milices chiites pro-iraniennes

Les États-Unis déploient 750 militaires supplémentaires en Irak

2 janvier 2020

Les États-Unis abattent *via* un drone la G. iranien Soleimani et quatre autres personnes

Le président iranien menace de répliquer

8 janvier 2020

Tirs de missiles iraniens visant des bases américaines en Irak



L'Iran est l'une des principales préoccupations du gouvernement de Donald Trump. Le pays est mentionné 17 fois dans la Stratégie de sécurité nationale 2017 qui vise également à empêcher la prédominance de « toute puissance hostile aux États-Unis »³¹.

Déjà défini comme appartenant à « l'axe du mal » par l'administration Bush, Donald Trump définit lui aussi l'Iran comme un pays hostile aux États-Unis et perturbateur au sein de la région moyen-orientale. Depuis son investiture, le nouveau président a accumulé les actions significatives pour engager un bras de fer avec l'Iran. Du retrait de l'accord sur le nucléaire à la reprise des sanctions et à l'assassinat ciblé du numéro deux iranien, le Général Qassem Soleimani, Donald Trump n'a eu de cesse de redéfinir les équilibres fragiles de la région. Déjà, lors dans sa campagne électorale, Trump avait fait savoir son souhait de redéfinir, voire de supprimer l'accord signé par son prédécesseur, Barack Obama, concernant le nucléaire iranien - jugeant celui-ci en faveur de l'Iran et non des pays signataires.

Aujourd'hui, on assiste à une nette rivalité entre les deux pays. S'il n'y a eu aucun affrontement frontal, l'on observe toutefois des répliques par actions militaires interposées comme en atteste l'attaque de l'ambassade américaine à Bagdad par des manifestants pro-iraniens ou l'assassinat ciblé du leader iranien, le Général Qassem Soleimani. Depuis cet assassinat en janvier 2020, l'Iran cherche à tout prix à se venger des États-Unis et n'a pas hésité à faire connaitre son envie de cibler des bases américaines au Moyen-Orient sitôt l'attaque perpétrée.

Donald Trump, de son côté, a menacé le pays de représailles - ciblant 52 sites iraniens (dont des lieux culturels), qui seraient détruits si l'Iran venait à s'en prendre à des cibles américaines. Bien qu'aucune action militaire n'ait eu de portée significative, il n'en demeure pas moins que la tension reste palpable et la diplomatie peine à calmer les ardeurs de part et d'autre.

Il convient alors d'identifier le changement de politique opéré par l'administration Trump en comparaison avec celle de son

³¹ J. Thompson, « *La politique de Trump au Moyen-Orient* », Center for Security Studies (CSS), octobre 2018.

prédécesseur Barack Obama, pionnier de l'accord historique sur le nucléaire iranien signé en 2015. Il est également utile de comprendre les différentes actions américaines entreprises pour marginaliser l'Iran, l'obligeant à concevoir davantage de concessions.

Quels héritages reste-t-il de l'administration Obama ? Comment Donald Trump redéfinit-il la gouvernance américaine au Moyen-Orient ? Ses prises de position sont-elles vouées à déstabiliser une région déjà propice aux tensions internes ?

LE CHANGEMENT DE PARADIGME OPÉRÉ PAR L'ADMINISTRATION TRUMP : LE RETRAIT AMÉRICAIN DE L'ACCORD SUR LE NUCLÉAIRE IRANIEN

Alors que l'administration de Barack Obama souhaitait réparer les erreurs autrefois commises par l'administration de G.W. Bush, celle de Donald Trump choisit de contrecarrer la prudence qui était de mise jusqu'alors. En effet, l'ancien président américain, Barack Obama, s'est efforcé de réduire ses troupes en Irak et à réduire les

interventions militaires d'envergure en cherchant à résoudre les problèmes par voie diplomatique³². Ces décisions marquent une rupture fondamentale et symbolique par rapport à l'administration de G.W. Bush qui, après les attentats du 11 septembre 2001, avait lancé l'opération « Liberté immuable » en Afghanistan avant d'envahir l'Irak deux ans plus tard. Barack Obama va rompre avec cette politique étrangère « interventionniste » au profit d'une politique davantage « isolationniste » et de « non-ingérence ».

Déjà en 2009, Barack Obama avait orienté le début de sa politique étrangère en ce sens. Le 4 juin 2009, lors d'un discours, il a prôné « *un nouveau départ* » avec le monde arabo-musulman, tout en apportant des réponses aux crises qui bouleversent les équilibres au Moyen-Orient.

Concernant l'Iran, Barack Obama est parvenu à l'encourager d'arrêter son programme d'armes nucléaires. Ce dernier a également encouragé les réformes démocratiques dans la région³³. Pourtant signataire du traité de non-prolifération nucléaire, l'Iran a toujours perçu les

³² *Ibid.*

³³ *Ibid.*

initiatives pour l'empêcher d'enrichir son uranium comme une profonde injustice et comme une volonté de l'Occident d'étouffer son développement. En ce sens, Barack Obama a donc permis, par voie diplomatique et à force de compromis, à étouffer les velléités iraniennes sur la question du nucléaire.

À l'inverse, Donald Trump n'entend pas s'aligner sur les positions de son prédécesseur mais préfère se calquer sur les positions de l'Arabie Saoudite et de l'État hébreu en marginalisant l'Iran. Donald Trump met à profit certains choix annoncés lors des primaires. Il a notamment été ferme sur un point : le régime iranien doit changer et la relation entre les États-Unis et la République islamique d'Iran ne doit pas se fonder et s'appréhender sous l'angle des compromissions. Pour que la relation irano-américaine soit envisageable, l'administration américaine y a posé certaines conditions.

En ce sens, J. Thompson écrit que « [d]ans un discours prononcé en mai 2018, le Secrétaire d'État Mike Pompeo a annoncé que le gouvernement était disposé à rétablir

des relations économiques et diplomatiques en échange d'une dénucléarisation complète, de l'arrêt du programme iranien de missiles balistiques, de la libération de tous les prisonniers citoyens des États-Unis »³⁴.

Pour l'Iran, la redéfinition de l'accord est inacceptable. Le pays n'a pas souhaité répondre aux exigences américaines, estimant avoir respecté les clauses de l'accord préalablement signé et approuvé par les pays signataires.

Le retrait de l'accord sur le nucléaire

Plus d'un an après son élection, le nouveau président américain s'est retiré de l'accord de 2015 visant à limiter le programme nucléaire iranien. Rien de surprenant eu égard à ses annonces au cours de sa campagne électorale, estimant cet accord catastrophique. Après des semaines d'incertitudes, Donald Trump a dénoncé l'accord sur le nucléaire iranien le 8 mai 2018. Selon lui, cet accord est insuffisant au point d'affirmer publiquement qu'il s'agissait du « *pire accord jamais négocié* ».

³⁴ *Ibid.*

En effet, il estime que cet accord ne résout en rien la question du nucléaire iranien à long terme. L'accord est prévu pour une durée de 10 ans et ne concerne pas les missiles balistiques. En somme, pour le président américain, l'accord ne représente en rien un gage de sureté pour l'avenir de la région et pour la paix.

Selon les États-Unis, l'Iran continue de travailler à l'élaboration de ses missiles, lesquels deviennent de plus en plus sophistiqués avec une portée toujours plus longue. Si l'Iran continue dans la voie de l'enrichissement en uranium à un taux élevé, permettant d'obtenir l'arme nucléaire, cela représente un danger majeur. Le président américain accuse l'Iran de violer l'accord car il continue à développer ses missiles balistiques. Par ailleurs, le pays est accusé de continuer à adopter des attitudes belliqueuses au Moyen-Orient. Cela est notamment perceptible en Syrie mais également au Yémen.

Le rétablissement des sanctions

En opposition à la décision américaine, les Européens ont adopté une autre posture diplomatique vis-à-vis de l'Iran. En effet, ils se fient aux rapports de l'Agence

internationale de l'énergie atomique (AIEA). Toutefois, l'Union Européenne est contrainte de céder face aux exigences de Donald Trump. De plus, les Européens ont plus à perdre que les États-Unis du fait de leurs nombreux investissements en Iran. En effet, dès 2016, les entreprises européennes se sont précipitées sur ce nouveau marché. À titre d'exemple, en juillet 2017, le groupe Total a investi près de 4 milliards d'euros pour développer un gisement gazier au sud de l'Iran. Des entreprises comme Renault ou encore Peugeot ont également des parts de marché en Iran. Avec la décision américaine, les entreprises sont obligées d'« abdiquer ». En août 2018, Total est contrainte de quitter l'Iran. En effet, le président américain a stipulé que toute entreprise européenne qui commerce avec l'Iran serait interdite de commercer avec les États-Unis.

L'Iran accuse le coup. En un an, la monnaie iranienne a perdu 70% de sa valeur, le prix des importations a explosé et l'inflation ne cesse d'augmenter.

LA RIVALITÉ AMÉRICANO-IRANIENNE SUR FOND DE GUERRE HYBRIDE

Le soutien indéfectible à l'État hébreu dans la guerre contre l'Iran

Donald Trump a toujours affirmé son soutien au Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu. Le président américain a en effet beaucoup misé sur ses relations diplomatiques avec l'Arabie Saoudite et Israël. Ces deux derniers entretiennent également des relations dont le but est de contenir la puissance régionale que constitue l'Iran. Israël voit trois menaces principales au sujet de l'Iran : « le dossier du nucléaire iranien, les missiles balistiques à longue portée et le soutien de Téhéran au Hezbollah et aux islamistes palestiniens »³⁵.

Le Hezbollah constitue un problème de taille pour Israël au Liban, d'autant que celui-ci dispose, outre les 100 000 à 150 000 roquettes classiques, de plusieurs douzaines d'autres engins beaucoup plus

précis. Le système israélien « Dôme de fer » déployé pour arrêter les roquettes et missiles pourrait ne plus suffire face aux engins sophistiqués³⁶.

L'Iran est également un soutien du Hamas et du djihad islamique à Gaza que combat l'État hébreu. En outre, l'Iran apparaît comme un soutien indéfectible des ennemis israéliens.

Toutefois, tout comme les États-Unis, Israël ne souhaite pas s'engager dans un conflit ouvert avec l'Iran. Le différend se concentre essentiellement entre l'État hébreu et la milice chiite Hezbollah.

De son côté, Donald Trump ne cesse de réaffirmer son soutien aux Israéliens en multipliant les actions en sa faveur. Le dernier exemple en date concerne le « deal du siècle », visant à résoudre le conflit israélo-palestinien. De son côté, Téhéran n'a pas tardé pour dénoncer cet accord et réaffirmer son soutien au Hamas. Le Ministère iranien des Affaires étrangères a affirmé que « le plan de paix de la honte

³⁵ A. Arefi, « Sur l'Iran, Netanyahu laisse Trump faire le travail », Le Point, 12/07/ 2019.

³⁶ P. Martinat, « Crise Iran-Etats-Unis : Israël redoute les représailles de Téhéran », Le Parisien, 07/01/2020.

imposé par l'Amérique aux Palestiniens est la trahison du siècle et est voué à l'échec »³⁷.

Le conflit interposé entre l'Iran et les États-Unis au Moyen-Orient

En janvier 2020, la tension est montée d'un cran entre les États-Unis et l'Iran. Dans la nuit du 2 au 3 janvier 2020, l'on assiste à une nouvelle escalade de tensions entre l'Iran et les États-Unis. Le Général Qassem Soleimani, chef de la Force Al-Quds (« les forces spéciales » des gardiens de la Révolution) a été tué par un tir de précision réalisé par un drone sur son convoi à l'aéroport de Bagdad en Irak. Le Pentagone a annoncé que le président américain avait lui-même donné l'ordre de « tuer » le général³⁸. Un autre leader pro-iranien en Irak a également été tué. Il s'agit de Kais al-Khazali, chef des milices chiïtes irakiennes.

Cet assassinat fait suite à l'attaque perpétrée à l'ambassade américaine en Irak à Bagdad début janvier 2020. En effet, des manifestants et paramilitaires proches de

Téhéran ont pris pour cible l'ambassade américaine de Bagdad. Certains manifestants ont brûlé des drapeaux américains, d'autres ont jeté des pierres³⁹. Ce rassemblement intervenait en réaction à des raids américains à l'encontre du Hezbollah irakien. Pas moins de 25 combattants ont été tués au cours de ces raids américains⁴⁰.

Donald Trump souhaitait se prémunir d'éventuelles attaques iraniennes contre les intérêts américains dans la région. La Maison Blanche justifie donc cet acte délibéré par une volonté de protéger son personnel américain à l'étranger. Selon la Maison Blanche, le Général Soleimani était « activement en train de préparer des attaques contre des diplomates américains en Irak et dans la région »⁴¹.

La disparition du Général est un coup dur pour l'Iran, bien que celui-ci soit d'ores et déjà remplacé par le Général Ismael Qaani. Soleimani incarnait en effet le visage de la puissance et de l'influence iranienne dans la

³⁷ G. Malbrunot, « L'Iran mobilise contre le plan de paix de Donald Trump », Le Figaro, 30/01/2020

³⁸ V.F., « Qassem Soleimani, puissant général tué par une frappe américaine en Irak », Le Parisien, 03/01/2020. URL :

<https://www.youtube.com/watch?v=hYqykYTb0Rw>

³⁹ L'Obs, « L'ambassade américaine en Irak prise pour cible par des manifestants », 31 décembre

2019.

URL : https://www.youtube.com/watch?v=CMh0hL5s_A0

⁴⁰ X, « Attaque de l'ambassade américaine à Bagdad : Trump menace l'Iran », Le Monde, 01/01/2020.

⁴¹ France 24, « Iran Etats-Unis : brusque escalade en Irak, Washington tue un puissant général iranien », 3 janvier 2020. URL : <https://www.youtube.com/watch?v=RylIDBWV6uk>



région⁴². Il commandait depuis 20 ans la force Al-Quds.

Cette unité d'élite est chargée des opérations extérieures de la République islamique. Elle a créé et encadré le Hezbollah. Celle-ci est considérée comme le fer de lance de la mollahcratie de Téhéran⁴³. La réponse de l'Iran semblait donc inévitable face à la perte essuyée. Pendant plusieurs jours, la communauté internationale n'a pas caché son inquiétude face à cette escalade dans la région.

Suite à l'attaque américaine, le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei a promis une vengeance contre les États-Unis et a décrété un deuil national de trois jours dans le pays. Une manifestation a très vite été organisée en Iran dans la province natale de Kerman. Sur les pancartes des manifestants, on pouvait y lire « mort à l'Amérique et mort à Israël ». En effet, la perte du leader iranien a suscité un vent de colère sans précédent, attisant la haine envers le gouvernement américain et ses

alliés dans la région. Le Hezbollah, quant à lui, avait promis de viser dans les heures suivant l'attaque les bases américaines en Irak.

Aux États-Unis, la classe politique est divisée sur l'intervention orchestrée par l'administration Trump. Alors que les républicains ont salué la décision du président américain, les démocrates ont craint une escalade des tensions avec l'Iran⁴⁴.

La communauté internationale s'est elle aussi divisée sur la question. La France et la Chine ont appelé, pour leur part, à l'apaisement. L'État hébreu a soutenu la décision américaine tout en prenant ses précautions pour se prémunir d'éventuelles attaques. L'armée israélienne a été placée en état d'alerte à sa frontière nord. Pourtant, en dépit de la menace que présente l'Iran, Israël n'avait jamais entrepris une attaque à l'encontre de Soleimani par peur de déclencher une guerre.

⁴² France 24, « *Depuis Israël, les réactions à l'assassinat du général iranien Souleimani* », 03/01/2020. URL :

<https://www.youtube.com/watch?v=xffcdSKyubM>

⁴³ A. Janier, « *La force al-Qods, armée de l'ombre du régime iranien* », Le Monde, 23/11/11.

⁴⁴ Le Parisien, « *Qassem Soleimani, puissant général tué par une frappe américaine en Irak* », 03/01/2020. URL :

<https://www.youtube.com/watch?v=hYqykYTb0Rw>

À ce stade, l'État d'Israël ne préfère pas s'ingérer dans le conflit et reste prudent face à son ennemi juré, la République islamique d'Iran.

De son côté, l'Iran n'est pas resté silencieux suite à cette attaque et a promis une vengeance de taille. Un commandant iranien de haut rang a menacé de cibler des bases militaires américaines au Moyen-Orient, ainsi que la ville de Tel Aviv, « à portée de Téhéran », pour venger la mort du général⁴⁵.

Les États-Unis ont immédiatement affirmé qu'en cas de vengeance, ils cibleront des lieux iraniens hautement symboliques. Ils ont déjà sélectionné 52 sites qui seraient frappés « très rapidement et durement ». Certains de ces sites iraniens « sont de très haut niveau et très importants pour l'Iran et pour la culture iranienne »⁴⁶. Donald Trump a précisé que le chiffre de 52 sites iraniens correspondait au nombre d'Américains qui avaient été retenus en otage pendant plus d'un an à

partir de la fin de l'année 1979 à l'ambassade des États-Unis à Téhéran⁴⁷.

Donald Trump n'a en effet pas hésité à avertir sur Twitter que les États-Unis pourraient frapper l'Iran de « manière disproportionnée » si le pays décidait de s'en prendre aux Américains.

Quelques jours après l'attaque contre Soleimani, l'Iran a lancé des roquettes sur un site américain en Irak. Il s'agit de l'opération « Martyr Soleimani ». Au total, pas moins de 22 missiles sol-sol se sont abattus sur les bases de Ain al-Assad et Erbil en Irak⁴⁸. Ces attaques n'ont fait aucune victime. L'Iran ne cherche pourtant pas de conflit frontal avec les États-Unis mais souhaite toutefois envoyer un signal fort aux Américains et à la communauté internationale, montrant une capacité de frappe et de nuisance à ne pas prendre à la légère.

Toutefois, les États-Unis ne sont plus dans la même optique qu'en 2003, c'est-à-dire

⁴⁵ X, « Mort de Soleimani : l'Iran menace d'attaquer Tel Aviv et des bases US au Moyen-Orient », I24news, 04/01/2020.

⁴⁶ X, « Iran : Donald Trump menace de frapper 52 sites », Le Point, 05/01/2020.

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ X, « Tensions entre l'Iran et les États-Unis : Donald Trump se félicite que l'Iran « semble reculer », le Figaro, 08/01/2020.

tournés vers la guerre. Dans ce contentieux, ils ne cherchent pas l'escalade militaire.

Donald Trump a voulu donner un signal fort aux autres pays ainsi qu'à ses électeurs : celui d'être parvenu à éliminer les deux plus grands ennemis des États-Unis et des figures symboliques : Abou Bakr al-Baghdadi et Qassem Soleimani. En cela, il veut prouver qu'il se distingue de son prédécesseur. En effet, très offensif à l'encontre de l'islamisme, Donald Trump avait promis de « faire la peau » à l'islamisme (« beat the shit out ») et à Daech⁴⁹.

L'AMBIVALENCE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE TRUMP

Les positions politiques de Donald Trump sont contradictoires. Elles allient un désir de repli isolationniste à un certain aventurisme militaire⁵⁰. Pourtant, il existe une ligne directrice dans ses choix politiques qui s'illustreraient dans le courant de la pensée jacksonienne. Ce courant se veut non interventionniste tout en étant capable de se

défendre si des intérêts sont menacés par une puissance ou une entité étrangère.

En somme, nous constatons que l'on a deux acteurs qui ne veulent pas d'un conflit ouvert, préférant se livrer à une guerre par procuration. L'Iran ne souhaite pas s'engager dans une guerre mais Téhéran se sent obligé de riposter afin de réaffirmer sa force dans la région. Toutefois, ces ripostes sont mesurées et il y a fort à penser que les Iraniens ne prendront pas le risque de déclencher un conflit frontal avec les États-Unis.

⁴⁹ D. Schmid, « *Le monde selon Trump : anticiper la nouvelle politique étrangère américaine* », IFRI, novembre 2016.

⁵⁰ L. Nardon, « *Le monde selon Trump : anticiper la nouvelle politique étrangère américaine* », IFRI, novembre 2016.



Les États-Unis de George W. Bush à Donald Trump

Quelle relation avec Israël ?

Eva BURGAT

Analyste au sein de la Délégation Proche, Moyen-Orient & Afrique du Nord
Ambassadeurs de la Jeunesse



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

En janvier 2020, le Président américain Donald Trump présentait son plan de paix pour le conflit israélo-palestinien, appelé « deal du siècle ». Largement rejeté par la majorité des États arabes et par la communauté internationale, la question de la nature des relations américano-israéliennes se pose aujourd'hui. Comment celles-ci ont-elles évolué depuis le début de ce siècle ?

Pour les États-Unis, les liens entretenus avec Israël sont solides, notamment en raison de l'attachement américain sans faille au libéralisme et aux valeurs démocratiques. Les Américains sont aujourd'hui focalisés à contrer les puissances révisionnistes, contre les « *rogue states* »⁵¹ et à vaincre les organisations terroristes transnationales. Mais à cet internationalisme proprement américain s'ajoutent plusieurs vecteurs, renforçant l'attachement des États-Unis à l'Israël. Premièrement, la droite chrétienne, influente aux États-Unis, est attachée à la théologie messianique considérant le rassemblement des juifs en Terre Sainte comme essentiel à la venue du Christ. Deuxièmement, des organisations telle que l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) ont déployé des contributions financières considérables dans les campagnes politiques et les médias. Il est

également à noter que l'industrie de l'armement américain voit en cette « amitié » de réels intérêts. D'une part, les contrats d'armement États-Unis/Israël sont rarement rejetés par le Congrès et, d'autre part, il existe une large coopération au niveau du complexe militaro-industriel. La recherche est en effet largement mutualisée et les ventes d'armes croissantes.

Le positionnement géographique d'Israël corrélé à la supériorité de Tsahal semble être un avantage considérable pour maîtriser la région, point d'encrage majeur pour la stabilité du Moyen-Orient selon les États-Unis. Néanmoins, ces relations entre les deux États ne sont pas linéaires et sans failles. En effet, depuis le début du XXI^{ème} siècle, les liens unissant les deux États se sont successivement renforcés et distendus au gré des conjonctures géopolitiques et des dirigeants au pouvoir.

⁵¹ L'expression d'État voyou renvoie à l'idée d'un État qui ne respecte pas les lois internationales les plus essentielles, organise ou soutient des attentats, ou

viole de manière systématique les droits les plus élémentaires de l'être humain.

DE GEORGE W. BUSH À OBAMA, DES RELATIONS ISRAËLO- AMÉRICAINES NON-LINÉAIRES

G. W. Bush, arrivé au pouvoir en 2001 peu après la deuxième *intifada* qui a commencé en 2000, n'a pas directement montré une volonté de s'investir dans les relations avec Israël. Selon lui, les États-Unis ne devaient pas s'immiscer dans le conflit israélo-palestinien, son prédécesseur Bill Clinton ayant déjà échoué à obtenir un accord entre Yasser Arafat et Ehoud Barak.

Le tournant majeur intervient après les attaques du 11 septembre 2001 sur le sol américain. Face à cette déstabilisation soudaine, il faut réagir et consolider les appuis au Moyen-Orient. Alors que s'engagent les opérations en Afghanistan pour destituer le régime des Talibans et atteindre Oussama Ben Laden, le président américain désire créer en parallèle une coalition afin de contrer Saddam Hussein. Il convient dès lors de se rapprocher de l'Égypte, de l'Arabie Saoudite et de la Jordanie. Pour cela, il émet la possibilité de reconnaître un État de Palestine.

Néanmoins, soulignons que Bush n'a pas une entière confiance en Yasser Arafat, le soupçonnant d'être lié à l'Iran depuis l'affaire *Karine A* (2002), où un cargo transportant une cargaison d'armement vraisemblablement d'origine iranienne, destinée à la Palestine, avait été interceptée⁵². C'est dans ce nouveau climat que l'administration américaine publie une « feuille de route » prévoyant plusieurs éléments, notamment la fin des violences palestiniennes et une élection de nouveaux dirigeants, dont la nomination de Mahmoud Abbas au poste de Premier ministre. Cette « feuille de route » assure également le retrait israélien des « territoires occupés » et la création d'un État palestinien.

En 2005, Mahmoud Abbas est dès lors élu président de l'Autorité palestinienne et c'est le Hamas qui est donné majoritaire aux élections législatives dans la Bande de Gaza. George W. Bush, déjà fortement affaibli face à l'opinion publique massivement opposée à la guerre d'Irak, observe l'émergence d'une nouvelle menace extérieure dans ce résultat électoral. Israël apparaît alors comme un point

⁵² X, « Arafat admet une part de responsabilité dans l'affaire du « Karine-A » », *Libération*, février 2002.

d'ancrage majeur dans la région et comme une source primaire de renseignement. C'est en Ariel Sharon que les États-Unis trouvent un réel allié. Partisan du désengagement dans la bande de Gaza et de la stabilisation du conflit, les relations entre les deux États sont solides. En 2007, Israël s'étant rapproché de pays comme la Chine pour consolider son armement, les États-Unis décident d'augmenter les aides militaires annuelles d'un quart pour atteindre 30 milliards de dollars sur dix ans⁵³. Au même titre, Washington renforce les livraisons d'armement dans la zone pour consolider ses alliances et la sécurité *via* l'Arabie Saoudite, l'Égypte, le Koweït, le Qatar, Oman ou encore les Émirats Arabes Unis.

Si Bush a longtemps souhaité imposer sa vision de la possibilité de reconnaître deux États, il semblerait qu'il se soit éloigné de son objectif vers la fin de son mandat. Le président américain a placé en Israël une réelle ambition de faire front commun face au terrorisme islamiste et déclarera en 2008 lors du 60^{ème} anniversaire de l'État hébreu que « *[l]a population d'Israël n'est peut-*

être que d'un peu plus de 7 millions. Mais quand vous faites face à la terreur et au mal, vous êtes 307 millions parce que l'Amérique est à vos côtés »⁵⁴.

À la fin des deux mandats de George W. Bush, s'engagent les campagnes à la présidence des États-Unis. Barack Obama, alors sénateur d'État, va porter son soutien à Israël devant l'AIPAC. Si le futur président adopte une posture relativement similaire à celle de son prédécesseur au regard de la reconnaissance de deux États, il reconnaît toutefois que la politique passée a placé Israël dans un climat hostile suite à l'intervention en Irak, *via* la déstabilisation de la région et la propagation de l'idéologie islamiste extrémiste.

Pour comprendre la relation que le 44^{ème} président des États-Unis a entretenue avec Israël, il convient de prendre connaissance du virage majeur emprunté pour la zone moyen-orientale. Le président sait que les engagements des États-Unis au Moyen-Orient ont ancré l'image du pays dans une figure impérialiste et dominatrice. Obama a dès lors mis en place la politique du

⁵³ M. Lemoine, « *Aux armes !* », le Monde diplomatique, septembre 2007.

⁵⁴ Tiré du discours de George W. Bush aux membres de la Knesset, Jérusalem, le 15 mai 2008. Traduit de l'anglais.

« *leading from behind* ». Il s'agit donc d'enclencher une réorientation stratégique de mise à distance afin d'apparaître moins interventionniste. De plus, son style décisionnel d'« implication présidentielle » nécessitant une certaine rigueur analytique, ainsi que son *processus décisionnel* « ultra contrôlé », font d'Obama un président s'inscrivant dans la prudence, le pragmatisme et la réaction.

C'est lors de son discours prononcé au Caire, le 4 juin 2009, que le président américain officialise la rupture radicale avec l'administration Bush. Il annonce un « renouveau » des relations, s'engageant à la réconciliation avec le monde musulman. Sur le cas du conflit israélo-arabe, il déclarera que « *les Palestiniens subissent au quotidien les humiliations – grandes et petites qui accompagnent l'occupation. Il n'est pas permis d'en douter : la situation du peuple palestinien est intolérable* »⁵⁵. Obama entame donc une lutte pour l'arrêt des colonisations dans les territoires palestiniens et contre les constructions israéliennes en Cisjordanie, dans le but de pacifier le conflit et la zone.

Les relations entre les deux États deviennent délicates et se fragilisent d'autant plus lors du déplacement en Israël en 2010 du vice-président, Joe Biden, alors sur place pour consolider l'engagement des États-Unis auprès du pays. Au même moment, le Ministère de l'Intérieur israélien autorise la construction de 1 600 logements à Jérusalem-Est destinés aux citoyens de l'État hébreu, provoquant la colère de Washington. Les ambitions stratégiques de Benjamin Netanyahu apparaissent donc en contradiction avec l'impulsion qu'Obama souhaite donner dans la région. Cela s'accroît notamment face à la volonté américaine d'utiliser les frontières de 1967 comme base pour les négociations de paix avec les Palestiniens. Il n'est donc pas surprenant que le Premier ministre israélien ait semblé soutenir Mitt Romney, principal concurrent d'Obama lors des élections de 2012.

À la même période, les tensions entre Israël et l'Iran font rage. L'État chiite vient de subir de lourdes sanctions internationales relatives à ses ambitions nucléaires. Alors que Mahmoud Ahmadinejad (alors

⁵⁵ C. Chesnot, « *Les États-Unis au Moyen-Orient : la rupture Obama ?* », Les Cahiers de l'Orient, vol. 104, no. 4, 2011, pp. 75-82.

président de la République islamique d'Iran) pointe des missiles vers Israël, déjà menacé par le Hezbollah, l'administration et l'opinion américaine s'opposent massivement à une attaque unilatérale d'Israël sur son adversaire. En 2015, c'est avec Hassan Rohani, successeur de Mahmoud Ahmadinejad, qu'Obama officialise le processus de ce qui deviendra l'*Accord de Vienne* sur le nucléaire iranien, creusant un peu plus le fossé avec l'État hébreu. Cette alliance de circonstance provoque stupéfaction et colère dans les pays du Golfe, mais surtout en Israël. Un an plus tard, la complexité des relations entre Obama et Benyamin Netanyahu est à son apogée lorsque l'adoption de la résolution 2334 de l'ONU, condamnant la colonisation israélienne dans les territoires palestiniens, est rendue possible du fait de l'abstention des États-Unis.

Suite à ces différents événements, il pourrait donc paraître étonnant que Barack Obama signe un nouvel accord d'aide militaire de 38 milliards de dollars pour une durée de dix ans à la fin de son mandat. Nicole Vilboux, chercheuse spécialisée en

stratégie de sécurité, relations extérieures et doctrines militaires des États-Unis explique qu'« *il aurait été difficile pour l'Administration Obama de remettre en cause ce mécanisme instauré sous la présidence Clinton, puisque la politique constante des États-Unis est de soutenir les capacités de défense israéliennes. Il s'agit en particulier de maintenir l'avantage qualitatif (Qualitative Military Edge, QME) d'Israël sur ses voisins arabes, dont certains bénéficient aussi de l'aide américaine. C'est une politique qui date des années 1980 et qui a le soutien massif du Congrès. Ensuite, les tensions qui existaient entre l'Administration et Israël étaient en partie liées aux négociations de l'accord nucléaire avec l'Iran. En octroyant l'aide de 38 Mds \$, les États-Unis espéraient aussi mieux faire accepter la signature de l'Accord, par Tel Aviv comme par les parlementaires américain* »⁵⁶. C'est sur ce tableau qu'Obama quitte la scène, laissant à son successeur Donald Trump une situation complexe, que le nouvel accord d'aide militaire peine à faire oublier.

⁵⁶ Entretien avec Nicole Vilboux à propos des relations États-Unis-Israël, le 20 mars 2020.

DONALD TRUMP, UN ALLIÉ DE TAILLE POUR L'ÉTAT HÉBREU

Aujourd'hui, le soutien des États-Unis à Israël se manifeste sans faille et le président Trump se positionne différemment par rapport à son prédécesseur. Marie-Cécile Naves, Chercheuse à l'IRIS, écrivait qu'« *[e]n politique étrangère, Donald Trump est obsédé par l'idée de détruire tout ce qu'a construit Obama. Netanyahu détestait Obama donc ça en fait forcément un ami de Trump* »⁵⁷. Le 45^{ème} président des États-Unis a enclenché, depuis 2016, plusieurs processus forts et symboliques au regard de la droite forte israélienne, qui voit désormais en Trump l'un des meilleurs alliés qu'il lui ait été donné.

La première action symbolique est la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël. De manière unilatérale le 6 décembre 2017, Donald Trump annonce la nouvelle historique, donnant lieu à la contestation de la majorité de la communauté internationale et des Palestiniens. S'en suivra le transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à

Jérusalem, verrouillant le processus du nouveau statut de la ville sainte. Dans les faits, la décision du président américain ne change pas la situation actuelle à Jérusalem, Jérusalem Est étant annexée depuis 1967 par Israël. Il convient de comprendre que cette reconnaissance a en réalité plusieurs objectifs politiques.

Alors qu'approchent les élections de mi-mandat, Trump ne perd pas de vue l'électorat évangéliste, dont le soutien est essentiel pour le président américain. Pour cette communauté, ayant voté à 80% pour Trump lors du scrutin de 2016⁵⁸, la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël est primordiale. En effet, selon eux, il existe un programme prophétique, composé de plusieurs « événements » avant le retour du Messie et la fin du monde. Dans le scénario, le peuple juif doit revenir à Jérusalem afin d'effectuer la bataille d'Armageddon, dans laquelle les deux tiers du peuple d'Israël mourront. À la fin de cette bataille, les survivants se convertiront et accéderont au paradis. Pour les évangélistes, il est donc essentiel que les juifs puissent posséder de

⁵⁷ M.-C Naves, *Géopolitique des États-Unis*, Paris, éd. Eyrolles, 2018, p. 30.

⁵⁸ *Ibid.*

l'entièreté du territoire disputé, afin de permettre rapidement la venue du Christ. C'est donc là que se tient le lien indéfectible entre évangélistes-Trump et Israël.

Mais les chrétiens évangélistes sont également influents en Israël et soutiennent massivement la colonisation, en aidant sur place *via* du bénévolat ou des versements de fonds. Des structures évangéliques financent même des campagnes d'affichages pro-Trump dans Jérusalem. Le président américain s'assure donc un soutien de cette droite messianique, dont il aura besoin pour les élections de mi-mandat mais également pour la présidentielle de 2020.

Toujours fin 2018, Donald Trump s'est une fois de plus rangé du côté israélien ; étant le seul État à voter à l'encontre de la résolution de l'ONU définissant l'annexion israélienne du Golan comme « nulle et non avenue ». Il se place en opposition claire avec la politique d'Obama, qui avait quant à lui préféré s'abstenir lors du vote aux Nations unies. Il va plus loin en mars 2019, en signant le décret reconnaissant la souveraineté d'Israël sur une partie du Golan syrien, point stratégique notamment pour la source de la rivière Baniyas qui

alimente le Jourdain, mais également pour des raisons sécuritaires.

Alors que la Syrie essaye de stabiliser la situation, le président américain tient tête à la communauté internationale, allant à l'encontre de la résolution 2334 du Conseil de sécurité de l'ONU, considérant les colonies comme une « violation du droit international humanitaire », et provoquant la colère du gouvernement de Damas.

En janvier 2020, Trump annonce le « deal du siècle » : un « plan de paix » du conflit israélo-palestinien, délimitant le territoire de chaque État. Il se trouve que celui-ci se calque particulièrement bien sur les intérêts sécuritaires et territoriaux israéliens. En effet, le plan comprend la démilitarisation palestinienne de la bande de Gaza, l'acceptation d'une pleine souveraineté israélienne sur des lieux saints de Jérusalem ou encore la reconnaissance d'Israël comme l'État-nation du peuple juif. En « contrepartie », lors de la conférence de Bahreïn, par ailleurs « boycottée » par les Palestiniens, les États-Unis promettent un décollage économique grâce à 50 milliards de dollars d'investissement.

La réaction palestinienne ne se fait pas attendre : « *[n]os droits ne sont pas à vendre* » déclare Mahmoud Abbas, lors d'une conférence de presse au lendemain de l'annonce américaine. Alors que les États-Unis avaient déjà supprimé leur participation financière pour l'agence des Nations unies chargée des réfugiés palestiniens (l'UNRWA) et l'aide bilatérale de 200 millions de dollars, ce plan sonne comme un coup de massue supplémentaire pour l'Autorité palestinienne. Dans l'autre camp, ce plan est une opportunité inespérée dont les enjeux dépassent la simple question d'acquisition de territoire. En effet, le Premier ministre de l'État hébreu, inculpé dans trois affaires de corruption, s'avère être en difficulté d'un point de vue politique. Alors que Trump annonce ce « deal du siècle », le même jour, Benjamin Netanyahu perd son immunité parlementaire. L'opinion publique et la communauté internationale ne parlent donc que du plan de paix et de l'intérêt des États-Unis à l'égard du leader de l'État Hébreu, faisant de lui un négociateur et diplomate de taille aux yeux des israéliens.

Pour comprendre ses relations qui lient les deux États aujourd'hui, il convient également de prendre en compte l'influence

de l'entourage politique de Donald Trump. Assez hétéroclite, et surtout se faisant et défaisant au gré des désaccords avec le président, son entourage en lien avec l'État hébreu est en grande partie composé d'idéologues pro-israéliens.

Avec des « faucons » tels que l'ancien Conseiller à la sécurité nationale, John Bolton, à ses côtés, Trump s'affirme dans une droite dure. Si le président faisait part de sa volonté de se retirer des conflits lors de sa campagne, il a semblé que certains de ses choix soient en contradiction avec son discours. Ce qu'il est utile de comprendre en réalité est que Donald Trump n'est ni simplement isolationniste ou interventionniste ; il est plutôt ce que l'on pourrait appeler « opportuniste ». Ses décisions ne suivent pas forcément une ligne directrice émanant d'une doctrine, mais se calquent sur les intérêts perçus pour une situation donnée. Il est décrit comme un président passif - impulsif relativement guidé par son instinct et centré sur son image. Son processus décisionnel est assez incontrôlé et imprévisible, dû à un entourage divisé et une forte instabilité de ses conseillers.

Le président américain s'aligne sur une idéologie d'une part avec des ultraconservateurs évangéliques (notamment le Vice-président Mike Pence et le Secrétaire d'État Mike Pompeo, appartenant tous deux au courant conservateur religieux, le plus attaché à la sécurité d'Israël pour des raisons eschatologiques) et d'autre part, avec des membres de la communauté juive orthodoxe, majoritairement en faveur de l'annexion par Israël des territoires palestiniens sous occupation. Parmi eux, deux personnages majeurs. Premièrement, l'ambassadeur des États-Unis en Israël depuis 2017, David Friedman. Connaissance proche du président américain et de confession juive orthodoxe, l'ambassadeur s'est prononcé en faveur du déménagement de l'ambassade américaine à Jérusalem, ainsi que pour la colonisation et de l'annexion par Israël de parties de la Cisjordanie. Deuxièmement, Jared Kushner. Celui-ci est également de confession juive orthodoxe et n'est autre que le gendre de Donald Trump. Il a été choisi comme Haut conseiller du président des États-Unis en charge de définir la

politique moyen-orientale du pays, notamment pour suivre le dossier israélo-palestinien. Nicole Vilboux expliquait à son sujet que « *[l]e gendre du Président, Jared Kushner, a un impact majeur, puisqu'il est en charge du dossier en tant que Conseiller spécial. Il semble se rattacher au courant républicain traditionnellement proche de la droite israélienne (comme l'était l'ancien conseiller à la sécurité, John Bolton)* »⁵⁹. Les convictions personnelles de Jared Kushner pouvant avoir une incidence sur sa perception des enjeux du sujet, se pose la question de la frontière mince existante entre conseiller et idéologue.

Alors que les élections américaines de 2020 approchent, il ne semble pas que le soutien de Trump à Israël diminue. S'il advenait qu'un autre président que Trump soit élu, cela ne modifierait pas beaucoup le schéma actuel. « *Il s'agit [le soutien à Israël] d'un élément fondamental de la politique extérieure et intérieure des États-Unis. Un autre président pourrait chercher à proposer une solution moins déséquilibrée, mais les États-Unis ne semblent de toute façon plus en mesure de promouvoir*

⁵⁹ Entretien avec Nicole Vilboux à propos des relations États-Unis-Israël, le 20 mars 2020.

sérieusement un plan de paix dans la région », selon Nicole Vilboux⁶⁰.

Dès lors, face à ces différentes politiques à l'égard d'Israël, quelle est l'opinion de la communauté juive américaine sur la question ? Aux États-Unis, une grande partie de la communauté juive est traditionnellement démocrate. L'on estime que 65% des Juifs s'identifient ou se penchent vers le Parti démocrate, tandis que 30% s'identifient ou se penchent vers le Parti républicain⁶¹. Nicole Vilboux soulignait qu'*« il existe des 'lobbies' représentant ce courant, comme le Jewish Democratic Council of America ou l'organisation J Street, qui se sont prononcés contre le plan de paix. Beaucoup de ces organismes militent pour une paix 'juste' avec les Palestiniens mais ils ont moins d'influence politique que les organisations 'de droite', comme l'AIPAC ou la Republican Jewish Coalition. Par ailleurs, il devient de plus en plus difficile d'exprimer un désaccord politique avec Israël sans être accusé d'anti-sionisme (et donc d'antisémitisme), même si on est juif*

! »⁶². À noter également que même si Israël se trouve aujourd'hui gouverné par une droite dure, sa jeune population née après les accords d'Oslo de 1993 se montre moins favorable à la continuité du conflit.

DONALD TRUMP OÙ LE RETOUR DE LA *REALPOLITIK*

Alors que George W. Bush adoptait une vision offensive de la sécurité et une démarche massivement unilatérale, Obama a quant à lui effectué un virage stratégique afin de réorienter les efforts. Cela est passé par la fin des « guerres inutiles » et un internationalisme pragmatique, adaptant la réponse à chaque problème. Donald Trump aura quant à lui sonné le retour de la *realpolitik*, clamant un rejet du « globalisme » et s'avérant quelque peu imprévisible. L'on peut aujourd'hui penser que le scrutin de 2020 permettra de déterminer les perspectives d'évolution du projet de résolution du conflit israélo-palestinien, et plus plus globalement des relations israélo-américaines.

⁶⁰ Entretien avec Nicole Vilboux à propos des relations États-Unis-Israël, le 20 mars 2020.

⁶¹ F. Newport, « *Juifs américains, politique et Israël* », Galup, 27 août 2019.

⁶² Entretien avec Nicole Vilboux à propos des relations États-Unis-Israël, le 20 mars 2020.

L'implication américaine en Syrie

Alexis BELARBI DE CARVALHO

Analyste au sein de la Délégation Proche, Moyen-Orient & Afrique du Nord
Ambassadeurs de la Jeunesse



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

LES ÉTATS-UNIS ET LE THÉÂTRE SYRIEN SOUS LES ADMINISTRATIONS OBAMA ET TRUMP

Administration Obama

29 avril 2011

- Washington impose des sanctions économiques contre plusieurs dirigeants syriens

18 mai 2011

- Washington impose des sanctions économiques contre Bachar al-Assad

19 mai 2011

- Obama appelle Bachar al-Assad à diriger la transition ou bien à se retirer du pouvoir

18 août 2011

- Les États-Unis et les alliés occidentaux appellent formellement Bachar al-Assad à quitter le pouvoir

24 octobre 2011

- L'ambassadeur américain Robert Ford quitte la Syrie. Damas rappelle son ambassadeur à Washington

Été 2013

- Le régime syrien est accusé d'avoir mené une attaque chimique près de Damas. Obama renonce à frapper les infrastructures du régime malgré la "ligne rouge" fixée auparavant

Septembre 2013

- Les États-Unis concluent un accord avec la Russie sur le démantèlement de l'arsenal chimique syrien

23 septembre 2014

- Les États-Unis mènent une coalition internationale anti-djihadistes. Le groupe Etat islamique est frappé pour la première fois en Syrie

2016

- Les États-Unis et la Russie tentent d'imposer plusieurs trêves. Cela n'aboutira pas

30 décembre 2016

- Un cessez-le-feu est imposé en vertu d'un accord entre la Russie et la Turquie. Les États-Unis ne sont pas dans l'accord

Administration Trump

30 mars 2017

- Le départ de Bachar al-Assad n'est plus une priorité pour les États-Unis. Le Secrétaire d'Etat Rex Tillerson annonce que son sort sera décidé par les syriens eux-mêmes

03 avril 2017

- Nikki Haley, ambassadrice américaine à l'ONU, déclare que le peuple syrien ne veut plus de Bachar al-Assad au pouvoir

04 avril 2017

- Washington accuse Bachar al-Assad d'être responsable d'une nouvelle attaque chimique au gaz sarin dans le nord-ouest syrien, dans la province d'Idleb

05 avril 2017

- Trump menace la Syrie d'une intervention en représailles des attaques chimiques

06 avril 2017

- Les États-Unis frappent une base militaire aérienne syrienne dans le centre du pays, depuis leurs bases en Mer Méditerranée

14 avril 2017

- La coalition (États-Unis, France et Royaume-Uni) frappe le régime syrien

19 décembre 2018

- Trump annonce le retrait des militaires américains en Syrie mais dans les mois suivant cette déclaration, il assure que 400 militaires resteront déployés sur le terrain

16 janvier 2019

- Quatre militaires américains sont tués dans un attentat-suicide de l'Etat islamique à Minbej

07 août 2019

- Les États-Unis et la Turquie annoncent la création d'une zone de sécurité destinée à faire tampon entre la frontière turque et les zones syriennes contrôlées par les YPG

07 octobre 2019

- Les États-Unis commencent à se retirer de certaines zones aux abords de la frontière turque dans le nord de la Syrie

Lorsque la guerre civile syrienne éclate en 2011, l'administration de Barack Obama, alors président des États-Unis d'Amérique, a très rapidement pris la décision de soutenir les opposants au régime du président syrien, Bashar al-Assad. Toutefois, ce soutien n'était pas militaire, les États-Unis sortant traumatisés de la guerre en Irak avec des milliers de GI's⁶³ morts, il n'était pas question d'intervenir militairement en Syrie comme l'avait déclaré la Secrétaire d'État de l'époque, Hillary Clinton, en disant que « *[c]ela ne va pas se produire, parce que je ne pense pas que nous sachions exactement ce qui se passerait, ce que ça déclencherait* »⁶⁴, faisant ici sûrement allusion à l'intervention américaine en Irak en 2003 et ses conséquences pour le Moyen-Orient.

Avec l'arrivée à la présidence de Donald Trump en janvier 2017, la politique américaine a radicalement changée sur ce théâtre d'opérations.

L'administration Obama commence à fournir une aide humanitaire aux populations déplacées, mais aussi logistique à l'Armée Syrienne Libre (ASL) luttant contre les troupes fidèles au régime. C'est ainsi que débute le « *Syrian Train and Equip Program* », un programme militaire initié au sein du Pentagone, visant à entraîner et équiper près de 15 000 combattants rebelles, triés sur le volet, afin de vaincre l'Etat islamique⁶⁵. Ce programme était une version plus ou moins officielle du programme de la CIA « *Timber Sycamore* », qui lui aussi visait à former et équiper des combattants opposés au régime de Bashar al-Assad avec les soutiens de services de renseignement étrangers (notamment Saoudiens). L'échec du programme approuvé par le Pentagone et l'intervention militaire russe en Syrie, ont eu raison de la politique américaine pro-rebelle en Syrie.

C'est dans ce contexte de changement de présidence que l'implication américaine en Syrie va prendre une toute autre tournure. Partagée entre la lutte contre l'Etat

⁶³ Nom donné aux soldats de l'armée américaine.

⁶⁴ Le Figaro via AFP, « *Pas d'intervention militaire en Syrie (US)* », lefigaro.fr, 27/03/2011.

⁶⁵ Ce programme est un échec total pour Washington qui n'a pu aligner que deux groupes de combattants

(54 en juillet 2015 et 75 en Septembre 2015) qui furent très rapidement tués ou retournés par la filière Syrienne d'Al-Qaïda.

islamique et la lutte contre l'influence iranienne au Moyen-Orient, l'administration Trump n'a de cesse de surprendre ses adversaires mais aussi ses alliés, comme en témoigne l'intervention turque d'octobre 2019 contre les Forces Démocratiques Syriennes (FDS) au nord de la Syrie, pourtant alliées de Washington.

LA PRÉSIDENTE TRUMP : UN TOURNANT DANS L'IMPLICATION AMÉRICAINE DANS LE CONFLIT SYRIEN

Le 19 décembre 2018, Donald Trump déclarait : « *[n]os troupes en Syrie vont toutes rentrer et elles vont rentrer dès maintenant* »⁶⁶. Énième provocation du président américain ou réelle volonté de se désengager des conflits au Moyen-Orient, comme celui-ci le prônait lors de sa campagne électorale de 2016 ? Toujours est-il qu'avec cette déclaration, Donald

Trump marque une rupture avec la ligne de conduite de son prédécesseur en Syrie.

Dès le début du conflit, Barack Obama se voulait menaçant à l'égard du régime syrien : en cas d'utilisation d'armes chimiques, les États-Unis répliqueraient en utilisant la force militaire. C'était la fameuse « Ligne Rouge » à ne pas franchir⁶⁷. Cependant, l'intervention des pays occidentaux n'eut jamais lieu, au désarroi du président français de l'époque, François Hollande, qui avait assuré le soutien de la France en cas d'utilisation de la force armée des États-Unis en Syrie. Il convient néanmoins de souligner que c'est sous l'administration Obama que la lutte contre l'Etat islamique s'est organisée. En effet, dès septembre 2014, le président américain déclarait : « *[n]ous dégraderons et finirons par détruire l'Etat islamique en Irak et au Levant à travers une stratégie globale et soutenue d'antiterrorisme* »⁶⁸. Cette déclaration sera suivie quelques jours plus tard, le 22 septembre 2014, par la première frappe aérienne américaine sur le

⁶⁶ W. Todman, « *Settling Kurdish Self-Determination in Northeast Syria* », Center for Strategic & International Studies, 29/01/2019.

⁶⁷ A. Mariotti, « *'La ligne rouge', retour sur ces jours où tout aurait pu basculer en Syrie* », france24.fr, 14/03/2014.

⁶⁸ D. Hudson, « *President Obama : 'We Will Degrade and Ultimately Destroy ISIL'* », obamawhitehouse.archives.gov, 10/09/2014.

sol syrien contre le groupe Etat islamique⁶⁹. Pendant près de 3 ans, de septembre 2014 à août 2017, la coalition internationale menée par les États-Unis n'a eu de cesse d'intensifier la lutte contre l'Etat islamique - que ce soit par des bombardements massifs des positions et des villes tenues par les djihadistes (comme ce fut le cas lors des batailles de Fallujah et Ramadi en Irak, Kobane et Raqqa en Syrie), que par l'envoi de forces spéciales sur les théâtres d'opérations afin d'assister les forces kurdes.

C'est par ailleurs avec le soutien aux forces kurdes que les premières tensions vont apparaître entre les pays de l'OTAN et la Turquie. Tout commence lors de la bataille de Kobane menée par le YPG⁷⁰ et le YPJ contre l'Etat l'islamique. Alors qu'acculées dans les derniers quartiers de la ville, les forces kurdes finissent par remporter la bataille le 26 janvier 2015 - après plus de 4 mois de combats de rues. Cette victoire a été rendue possible par l'appui aérien de la coalition internationale. Ainsi, la coopération entre les États-Unis et les kurdes en est sortie renforcée.

Comprenant que sur le long terme la reconnaissance du « Rojava » kurde à la frontière turco-syrienne sera difficilement réalisable, les forces kurdes et leurs alliés rebelles arabes ont formé les Forces Démocratiques Syriennes, le 10 octobre 2015, dans l'espoir de ne pas provoquer de réaction d'Ankara, en vain. En effet, en février 2016, après les diverses avancées des FDS contre la coalition de rebelles et de djihadistes soutenus par la Turquie au Nord d'Alep, le gouvernement turc décide de lancer l'Opération « *Bouclier de l'Euphrate* » afin de renverser les gains territoriaux des FDS, ainsi que d'établir une zone tampon à la frontière turque. Cette attaque n'est pas la première menée en territoire syrien mais c'est la première fois qu'un pays de l'OTAN se confrontait à des alliés d'autres pays membres de l'organisation. Après l'Opération « *Branche d'Olivier* » lancée le 20 janvier 2018 sur le canton d'Afrin au Nord-Ouest d'Alep contre les kurdes, l'armée turque entame sa plus grande offensive contre les FDS le 9 octobre 2019, l'Opération « *Source de Paix* ». Lors de cette attaque qui dure 20 jours, l'alliance entre les kurdes

⁶⁹ L. Ferran, L. Martinez & M. Raddatz, « *Airstrikes 'Successful' Against ISIS Targets in Syria, US Military Says* », abenews.go.com, 23/09/2014.

⁷⁰ Le YPG est la branche armée du PYD syrien, qui est souvent considéré comme la branche syrienne du PKK.

et les États-Unis est mise à mal, le président américain ne souhaitant pas prendre parti dans cette confrontation.

Cette décision de l'administration Trump de ne pas choisir de camp lors de cette opération menée par les forces armées Turques fait suite à la déclaration du président américain de mars 2018. Ce dernier estimant que l'Etat islamique était défait notamment après les batailles de Mossoul et de Raqqa, annonce une première fois vouloir retirer les troupes américaines de Syrie.

Devant la volonté turque d'en terminer avec le YPG⁷¹ à sa frontière, Washington parvient à trouver un accord au sujet de la ville de Manbij en juin 2018, mettant en place des patrouilles conjointes américano-turques aux abords de la ville et poussant les troupes des FDS à se retirer de la ville. Cette coopération de circonstance entre Américains et Turcs avait même permis de trouver un terrain d'entente avec la création en août 2019 d'une zone de sécurité tout le long de la frontière turco-syrienne. Toutefois, la situation va prendre une tournure différente et défavorable aux alliés

kurdes des Américains. Le 6 octobre 2019, après un entretien téléphonique entre les présidents Turc et Américain, Donald Trump réitère son intention de retirer ses soldats de Syrie. Cet entretien va avoir des conséquences directes sur le terrain puisque trois jours plus tard, le 9 octobre, la Turquie déclenche une offensive ayant pour principal objectif l'établissement d'une zone tampon de 440 km de long et 30 km de profondeur en territoire Syrien.

C'est lors de cette offensive que l'on va voir apparaître les premières fractures dans les médias au sein de l'administration Trump. La décision de Trump de ne pas condamner officiellement l'offensive turque est perçue par une partie de la classe politique américaine comme un abandon d'un allié important, qui a permis de lutter et de partiellement défaire l'Etat islamique en Syrie. Du côté kurde, cette situation est vécue comme une trahison de la part des États-Unis qui leur avaient promis leur soutien dans ce conflit. Pire encore, dans l'imaginaire kurde, ce volte-face américain rappelle celui des Occidentaux en 1920 à la suite du Traité de Sèvres.

⁷¹ La Turquie considère que le YPG est l'extension Syrienne du PKK, le Parti des Travailleurs Kurdes,

qu'elle considère comme terroriste et qu'elle a combattu pendant des décennies dans le Sud-Est de la Turquie.

De plus, la question des djihadistes étrangers prisonniers des forces kurdes se pose : que vont-ils devenir ? Qui va gérer ces prisonniers ? La Turquie pourrait-elle les utiliser comme levier de pression sur l'Union Européenne et les autres pays occidentaux ? Toutes ces questions ne sont pas les priorités du président Trump qui justifie sa décision sur Twitter :

« [l]es États-Unis étaient censés rester 30 jours en Syrie, c'était il y a des années. Nous sommes restés et nous nous sommes engagés de plus en plus profondément dans une bataille sans objectif en vue. Quand je suis arrivé à Washington, Daesh s'étendait dans la région. Nous avons rapidement défait à 100% le califat, incluant la capture de milliers de combattants de Daesh, la plupart venant d'Europe. Mais l'Europe ne veut pas les récupérer, ils ont dit 'Gardez-les !' J'ai dit 'Non, nous vous avons fait une grande faveur et maintenant vous voulez que nous les gardions dans des prisons Américaines au prix d'un coût exorbitant. Il est à vous de les juger'. Ils ont une fois de plus dit 'NON', pensant que, comme d'habitude, les États-Unis agiraient comme la 'ventouse' de l'OTAN, du commerce, de tout. Les Kurdes ont combattu avec nous,

mais ils ont reçu énormément d'argent et de matériel pour le faire. Cela fait des décennies qu'ils combattent la Turquie. Je me suis tenu à l'écart de ce conflit pendant presque trois ans, mais il est temps pour nous de sortir de ces guerres ridicules et sans fin, dont beaucoup sont tribales et de ramener nos soldats à la maison. Nous nous battons où nous avons des intérêts et nous nous battons seulement pour gagner »⁷².

Cependant ce même jour, après avoir essuyé de nombreuses critiques de la part de son propre parti et même au sein du Pentagone, le président Américain fait machine arrière et modère ses propos en affirmant que si la Turquie dépasse les limites imposées par les États-Unis, alors il « détruira » l'économie turque. Cela n'empêchera pas cette dernière de mener son offensive pendant près de 20 jours jusqu'au cessez-le-feu convenu par l'intermédiaire de la Russie et du gouvernement syrien.

Ce rôle trouble des Américains dans la gestion de la question kurde et la volonté de se retirer définitivement des conflits au Moyen-Orient est assez symptomatique de la politique américaine dans la région

⁷² TRUMP Donald J, Twitter.com, 07/10/2019.

depuis bien des années, prônant un retrait un jour puis souhaitant intervenir sur zone le lendemain.

L'autre exemple démontrant le double jeu mené par les États-Unis concerne les diverses attaques perpétrées par les forces armées américaines contre l'armée syrienne et ses supplétifs. Après avoir passé des années à condamner les diverses attaques chimiques menées par l'armée arabe syrienne et en définissant ces attaques comme une ligne rouge à ne pas franchir, les pays occidentaux n'avaient finalement jamais frappé les installations militaires du régime Syrien comme cela avait été déclaré. Donald Trump, nouvel arrivant à la Maison Blanche, souhaitait quant à lui déconstruire tout ce que son prédécesseur démocrate avait réalisé, ou du moins aller dans le sens inverse de ce dernier sur de nombreux sujets. La Syrie en est le parfait exemple.

Après avoir passé des années à critiquer ardemment l'intervention américaine en Libye, le chef de la première puissance mondiale se retrouve confronté à la même situation que Barack Obama quelques années avant lui. En effet, le 4 avril 2017, une attaque chimique au gaz sarin contre la ville de Khan Sheykoun dans le sud du Gouvernorat d'Idlib fait 89 morts et plus de

540 blessés. Cette attaque entraîne une réaction immédiate de la part des États-Unis qui bombardent, trois jours plus tard, la base aérienne de Shayrat dans le Gouvernorat d'Homs à l'aide de 59 missiles Tomahawk, faisant quelques dégâts (9 avions détruits et 9 soldats Syriens sont également tués lors de l'attaque). Néanmoins, malgré le peu de dégâts occasionnés, cette attaque constitue un tournant dans la politique syrienne des États-Unis. Le nouvel élu Donald Trump avait besoin d'un événement marquant pour débiter son mandat et rallier un maximum de pays occidentaux à sa cause, notamment s'agissant de sa politique étrangère qui se veut non-interventionniste. Cette attaque sur la base aérienne de Shayrat n'empêchera pas l'aviation Syrienne de bombarder les rebelles après la réplique américaine. Quelques heures après le bombardement des infrastructures du régime syrien, Donald Trump apparaissait à la télévision américaine afin de justifier ces frappes :

« [c]e soir j'ai ordonné une frappe militaire sur une base aérienne en Syrie à partir de laquelle l'attaque chimique a été lancée. C'était dans cet intérêt vital de sécurité nationale des États-Unis, de prévenir et

d'empêcher la propagation d'armes chimiques »⁷³.

L'on peut voir cette déclaration du président américain comme un avertissement au gouvernement de Bashar al-Assad, une mise en garde contre toute autre utilisation d'armes chimiques, que ce soit contre les populations civiles ou bien les rebelles. De plus, avec ce bombardement, Donald Trump s'aligne sur les positions des pays européens, notamment la France et la Grande-Bretagne qui souhaitent dès 2013 intervenir militairement contre le régime baathiste. Ainsi, Donald Trump apparaît comme le nouvel homme fort de l'Occident, luttant contre la tyrannie et les massacres de civils. Du moins, c'est sûrement ainsi que cet acte a été perçu en Occident.

Toutefois, il ne faut pas omettre le soutien russe au gouvernement de Bashar al-Assad. En aucun cas Vladimir Poutine ne laisserait tomber son allié syrien, ne serait-ce que pour éviter de reproduire les mêmes erreurs qu'avec la Libye de Kadhafi. Les intérêts russes se retrouveraient menacés par une intervention américaine. Leur soutien à

Damas n'en n'est sorti que renforcé. C'est sûrement grâce à ce soutien affiché et l'aide militaire russe que les troupes syriennes ont dès 2015 entamé une politique de reconquête territoriale. C'est dans ce contexte qu'a lieu l'offensive sur la ville de Douma dans la Ghouta (située dans la banlieue de Damas). Le 7 avril 2018, presque un an jour pour jour après la dernière attaque chimique contre les rebelles, l'armée syrienne bombarde au gaz les positions de Jaysh Al-Islam à Douma, provoquant la mort de 40 à 50 civils, en blessant près de 100 autres. Cette attaque, condamnée par la communauté internationale, entraîne une riposte conjointe des États-Unis, de la France et de la Grande-Bretagne sur de multiples sites de fabrication d'armes chimiques selon la coalition. Ce nouveau bombardement d'envergure ne change pas pour autant le rapport de force défavorable aux rebelles sur le terrain. Cependant, une fois de plus, il y a une véritable rupture entre la politique d'Obama et celle de Trump sur le dossier syrien. Bien que Donald Trump ne veuille entrer en guerre contre le régime Syrien, il semble écouter son administration

⁷³ L. German & N. Libby, « *President Trump speaks after ordering attack on Syria* », vox.com, 06/04/2017.

composée majoritairement de néo-conservateurs, ces derniers étant favorables à un renversement du régime Syrien. Quand bien même cela semble compliqué sur le terrain actuellement, un affaiblissement du pouvoir de Bashar al-Assad permettrait également de réduire l'influence de la Russie et de l'Iran dans la région.

Enfin, la présidence de Donald Trump a vu les États-Unis intensifier leur lutte contre l'Etat islamique, aussi bien en Irak qu'en Syrie. Il convient néanmoins de rappeler que c'est sous l'administration Obama que les efforts les plus importants ont été effectués pour endiguer l'avancée inexorable de l'Etat islamique. C'est d'ailleurs toujours sous Obama que la doctrine du « *Target Killing* », l'assassinat ciblé, est devenue la pierre angulaire de la lutte antiterroriste des États-Unis, aussi bien contre Al-Qaïda, l'Etat islamique que les autres groupes djihadistes extrémistes à travers le globe. Cette doctrine qui correspond à « *des actes prémédités de l'emploi de la force létale par des États pendant une période de paix ou lors d'un conflit armé afin d'éliminer des individus* »⁷⁴ fut majoritairement employée

entre 2009 et 2016, notamment avec le recours à l'usage intensif des drones.

Pourtant, selon une enquête d'un think tank Britannique, c'est bel et bien l'administration Trump qui a le plus recours à ce mode d'assassinat. En effet, selon le Bureau of Investigate Journalism, cité par la BBC en mars 2019, en à peine deux ans de présidence Trump il y a eu près de 2 243 frappes de drones contre 1 878 pendant les huit années de présidence Obama⁷⁵. C'est pourtant un tout autre type d'opération menée dans la nuit du 26 au 27 octobre 2019 qui va porter un coup symbolique à l'Etat islamique : l'assassinat du calife autoproclamé Abu Bakr al-Baghdadi. Près de 100 hommes des forces spéciales vont participer à cette opération. Bien que sa mort ne change pas la situation au sol, il s'agit d'une victoire pour Donald Trump qui avait promis d'éradiquer les figures les plus importantes de l'Etat islamique et notamment al-Baghdadi. De plus, il réussit là où Obama avait échoué. C'est un symbole pour Trump, cherchant perpétuellement à détrôner Barack Obama. Il a eu sa « victoire » (relative) symbolique

⁷⁴ J. Masters, « *Targeted Killings* », Council on Foreign Relations, 23/05/2013.

⁷⁵ BBC, « *Trump revokes Obama rule on reporting drone strikes deaths* », BBC.com, 07/03/2019.

contre l'Etat islamique avec en plus la perte de son assise territoriale au Moyen-Orient.

LA LUTTE CONTRE L'INFLUENCE IRANIENNE EN SYRIE

Il y a néanmoins un sujet sur lequel Donald Trump et l'ensemble de son administration restent inflexibles : l'influence iranienne au Moyen-Orient et notamment en Syrie. En effet, nous le savons maintenant depuis des années, l'une des principales préoccupations du président Trump est de mettre à genoux le régime iranien afin que celui-ci abandonne totalement ses prétentions à l'obtention du nucléaire à usage civil mais également militaire (bien qu'il leur faudrait des années pour pouvoir atteindre un tel niveau d'enrichissement). De plus, les États-Unis ont toujours craint le programme de missiles balistiques iranien et les dégâts que ces derniers pourraient occasionner sur des infrastructures civiles ou militaires menaçant les intérêts américains dans la région mais aussi l'intégrité des soldats américains sur zone. Il est également crucial de rappeler que la haine que se vouent ces deux pays ne date pas du début du conflit syrien mais de la

Révolution Islamique de 1979 et de tous les événements qui en ont découlé, notamment la prise d'otage de l'ambassade américaine à Téhéran en 1979, la guerre Iran-Irak de 1980 à 1988 où les Occidentaux pour la plupart soutenaient le régime de Saddam Hussein, ou bien encore les sanctions qui affectent énormément l'économie du pays.

Afin de mieux comprendre la volonté américaine de lutter contre l'influence iranienne en Syrie, il nous faut revenir en arrière sur l'implication de la République Islamique en Syrie depuis le début du conflit dès 2011. L'Iran a toujours considéré que la Syrie était un pays important au Moyen-Orient et notamment afin de sécuriser le fameux « axe de la résistance » reliant Beyrouth à Téhéran en passant par Damas et Baghdâd. Dès septembre 2011, c'est l'ayatollah Khamenei en personne qui apporte son soutien au régime de Bashar al-Assad. Parallèlement, les miliciens des Forces de Défense Nationale, partisans du régime, sont envoyés en Iran pour y être formés par les Pasdaran, entre autres. De plus, l'Iran accroît son aide logistique au pouvoir syrien pendant près de deux ans. Seulement, la rébellion gagne l'ensemble du pays et l'armée syrienne, gangrénée par les

désertions, n'est pas en mesure de faire face sur tous les fronts et perd de plus en plus de terrain. Ce sont ces pertes territoriales qui vont pousser l'Iran à revoir sa stratégie en Syrie et à envoyer des milliers de combattants. Ces derniers, membres du Corps des Gardiens de la Révolution Islamique, constituent l'élite des forces Iranienne. Ils combattent aux côtés des miliciens du Hezbollah libanais qui lui-même a dépêché des milliers d'hommes dès la fin 2012 pour tenter de maintenir Bashar al-Assad au pouvoir et endiguer les avancées des rebelles et des groupes djihadistes, notamment le long de la frontière Libanaise.

Dès lors, le conflit s'enlise et les combats de rues sont de plus en plus meurtriers comme à Homs, Hama ou Alep. L'Iran opte pour une nouvelle stratégie une fois de plus en dépêchant des milliers de combattants d'obédience chiites provenant du Pakistan, d'Afghanistan mais aussi d'Irak⁷⁶ afin de lutter contre les rebelles mais également contre la nouvelle menace, l'Etat islamique. L'intervention russe en Syrie de septembre 2015 permet aux Iraniens de se réorganiser

et redéployer leurs troupes afin de lutter contre les groupes djihadistes.

Depuis son arrivée au pouvoir, Donald Trump n'a eu de cesse de rappeler que la priorité des États-Unis au Moyen-Orient est de lutter contre l'influence Iranienne dans la région. Il a réaffirmé sa volonté de protéger ses alliés et notamment Israël, cible principale du régime iranien, ne serait-ce que dans les invectives des dirigeants iraniens⁷⁷. Dans cette optique, il n'est donc pas question pour l'administration Trump de laisser l'Iran établir davantage d'avants postes et de bases militaires en Syrie. De plus, en janvier 2018, quelques mois avant son départ, Rex Tillerson, Secrétaire d'État américain, déclarait que « *[l]es États-Unis ont l'intention de maintenir une présence militaire en Syrie, non seulement pour combattre l'Etat islamique et al-Qaïda mais aussi pour constituer un rempart contre l'influence Iranienne, s'assurer du départ de Bashar al-Assad et de créer des conditions de retour pour les réfugiés* »⁷⁸.

Cette déclaration met en lumière toutes les incohérences au sein de l'administration

⁷⁶ Il s'agit ici surtout des groupes Liwa Fatemiyoun, Liwa Zainebiyoun et Harakat Hezbollah al-Nujaba.

⁷⁷ Il est en effet fréquent que ces derniers scandent « Mort à l'Amérique ! Mort à Israël ! ».

⁷⁸ J. Berger, K. Shaheen & P. Wintour, « *US military to maintain open-ended presence in Syria, Tillerson says* », theguardian.com, 17/01/2018.

Trump, dont le chef d'État prône un désengagement progressif du Moyen-Orient, une politique non-interventionniste mais dont l'obsession pour le régime Iranien le pousse à agir contre ses promesses électorales et ses diverses déclarations isolationnistes. Cela étant, le président américain n'a jamais caché ses volontés de mettre à mal le régime iranien et de contrecarrer ses plans pour le Moyen-Orient. En ce sens, les déclarations de Rex Tillerson suivent une certaine logique. Ce qui est nouveau, en revanche, est le désir assumé de vouloir faire partir du pouvoir Bashar al-Assad alors que ce n'était plus une priorité pour les américains depuis l'élection de Donald Trump. Au-delà des déclarations des officiels Américains, une défaite du régime baathiste est perçue comme une menace pour Washington et la stabilité de la région, ce qui explique ces épisodes rares de frappes aériennes contre le régime. Enfin, l'objectif principal de cette intervention américaine en Syrie est d'endiguer la progression des Iraniens dans le pays. Ceci afin de rassurer les pays alliés de Washington dans la région, à savoir Israël mais aussi les monarchies du Golfe et l'Arabie Saoudite, qui s'inquiètent grandement du rôle déstabilisateur de l'Iran. De plus, la puissance de feu de ses

milices auxiliaires représente une menace pour leurs intérêts au Moyen-Orient mais pourraient également frapper leurs territoires en cas de confrontation militaire avec l'Iran.

LES ÉTATS-UNIS PERDENT-ILS PIED EN SYRIE ?

Le dossier syrien est, pour l'administration américaine, presque aussi important que le dossier iranien. En effet, de par la proximité entre les deux régimes et l'influence qu'exerce l'Iran dans la région, il est devenu très compliqué pour Washington d'adopter à la lettre sa ligne de conduite de ces dernières années, à savoir un désengagement progressif du Moyen-Orient et la fin des guerres jugées inutiles. Cependant, cela fait plus de neuf ans que le conflit syrien a éclaté et les positions des diverses administrations américaines sont entrées en contradiction les unes avec les autres. Souhaitant à la fois mettre un terme aux massacres des populations ainsi qu'à l'expansion territoriale de l'Etat islamique, les États-Unis se sont retrouvés une fois de plus impliqués dans un conflit dont le contrôle semble leur échapper.

Avec la nouvelle offensive du régime sur la province d'Idlib et les affrontements entre les armées turques et syriennes, ainsi que l'avènement de la Russie comme puissance médiatrice dans le conflit, les États-Unis semblent perdre le fil dans le pays, incapables, et ce de manière volontaire ou non, de protéger leurs propres alliés (en référence ici aux diverses offensives Turques contre les SDF), laissant le champ libre à Vladimir Poutine et aux Iraniens pour manœuvrer ; bien que l'hégémonie russe en Syrie semble presque incontestée. L'influence Iranienne, quant à elle, est la cible de multiples tentatives d'affaiblissements. En témoignent les diverses frappes Israéliennes depuis 2011 en Syrie, mais aussi les frappes américaines de 2017 et 2018. De plus, l'assassinat du Général Qassem Soleimani le 2 janvier 2020 à Bagdad, qui revenait d'un voyage à Damas, est un coup dur porté à l'influence Iranienne en Syrie.

L'année 2020 est une année à très grands enjeux pour les États-Unis et l'administration Trump dans la région. Tout d'abord les élections américaines se profilant, le président Trump ne peut se permettre l'entrée en guerre des États-Unis au Moyen-Orient, même contre l'Iran. De

plus, une importante intervention militaire en Syrie serait très mal perçue par son électorat. L'offensive du régime sur la province d'Idlib est elle aussi stratégique car elle donne et donnera lieu à des affrontements de plus en plus violents entre les forces armées syriennes et turques, pouvant mener à une guerre ouverte entre ces deux pays, bien que la Russie veille au grain afin de stabiliser la situation et éviter une déflagration. Enfin, dans l'espoir de récupérer tous les territoires, le régime syrien va très certainement d'ici la fin de l'année 2020, voire d'ici 2021, se tourner vers les territoires tenus par les SDF alliés des États-Unis, ce qui risque de provoquer de nouvelles tensions et peut menacer la présence américaine sur place.

Donald Trump et la Syrie

Un refus d'ingérence militaire ?

Entretien avec Carole ANDRE-DESSORNES
Consultante & Chercheur en Géopolitique, spécialiste des rapports de
force au Moyen-Orient

Entretien réalisé par Alexis BEN DE CARVALHO

Alexis Ben de Carvalho : *Comment pouvons-nous expliquer l'échec des administrations américaines à saisir la complexité du conflit Syrien et donc de ses acteurs, entraînant de ce fait une politique peu cohérente depuis 2011 ?*

Carole Andre-Dessornes : Cela va au-delà de la difficulté à saisir la complexité du conflit syrien. Il ne faut pas oublier la dimension que jouent la politique intérieure américaine et les priorités des différents présidents dans la prise de décision ; tout ceci ne coïncide pas nécessairement avec ce que l'on attend des Américains.

Cette incohérence de la politique américaine est clairement apparue après la révélation de l'utilisation des armes chimiques par le régime syrien, causant la mort de près de 1 700 civils le 21 août 2013. Le président américain en place à l'époque, Barack Obama, n'avait pas hésité à se mettre en avant en déclarant que l'utilisation des armes chimiques par le régime serait une ligne rouge à ne pas franchir et, à partir du moment où la preuve serait fournie, des frappes seraient lancées contre des objectifs ciblés. Dès septembre, le président américain recule, au grand dam de l'opposition syrienne.

Est-il nécessaire de rappeler qu'après le démantèlement des armes chimiques, d'autres localités ont été les cibles de largages de barils d'explosifs au chlore ! Ce changement de position de Barack Obama est à relier à la promesse faite aux Américains de se désengager, petit à petit, du Moyen-Orient, en particulier d'Irak et d'Afghanistan, et de fait de ne pas se laisser entraîner dans un autre conflit.

Le choc va survenir avec l'exécution en août 2014 du journaliste James Foley par un membre de l'Etat islamique, un ressortissant américain. La montée en puissance du phénomène jihadiste va devoir être prise en compte par la Maison Blanche. En réaction, les États-Unis lancent alors une campagne de bombardements contre l'Etat islamique en Irak et en Syrie, cependant sans autre véritable stratégie politique, au départ, que celle de contenir l'expansion territoriale de l'organisation terroriste.

En 2016, les États-Unis, tout en maintenant le discours sur la nécessité de mettre en place un régime de transition et l'impossibilité pour Bachar al-Assad de rester au pouvoir après cette période de transition, ont poursuivi les négociations avec Moscou qui défendait le maintien au

pouvoir du président syrien. Les États-Unis vont être de plus en plus en retrait, allant jusqu'à cesser, et ce à plusieurs reprises, les livraisons d'armes à l'opposition armée pour la convaincre d'aller à Genève III.

La première priorité est clairement la lutte contre Daech. De fait, les Américains vont devoir passer des accords avec les Russes pour éviter tout incident aérien. Washington décide d'apporter son soutien aux Kurdes (YPG) ainsi qu'aux FDS (Forces démocratiques syriennes composées de Kurdes et Arabes de Syrie).

Un autre élément est essentiel pour comprendre la politique américaine à ce moment-là ; l'autre priorité est l'accord nucléaire iranien, ce qui a largement contribué à dissuader le président Obama d'agir plus ouvertement en Syrie, craignant que cette hostilité au régime syrien conduise Téhéran à quitter la table des négociations.

Notons au passage que la politique d'Obama, notamment au sujet de la Syrie, n'a pas fait l'unanimité parmi les diplomates américains.

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis n'a pas fondamentalement changé la donne au départ. La priorité restait la lutte contre l'Etat islamique en lançant l'opération pour reprendre Raqqa (siège de l'Etat islamique en Syrie). Cela a permis aux Russes de continuer à gérer le dossier syrien sans être inquiétés.

Fin mars 2017, Rex Tillerson, alors Secrétaire d'État de Donald Trump, déclara que le sort de Bachar al-Assad était entre les mains des Syriens. L'ambassadrice des États-Unis à l'ONU, Nikki Haley, alla plus loin en précisant que le départ de Bachar al-Assad n'était plus la priorité de Washington. Autant de déclarations qui pouvaient naturellement être interprétées par Damas comme une sorte d'acceptation de la situation en Syrie. Ceci a pu expliquer les frappes chimiques du 4 avril 2017, par le régime syrien, au gaz sarin ciblant Khan Cheikhoun provoquant la mort de près d'une centaine de civils et en blessant plusieurs centaines d'autres. Contre toute attente, le président Trump donna l'ordre le 6 avril de lancer 59 missiles de croisière Tomahawk vers la base aérienne d'El-Chaayrate (à proximité de Homs), base d'où seraient partis les avions ayant lancé

l'attaque chimique. Les Russes ont été prévenus par Washington de répondre.

Cette réplique américaine reste malgré tout symbolique ; mais elle met fin à six années de quasi-retrait des États-Unis sur le terrain syrien, sans pour autant stopper l'ambiguïté de la politique américaine.

En octobre 2019, après avoir annoncé le retrait des troupes américaines en Syrie, Donald Trump est revenu sur ses déclarations : ainsi les troupes ne se trouvent pas démobilisées, mais déplacées et tous les soldats ne sont pas concernés. Il va jusqu'à menacer la Turquie d'anéantir son économie si l'armée turque s'avise d'attaquer les Kurdes de Syrie ! Le retrait du nord-est syrien s'est fait sans concertation.

Il est clair que dès 2019, et *a fortiori* 2020, la politique de Trump répond surtout à son objectif de remplir un deuxième mandat pour la présidence, et donc de mobiliser son électorat en s'appuyant sur le slogan « *Make America Great again* ». Trump non seulement ne veut pas s'engager dans une guerre, mais il entend mettre un terme « *aux guerres sans fin* » tout en montrant que les

États-Unis dominent le jeu international, et cela passe par des menaces verbales.

La guerre en Syrie est un révélateur aussi bien de la présidence d'Obama que de celle de Trump. Ce qui apparaît comme de l'incohérence est aussi révélateur du souhait des États-Unis de ne plus jouer le même rôle dans la région, donc de ne plus s'engager militairement dans des conflits sans issue.

A.B.C : *Est-il possible de voir à terme les États-Unis soutenir une potentielle offensive Turque sur les positions du régime dans la province d'Idlib dans l'espoir d'affaiblir le régime de Bashar al-Assad ?*

C.A.D : Il n'est plus question de mettre à terre le régime de Bachar al-Assad, et cela depuis plusieurs années maintenant. La déferlante Daech a rebattu les cartes et changé les ambitions de Washington, ainsi que des Européens.

Il ne semble pas que Washington nourrisse la volonté d'intervenir militairement à Idlib, bien que les États-Unis n'excluent pas d'option pour soutenir la Turquie en tant que membre de l'OTAN. Pour ce faire, l'OTAN doit analyser précisément la

menace que pourraient représenter la Syrie, la Russie et l'Iran pour la Turquie. Il s'agirait de voir ce que l'Alliance atlantique pourrait apporter comme aide, à savoir ce qu'elle serait en mesure de lui mettre à disposition pour assurer la protection de la Turquie.

Mais il est clair que Washington considère que « *jouer les gendarmes de la région* » n'est plus envisageable, du moins plus de la même manière ; il n'est plus question d'être en première ligne ! Pour Donald Trump, comme c'était déjà le cas pour Barack Obama, ce n'est plus aux États-Unis de résoudre les conflits, encore faut-il qu'ils les aient résolus ces dernières années... Après le 11 septembre, les États-Unis n'ont guère fait preuve de retenue au niveau militaire, et pour des résultats assez médiocres.

Réduire la présence militaire au Moyen-Orient, ne signifie pas pour autant pour les États-Unis, ne plus être engagés du tout. Il existe d'autres façons d'intervenir ; l'assassinat du Général Qassem Soleimani en est la preuve.

Il est assez difficile de connaître clairement l'évolution de la politique étrangère

américaine, qui plus est au Moyen-Orient. N'oublions pas que la campagne électorale a commencé, et cela va peser dans la balance. Il faut, malgré tout, rester nuancés et prudents, rien n'est définitif.

A.B.C : *Il a longtemps été dit par les officiels américains que la véritable raison de la présence américaine en Syrie était notamment due à la lutte contre l'influence Iranienne dans la zone. Pourtant, la présence Américaine en Syrie reste relativement faible en comparaison à celle qu'ils ont en Irak. Comment pouvons-nous expliquer une telle différence ?*

C.A.D : Le retour des Américains en Syrie obéit à deux priorités, la lutte contre Daech et éviter un renforcement de la présence iranienne en Syrie. Un troisième objectif avait été évoqué par Rex Tillerson, à savoir aider les « *autorités civiles locales et légitimes à exercer une gouvernance responsable dans leurs zones libérées* » de l'Etat islamique.

Pour ce qui est de la différence entre la présence américaine en Syrie et en Irak, il faut rappeler que le contexte d'intervention des Américains en Irak n'a rien de

comparable avec la Syrie. Les États-Unis sont intervenus en Irak en 2003, après un embargo global et surtout avec la volonté de mettre un terme définitif au régime de Saddam Hussein, accusé de détenir des armes de destruction massive et d'avoir des liens avec Al-Qaïda, ce qui était bien évidemment, comme tout le monde le sait, faux. Il s'agissait également pour Washington de mettre la main sur les ressources pétrolières.

Les États-Unis n'ont jamais investi en Syrie, comme ils l'ont fait en Irak. N'oublions pas non plus que la Syrie, même si du temps de Hafez al-Assad, a eu des liens avec les États-Unis (notamment une alliance dans le cadre de la deuxième guerre du Golfe), cette dernière a scellé un partenariat avec la Russie remontant à la Guerre froide.

Le recul des occidentaux face à la crise syrienne a laissé les mains libres à la Russie. C'est aussi un fait à ne pas ignorer.

La période n'est plus la même qu'au début des années 2000. Les Américains éprouvent une grande lassitude vis-à-vis de ces guerres en Afghanistan et en Irak. Pour eux,

bien trop de soldats ont été sacrifiés. Cet aspect ne peut être négligé.

A.B.C : *Il a souvent été question d'appliquer la politique du « Regime change » en Syrie sur le modèle Irakien de 2003. Pour autant, lors de sa campagne électorale, Donald Trump n'en faisait plus sa priorité avant de changer d'avis en 2018. Comment expliquer ce revirement ?*

C.A.D : Le « Regime change » ne concerne pas uniquement la Syrie. Cette politique a été mise en avant sous l'administration Bush en Irak, il en est de même avec l'Iran. Durant toute sa campagne, le candidat Trump n'a eu de cesse de fustiger la politique du « Regime change » et du « Nation building ». Même s'il a choisi des néoconservateurs pour le seconder dans sa politique étrangère, il n'en demeure pas moins le chef.

Le 8 mai 2018, le président Trump a annoncé que les États-Unis se retiraient de l'accord nucléaire avec l'Iran. Pour lui, il est capital d'apparaître auprès de son électorat comme le dirigeant qui tient parole. Il s'attache également à donner des gages à ses alliés régionaux que sont l'Arabie Saoudite ainsi qu'au Premier

ministre israélien, Benyamin Netanyahu, sans pour autant souhaiter réellement aller jusqu'à un affrontement direct avec qui que ce soit. Il maintient la pression, notamment à travers les sanctions aussi bien contre l'Iran que contre le régime syrien, bien que ces sanctions ne soient pas comparables. Il part du principe que dans la région du Moyen-Orient, ce sont les rapports de force qui prévalent.

Alors encore en poste, Rex Tillerson avait exprimé le fait qu'il n'était pas question d'un retrait du personnel américain de Syrie avant d'aboutir au départ de Bachar al-Assad, estimant que le départ du président syrien, dans le cadre d'un processus de paix sous l'égide de l'ONU, devrait créer « *les conditions pour une paix durable* ».

Plus récemment, Donald Trump a appelé la Russie à cesser de soutenir les crimes commis en Syrie par le régime en place, tout en exprimant sa préoccupation au cours d'une conversation téléphonique avec le président turc, Recep Tayyip Erdogan, au sujet d'Idlib. Va-t-il pour autant engager plus avant les États-Unis dans une lutte contre le régime syrien ? Là n'est pas la

priorité, encore moins en pleine campagne électorale secouée par une crise sanitaire mondiale avec le Covid-19.

Même si le président Trump souhaite un désengagement américain de la zone, les Américains ne se sépareront pas pour autant de leurs bases au Moyen-Orient, en particulier aux Émirats Arabes Unis, en Arabie, au Qatar, à Bahreïn, ainsi qu'en Turquie avec l'OTAN. Il n'est pas question non plus que les Vème et VIème flottes ne patrouillent plus dans le Golfe et en Méditerranée. Le Moyen-Orient demeure une clef stratégique de « *containment* » de la Chine qui est clairement devenue le grand rival. La Chine ne cache pas ses ambitions sur le Moyen-Orient, ni sa politique de rapprochement avec certains pays de la région. Une autre donnée est à intégrer : pour la Chine il n'est pas question de miser sur une politique de « *Regime change* ». L'aventurisme n'a pas sa place dans la politique étrangère de Pékin ; la stabilité est garante d'un environnement propice aux affaires. Cette vision peut également conforter Donald Trump dans son refus d'ingérence militaire dans la région. Mais rien n'est moins sûr !



Les relations libano-américaines

Les États-Unis, héritiers des empires coloniaux ?

Maxime GRAIGNIC

Analyste au sein de la Délégation Proche, Moyen-Orient & Afrique du Nord
Ambassadeurs de la Jeunesse

Le rôle des États-Unis dans la crise que traverse le Liban depuis le 17 octobre 2019 a été largement dénoncé par une partie des axes politiques libanais. Sans en être la cause originelle, certains agissements américains ont pu, selon eux, être des facteurs de son aggravation. Pour exemple, les États-Unis ont été accusés d'être à l'origine d'un « problème sécuritaire »⁷⁹ au Liban par Naïm Qassem, le Secrétaire général adjoint du Hezbollah. Il justifie son assertion par les ingérences répétées du gouvernement américain au cœur de la vie politique libanaise, faisant pression pour y évincer le Hezbollah. Ces propos font écho aux déclarations de Mike Pompeo, Secrétaire d'État américain, opposé à la présence du parti chiite au sein du prochain cabinet. Cela alimente les dissensions au sein de la population, qui pourraient prendre des proportions démesurées en ces temps difficiles. D'autant que les sanctions américaines touchent inévitablement le reste de la population, ne pouvant isoler le Hezbollah. Celui-ci n'hésite d'ailleurs pas à déclarer que la crise libanaise actuelle sert

les intérêts américains. Toutefois, cette accusation isolée ne fait pas l'unanimité. Jeffrey Feltman, ancien ambassadeur américain au Liban, préfère prévenir les conséquences de ce soulèvement populaire qui, bien que ne visant pas initialement les États-Unis, pourrait leur nuire à terme. Le ressentiment populaire se porte sur la corruption de la classe dirigeante, le clientélisme et le confessionnalisme de la société civile et politique, ainsi que sur les problèmes économiques, sociaux et financiers du pays. Mais J. Feltman craint que d'autres acteurs extérieurs ne profitent de l'instabilité sociétale libanaise. Plus spécifiquement, c'est ici la « restauration de l'hégémonie syrienne »⁸⁰ au pays du Cèdre, appuyée par Moscou, qu'appréhende le sous-secrétaire d'État américain pour les Affaires du Proche-Orient, Jeffrey Feltman. L'ancien ambassadeur avait déjà été au cœur d'ingérences américaines dans l'affaire des câbles diplomatiques du Moyen-Orient, concernant son assimilation à la direction du mouvement du 14 mars, une coalition pro-saoudienne et pro-américaine créée en réaction à l'assassinat

⁷⁹ « Naïm Kassem : Les Américains sont à l'origine de la sédition au Liban », publié le 7 décembre 2019. URL :

<https://www.lorientlejour.com/article/1197768/naïm-kassem-les-americains-sont-a-lorigine-de-la-sedition-au-liban.html> (interview complète : <https://www.youtube.com/watch?v=E6Y0k77UHp0>)

⁸⁰ Décryptage de l'intervention de J. Feltman au Congrès par le journal L'Orient le jour. URL : <https://www.lorientlejour.com/article/1195782/la-russie-pourrait-faciliter-la-restauration-de-lhegemonie-syrienne-sur-le-liban-previent-le-ambassadeur-feltman.html>



de Rafic Hariri en 2005. À travers leurs interférences dans les affaires internes des autres États, les États-Unis sont souvent considérés comme les héritiers des empires coloniaux. Ce fut particulièrement le cas au Liban, pays étroitement mêlé à la politique étrangère américaine au Moyen-Orient.

LES ORIGINES DES RELATIONS LIBANO-AMÉRICAINES

Les relations entre le Liban et les États-Unis ne sont pas à leurs prémices et peuvent remonter jusqu'à la moitié du XX^{ème} siècle. Celles-ci ont ainsi vu le jour à l'époque de la crise du Canal de Suez. Alors que la France, le Royaume-Uni et Israël déclenchent les hostilités avec l'Égypte pour le contrôle du canal, le président américain Dwight Eisenhower forcera leur retrait. Les États-Unis s'imposent dès lors comme les héritiers des empires coloniaux, français et britanniques.

C'est cette prise de position qui a ensuite amené les États-Unis à jouer un rôle au Proche et Moyen-Orient. Au Liban, la première influence américaine connue fut son soutien au président Camille Chamoun

lors de la crise de 1958⁸¹. C. Chamoun adopte la doctrine Eisenhower d'endiguement du communisme dans le monde arabe, faisant des américains ses alliés. La coopération se poursuit au niveau militaire, à travers l'intervention américaine à Beyrouth sur demande expresse du président libanais. L'opération *Blue Bat* eut pour but de mettre fin au soulèvement en cours, une insurrection populaire mettant le pays au bord de la guerre civile.

Les États-Unis demeurent influents au Liban, même après le départ de Chamoun. Toujours proches de l'Égypte de Nasser, ils s'assurent ensemble de la succession de Chamoun en la personne du commandant de l'armée libanaise, Fouad Chehab. Celui-ci, fort du soutien américain, accède au pouvoir en septembre 1958.

La guerre froide a forcé les États-Unis à étendre leur influence sur le Moyen-Orient, où le bloc soviétique avait le vent en poupe. C'est au Liban, entre autres États ciblés, que leur rôle prit encore davantage d'ampleur. La relation libano-américaine changea toutefois de nature sur cette période et pour cause. De par les motifs sécuritaires, le petit

⁸¹ P. El Gammal, « Politique intérieure et politique extérieure au Liban de 1958 à 1961 de Camille

Chamoun à Fouad Chehab », Université de la Sorbonne (Paris), 1991.

pays devient alors l'un des instruments des États-Unis pour endiguer l'expansion du communisme dans la région. Farid Chebab, qui durant sa présidence dû faire face à une ingérence extérieure en 1961 de la part du parti national socialiste syrien, entrepris de renforcer ses forces de sécurité. Celles-ci servirent alors les intérêts américains, notamment par le recours aux services de renseignement qui couvrirent l'ensemble des missions de surveillance des communistes libanais.

Camille Chamoun jouira à nouveau de l'appui américain dans les sombres heures de la guerre civile, entre 1975 et 1982, alors à la tête du Parti national-libéral (PNL). Son appartenance politique et idéologique explique cette affiliation. Son approche capitaliste et libérale y est favorable, l'économie nationale ayant déjà été soumise précédemment à un phénomène de libéralisation. Celui-ci aurait débuté dans les années 1950, notamment à travers des réformes juridiques. L'une des pierres angulaires dudit phénomène fut l'adoption d'une loi sur le secret bancaire en 1956. Une loi relative à la liberté des transactions des capitaux avait également été adoptée en 1948. Ces lois permettent d'une part le libre transfert de capitaux, s'émancipant des

nationalisations des pays arabes socialistes de l'époque. D'autre part, et c'est là un élément clé de la compréhension des causes de la crise actuelle, elles favorisent la conservation par les dirigeants corrompus de deniers publics détournés. Ce fut sans doute le premier pas du phénomène de corruption de la classe des dirigeants politiques, cause de tant de maux dans la société libanaise jusqu'à aujourd'hui.

Son appui aux milices de droite, que ce soit les phalanges kataëb ou les tigres de Chamoun, formant ensuite les Forces libanaises, ont impliqué le gouvernement américain dans la guerre civile libanaise de 1975 à 1990. Ce conflit interne a subi bon nombre d'ingérences extérieures, américaines certes, mais aussi et surtout syriennes et israéliennes. Les États-Unis n'y sont pas pour autant étrangers, certains considérant qu'ils y sont intrinsèquement liés, qu'ils l'aient permis ou favorisé. Les spéculations vont bon train, variant d'un camp à l'autre. Ainsi en est-il de la guerre entre Israël et le mouvement palestinien de résistance au Liban en 1967. L'ingérence américaine s'est par la suite manifestée au travers de l'invasion israélienne en 1982, les États-Unis reconnaissant le kataëb Bachir Gemayel comme interlocuteur

libanais et appuyant son arrivée à la présidence. Son assassinat voit lui succéder son frère, Amine, voix de la conciliation dans un pays occupé par deux armées étrangères. Les ingérences américaines, moins directes et plus discrètes, reprirent de plus belle dans le cadre des différents processus de paix traversant le Proche-Orient. Ce fut par exemple le cas lorsque les États-Unis ont permis à la Syrie d'al-Assad (père), en 1990, de faire pression sur le Liban pour prendre part à la Conférence de Madrid de 1991, qui permit de conclure les accords d'Oslo deux ans plus tard. À noter que furent organisés des pourparlers bilatéraux israélo-libanais à Washington alors même qu'Israël occupait le Liban. D'appui politique, les États-Unis ont alors amorcé leur transition vers des ingérences caractérisées.

DE LA COOPÉRATION À L'INGÉRENCE

Les ingérences se sont poursuivies lorsqu'à la présidence est arrivé un dirigeant non corrompu. Cette configuration s'est présentée en la personne d'Emile Lahoud, qui accède au poste de président en 1988. Sa ligne politique défendait une indépendance libanaise contre l'occupation israélienne de l'époque. Les États-Unis ont

donc tenté de le contraindre à s'engager dans un dialogue avec Israël. Cela s'est traduit par des sanctions économiques, comme l'interdiction de vol de la compagnie aérienne libanaise MEA. Ce moyen de pression força le Liban à conclure un traité de paix en 1983, invalidé quelques années plus tard. Le mandat du président Lahoud fut prolongé jusqu'en 2004, période durant laquelle le Liban était sous occupation syrienne. La politique étrangère américaine, opposée à cette situation, menaça d'engager une intervention militaire en vertu du Syria Accountability and Lebanese Sovereignty Restoration Act (SALSRA, 2003). En effet, le gouvernement américain considérait alors la Syrie comme un *rogue state* soutenant le terrorisme. Paradoxalement, aucun soutien militaire, matériel du moins, ne fut accordé au Liban avant 2005. L'on observe finalement un « deux poids-deux mesures » entre le soutien à l'occupation israélienne et l'opposition farouche à la menace syrienne. Cela s'explique par les idéologies et affiliations politiques propres aux deux pays, plus ou moins proches de l'idéologie américaine. En somme, le ton et la pression sont montés entre les États-Unis et le Liban sous l'administration Clinton, suivis d'une forme de désintérêt due aux échecs des

tentatives de médiation entre la Syrie, Israël et le Liban pour la conclusion d'un traité de paix.

C'est sous l'administration Bush (fils) que l'intérêt pour le Liban a rejaillit, en tant que point névralgique de la politique étrangère américaine au Levant. Ce renouveau s'est retranscrit sous diverses formes, au niveau diplomatique avec la reconstruction d'une ambassade américaine à Beyrouth mais également au niveau militaire. Une étroite collaboration s'est mise en place, tant en apport matériel, financier, qu'humain, mais aussi dans le domaine de la formation et de la coopération opérationnelle. Cela s'explique par le refondement de la politique sécuritaire du pays, davantage axée sur la menace syrienne après l'assassinat de Rafic Hariri en 2005. Le spectre israélien n'est alors pas jugé prioritaire, et l'image du Hezbollah aux yeux de l'opinion publique est fortement ternie par son association avec ledit drame national du 14 février 2005. S'ensuit une coalition pro-américaine et pro-saoudienne qui renforcera le clientélisme libanais : c'est le mouvement du 14 mars. Véritable phénomène politique, il sort vainqueur des élections législatives de la même année. Les retombées sont multiples et participeront au

rayonnement américain dans la région. D'une part, ces éléments, cumulés renforcent les relations libano-américaines. Les États-Unis profitent alors de la situation pour mener une guerre d'influence contre le Hezbollah. D'autre part, ce brusque revirement de situation leur permet de solidifier leurs relations avec Israël, mais également avec l'Arabie saoudite qui, initialement accusée de l'assassinat d'Hariri, se voit disculper par l'évolution de l'affaire et les accusations américaines. En somme, une coalition tacite s'est créée contre le Hezbollah libanais, derrière lequel plane l'ombre du géant iranien.

Au pays du Cèdre, l'influence américaine a pu prendre de l'ampleur grâce à l'aide apportée à son armée. En manque de moyens, ce soutien lui a en effet permis de consacrer sa légitimité en tant que seul protecteur de la nation et seul détenteur souverain de la puissance militaire. Par conséquent, le rôle du Hezbollah s'en trouve fortement amoindri, et son positionnement ainsi que son utilité sont remis en question. Cet apport matériel militaire est à nuancer, puisque les États-Unis (comme la France), n'ont pas fourni à l'armée libanaise de véritables moyens en termes de capacité de feu. Ceci notamment

pour éviter une escalade avec leur ennemi voisin, Israël. Pour exemple, l'armée de l'air libanaise a été équipée d'avions Cessna, initialement utiles à la détection des incendies et au travail agricole, bien qu'ils puissent servir à la surveillance aérienne de frontières. Les Cessna se sont rendus tristement célèbres en 2019, impuissants face aux incendies ravageant le Liban. Les avions étaient en effet inopérants car non entretenus. Le recul de la notoriété du Hezbollah a pris fin lors de l'invasion israélienne de 2006, lorsqu'il s'est positionné en gardien du Liban quand l'armée elle-même n'opposait guère de résistance, du moins selon ses détracteurs. La crise de légitimité du parti chiite s'étant estompée, voire même inversée, les États-Unis ont alors usé de leur influence pour endiguer le phénomène.

LE HEZBOLLAH, LA BÊTE NOIRE DES RELATIONS LIBANO-AMÉRICAINES

Le Hezbollah sort glorifié du conflit de 2006 avec les israéliens, ayant réussi à faire reculer l'invasion voisine. Cette victoire pour Nasrallah est une humiliation pour Israël, qui touche indirectement son allié américain. Or, les États-Unis redoutent la prise de pouvoir au Liban par l'ancien parti révolutionnaire. Pour contrer son ascension, le gouvernement américain n'a d'autre choix que celui de sanctionner le Liban. Cela s'est traduit par des sanctions de diverses formes, qui encore aujourd'hui sont renouvelées⁸². Riad Salamé, gouverneur de la Banque centrale libanaise depuis 1993, actuel symbole de la corruption de la classe dirigeante et du clientélisme libanais, a ainsi fermé deux banques libanaises sous pression américaine. La première, la banque libano-canadienne, fermée en 2011 après que les autorités américaines aient déposé plainte pour blanchiment d'argent servant à financer le Hezbollah⁸³. La seconde est plus récente et date de juillet 2019 : la Jammal

⁸² « Treasury Targets Iranian-Backed Hizballah Officials for Exploiting Lebanon's Political and Financial System » publié le 9 juillet 2019. URL : <https://home.treasury.gov/news/press-releases/sm724>

publié le 16 décembre 2011. URL : https://www.lorientlejour.com/article/736465/New-York_%253A_plainte_contre_des_etablissements_accuses_de_blanchiment_au_profit_du_Hezbollah.html

⁸³ « New York : plainte contre des établissements accusés de blanchiment au profit du Hezbollah »,

Trust Bank. Celle-ci fut victime de sanctions américaines pour avoir participé au financement du Hezbollah, puis fut forcée de fermer à la demande de la Banque centrale. Les États-Unis ont donc déclaré une guerre invisible au parti chiite, en extension de son conflit avec l'Iran. Ils l'ont d'ailleurs inscrit sur la liste des organisations terroristes, imités peu après par l'Union Européenne, la Ligue Arabe et les pays du Golfe persique. Cet alignement des pays de la région permet aux États-Unis d'exercer une pression plus forte sur le Hezbollah, qui se répercute irrémédiablement sur le Liban tout entier. Ainsi, l'Arabie Saoudite avait-elle prohibé le déplacement de ses ressortissants au Liban, suivie de près par les Émirats Arabes Unis. Cela ne s'est achevé qu'en 2019. Poursuivant sur leur lancée, les Saoudiens avaient également annulé leur aide financière aux institutions militaires du Liban, à hauteur de 3 milliards de dollars en 2016, tout en suspendant leur aide d'un milliard de dollars aux forces de sécurité intérieure. Le rôle des États-Unis au Liban a donc évolué au cours du temps, le gouvernement américain bénéficiant aujourd'hui de l'appui d'acteurs régionaux. Son impact sur la politique interne libanaise n'en est que plus grand. Il en jouit d'autant

plus que ses craintes grandissent à mesure que le Hezbollah poursuit son ascension, le parti ayant effectué un véritable ancrage dans la vie politique libanaise.

L'INFLUENCE AMÉRICAINE AU LIBAN ALTÉRÉE ?

Les relations libano-américaines ont évolué au cours des décennies. L'appui politique reçu durant les années de crise et de conflit, notamment durant la guerre froide, a débouché sur un paternalisme latent, un contrôle distant opéré à travers divers acteurs régionaux. Il faut dire que l'ennemi n'est plus le même pour les États-Unis, qui après être sortis vainqueurs de leur opposition au bloc communiste, ont déclaré la guerre au terrorisme islamiste depuis les attentats du 11 septembre 2001. Si les temps ont changé, les acteurs restent sensiblement les mêmes : les États-Unis ont toujours des liens forts avec Israël et se méfient toujours de la Syrie. Un nouvel agent a toutefois fait son apparition, et inquiète au plus haut point le gouvernement américain : le Hezbollah. À l'origine fondé en tant que parti révolutionnaire et considéré comme le bras armé de l'Iran au Liban, ce mouvement chiite a abandonné ses revendications politiques d'accession au pouvoir et s'est même institutionnalisé, voyant certains de

ses membres devenir députés. Les États-Unis, jusque dans la récente crise libanaise, ont tout tenté pour endiguer l'émergence du Hezbollah : sanctions économiques, accusations publiques, inscription sur la liste des groupes terroristes, etc. En vain. On peut donc imaginer que les relations entre le Liban et les États-Unis ne s'adouciront pas dans les temps à venir, au moins sur le court terme.

Il faut également prendre en compte l'intégration des relations américano-libanaises dans un paysage régional complexe. Les jeux d'influences y sont aussi nombreux qu'il y a d'acteurs. Un axe semble s'être créé, comprenant l'Arabie Saoudite, Israël et les États-Unis. On comprend donc le désintérêt américain pour le petit pays, qu'il ne considère peut-être plus comme un allié de poids. Le principal intérêt de la politique étrangère américaine pour le Liban réside dorénavant dans le blocage du Hezbollah, ce qui par extension revient à juguler l'influence iranienne dans la région, et ainsi annihiler tout espoir que naisse un jour un véritable axe chiite (Iran-Irak-Syrie-Liban). Par conséquent, on peut affirmer sans crainte que la récente hausse des tensions entre l'Iran et les États-Unis a nui aux bonnes relations entre le Liban et

l'Amérique de Donald Trump. Une véritable guerre d'influence se livre au pays du Cèdre, qui coûte davantage d'efforts aux américains puisque le Hezbollah assure un parti pris pour un certain nombre de libanais, notamment pour ce qui est de la communauté chiite. Or, la diplomatie américaine est de plus en plus contestée au Liban de par sa propension à interférer dans les affaires internes, politiques, économiques et plus spécifiquement migratoires. En effet, le gouvernement américain s'est opposé à un retour des réfugiés syriens dans leur pays d'origine tant que la situation politique ne serait pas stable, ce malgré la « sécurisation » du territoire syrien depuis quelques mois. Le cas du recul du retour potentiel des déplacés syriens, ou même celui du « deal du siècle » concernant la résolution inespérée du conflit israélo-palestinien laissent à penser que le Liban n'est pas seul maître à bord, et subit les volontés opposées des diverses parties de la communauté internationale en la matière. Il devient même prévisible que la solution retenue soit un compromis permettant aux populations déplacées de rester sur le territoire du pays du Cèdre, malgré les dispositions de sa Constitution prohibant une telle implantation dans le pays d'accueil. Les décisions

internationales prévaudront-elles sur la souveraineté étatique ? Les États-Unis, bons diplomates, tentent de nuancer les critiques à leur égard, rappelant leur soutien financier et matériel à l'armée libanaise, leurs investissements dans les marchés pétroliers et gaziers ainsi que leur rôle de médiateur dans le conflit de frontières maritime et terrestre libano-israélien. Reste à savoir s'ils ne sauvegardent pas leurs seuls intérêts, et feront véritablement office d'alliés du Liban dans les mois à venir.

Au milieu de ce bras de fer entre l'Iran et les États-Unis, les libanais se demandent ce qu'il adviendra de leur indépendance. Entre les populations syriennes et palestiniennes réfugiées au Liban, ses citoyens s'étonnent de voir la communauté internationale empiéter sur leur souveraineté. La crise actuelle n'a pas résolu les problèmes politiques, sociaux et économiques, pas plus que n'ont été réglées les questions du clientélisme, de la corruption ou des populations déplacées. La société libanaise est pleinement consciente des difficultés supplémentaires causées par les ingérences extérieures. Les États-Unis pourraient, comme le craignait J. Feltman, pâtir des retombées du soulèvement populaire. L'évolution de la situation doit être

décryptée avec attention, l'influence américaine au Liban pourrait en effet se trouver altérée selon les prochaines perturbations aux niveaux national et régional. De cette relation « dominant-dominé », la fierté d'un peuple avide de changements pourrait donner lieu à de brusques revirements.

L'Évangélisme américain dans la politique de Donald Trump au Moyen-Orient

Une histoire par l'imaginaire collectif est-elle possible ?

Azmi ABDO

Analyste au sein de la Délégation Proche, Moyen-Orient & Afrique du Nord

Ambassadeurs de la Jeunesse



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

DR. BARBARA SCOTT PRESENTS
**MIDWEST
VISION
& VALUES**

La Revue Diplomatique

L'ÉVANGÉLISME AUX ÉTATS-UNIS, GÉNÉALOGIE DE LA PENSÉE

Au XVIII^{ème} siècle, dans un mouvement de retour à l'orthodoxie religieuse protestante, des groupes se distinguent dans le protestantisme. C'est dans un mouvement de « grand réveil »⁸⁴ que les mouvements dits évangéliques se forment. Ces courants sont multiples et se distinguent entre eux par les pratiques, les rites et les normes. L'on peut cependant les regrouper grâce à trois idées communes. Les courants évangéliques dérivent tous du protestantisme et se séparent ainsi de l'apostolat romain catholique. Le protestantisme ne reconnaît pas l'autorité du pape et réforme les obligations du fidèle qui se voit affirmer dans son individualité devant la divinité. Son individualité se manifeste par le rapport littéral au texte religieux qu'il est nécessaire de lire seul avec les conseils et la direction d'un pasteur. Le protestantisme évangélique place l'individu au centre de la foi. Le rapport à l'individualité et l'importance

nouvelle de l'idée de prospérité, part de la théologie évangéliste depuis les années 1970, en font une croyance en accord avec l'économie de marché et la société technicienne. L'accès à la religion doit nécessairement se faire par adhésion et par choix, plus par héritage familial. La conversion est ainsi le second critère discriminant des courants évangéliques. Ce processus est perçu comme une nouvelle naissance dans une soumission renouvelée et purifiée vis-à-vis du Christ. Pour cette raison, on distingue les fidèles par l'expression de « *Born Again* » : « Né à nouveau ». Suivant le même principe, l'évangélisme est voué à se diffuser au plus grand nombre par des opérations missionnaires. Le prosélytisme est essentiel dans la vie des courants évangéliques. Cette diffusion de la religion se fait par les canaux audiovisuels et par de grandes manifestations de foi dans les « *mégachurches* »⁸⁵. Elle provoque une grande concentration de ressources qui conditionnent l'action et donne aux bienfaiteurs une aura religieuse et un statut social incontournable aux États-Unis. Le

⁸⁴ E. Falhsbush, G.-W. Bromiley, J. Milic Lochman, J. Mbiti, J. Jan Pelikan, L. Vischer, *Evangelisches Kirchenlexikon*, Eerdmans Publishing, 1999.

⁸⁵ S. Fath, *Dieu XXL, « la révolution des mégachurches*, Éditions autrement, 2008.

message missionnaire évangélique passe par les ressorts de communication et de publicité des sociétés capitalistes⁸⁶. Dans le cas des courants étasuniens, un quatrième point commun permet de mieux cerner et d'étudier le rôle de cette spiritualité dans la politique de l'État américain : l'eschatologie. La fin du monde est proche et doit être provoquée par la refonte du royaume biblique d'Israël. Ainsi, les courants évangéliques américains sont en majorité profondément sionistes.

Les trois socles de définition que nous avons mobilisés se manifestent au Moyen-Orient par deux aspects, la volonté d'ouverture politique religieuse, par la pratique du lobby et l'envoi intensif de missionnaires. Les missions évangéliques sont anciennes au Moyen-Orient. Elles prennent différentes échelles au cours de l'histoire et peuvent s'incarner dans les espaces urbains par des hôpitaux et des universités ou s'opérer de manière plus discrète, par l'action d'associations humanitaires. Par l'éducation et la création d'universités, les missionnaires servent les

ambitions développementalistes des premiers évangélistes américains. Les héritages de ces constructions sont encore visibles dans plusieurs capitales arabes avec notamment les universités américaines du Caire et de Beyrouth. Aujourd'hui, si l'on observe toujours des opérations de développement de la part de communautés évangélistes avec notamment le campement de soin de Gaza surnommé dans la presse « Hôpital américain de Gaza », ce sont surtout le lobby et l'activisme qui servent le projet missionnaire évangélique au Moyen-Orient. La promotion de la protection de la liberté religieuse dans les pays de la région est la manifestation de l'ambition prosélyte évangélique. La promotion de la liberté religieuse qui consiste en la défense du droit à la conversion permet l'évangélisation et le prosélytisme dans la région.

Au XXI^{ème} siècle, les évangéliques représentent le groupe protestant le plus important. Les congrégations et les églises évangéliques sont très variées. En plus de détenir un pouvoir symbolique important par le commerce des biens de salut⁸⁷, ces

⁸⁶ J.-C. Laurence, « Le business religieux », lapresse.ca, Canada, 17 novembre 2010.

⁸⁷ *L'Éthique protestante et l'Esprit du capitalisme* (1904-1905), traduction par Jacques Chavy, Plon, 1964.

Églises se structurent en entités économiques et politiques. Aux États-Unis, ils représentent le groupe religieux le plus important et disposent d'une puissance financière incontournable. Cette puissance fait des groupes et des leaders religieux évangéliques des acteurs politiques influents dans le pays. Pour la diffusion de leurs messages et pour l'efficacité des collectes de fonds, ils jouissent d'un maillage médiatique très dense aux États-Unis avec 373 chaînes de télévisions et 1 200 stations radios. Les religieux évangélistes entretiennent des relations privilégiées avec la représentation fédérale des États-Unis. Leur capacité de mobilisation a permis à l'actuel président américain de bénéficier de 80% des suffrages évangéliques. Cette importance, nous la constatons également au sort qui a été réservé à Billy Graham, pasteur très médiatisé qui a pu jouir d'une exposition en chapelle ardente au Capitole, privilège habituellement réservé aux personnalités politiques majeures.

LES MISSIONS AU MOYEN-ORIENT, HISTOIRE DE L'INTERVENTION RELIGIEUSE

Les activités missionnaires sont anciennes au Moyen-Orient. Au XIX^{ème} siècle, des

pasteurs renforcent l'idée que le retour des Juifs en Terre-Sainte serait un préalable à la venue du Christ sur Terre. Les protestants presbytériens et évangéliques exercent leur apostolat tout au long de l'époque ottomane, particulièrement dans le Levant (Syrie, Liban, Palestine). Daniel Bliss fonde l'Université Américaine de Beyrouth sous le nom de *Syrian Protestant College* en 1866. La fondation de cette université est la manifestation de la métamorphose du rôle des pasteurs évangélistes au Moyen-Orient. Avant 1862, Daniel Bliss mène une activité de diffusion religieuse classique que le gouvernement des États-Unis lui demande de cesser au profit de missions éducatives pour le compte de l'administration américaine. Le SPC (*Syrian Protestant College*) ainsi créé devient un centre de formation scientifique majeur de l'Empire ottoman et un foyer de mouvements réformistes musulmans. La réforme musulmane et la mission protestante cohabitent et rentrent parfois en confrontation. Des frictions apparaissent notamment à la diffusion du darwinisme qui trouve un écho important dans l'Empire ottoman. Les professeurs et les étudiants musulmans du SPC adhèrent massivement à l'idée darwiniste et y lient leurs projets politiques. Devant cette situation, les

autorités étasuniennes évincent les éléments perturbateurs et remplacent le personnel enseignant par des professeurs créationnistes et évangélistes. Il s'agit là d'un exemple du double standard que porte l'évangélisation du Levant au XIXème siècle et d'une première manifestation de l'interventionnisme politique et idéologique occidental au Moyen-Orient entre ouverture religieuse et éducative et contrôle strict du dogme.

L'activité missionnaire du XIXème siècle donne naissance à plusieurs branches orientales de l'évangélisme. Malgré le socle idéologique et apostolique commun, les mouvements religieux évangéliques ne sont pas placés sous la direction spirituelle d'une autorité centrale comme peut l'être le catholicisme. Joseph Kassab dirige le Conseil suprême des évangélistes moyen-orientaux concentrés pour la plupart en Palestine, Syrie et au Liban. En 2019, le Conseil suprême appelle à ne pas confondre le sionisme chrétien, caractéristique de l'évangélisme américain, et leurs mouvements qui se désolidarisent des revendications qui peuvent mettre en danger les membres des communautés levantines. Dans les discours, les groupes locaux entretiennent un rapport complexe

avec la métropole religieuse étasunienne. Ils portent la même ambition prosélyte et la soutiennent grâce à des financements internationaux en provenance des États-Unis ou d'Amérique latine, les deux foyers les plus importants de l'évangélisme protestant. Le prosélytisme religieux oriental passe par différents canaux, notamment des chaînes de radio ou de télévision comme El Mahabba, Al-Hayat ou Miracle Channel.

Au Moyen-Orient, le prosélytisme américain est facilité par la présence américaine. On y observe un discours de « guerre sainte » mobilisé par les grandes églises évangélistes étasuniennes. Les mouvements missionnaires actifs « *The voice of Martyr* » ou « *The southern baptist convention* » emploient le registre de croisade dans leurs activités et dans la promotion de leurs actions. Ces deux confréries prônent un prosélytisme dynamique de propagation de l'amour « agressif de Dieu ». Trois membres de l'administration Trump sont explicitement évangélistes : Mike Pompeo, Mike Pence et John Bolton. Le premier, chef de la diplomatie américaine déclare, en janvier 2019, au cours d'un discours à l'Université américaine du Caire : « *[d]ans mon bureau*

je garde une bible ouverte pour me rappeler de sa parole et de sa vérité [...] L'Amérique est une force au service du Bien au Moyen-Orient »⁸⁸. Dans son discours, le Secrétaire d'État américain décrit la bonté des États-Unis et leur rôle d'avant-poste dans la diffusion du message divin. Le combat face à l'islam radical et la protection des chrétiens sont régulièrement mobilisés dans les discours politiques néo-conservateurs. Cette rhétorique se met en acte au Moyen-Orient par le soutien aux constructions chrétiennes comme la cathédrale copte monumentale de la nouvelle capitale du Maréchal Al-Sissi. De manière plus concrète, Sheldon Adelson, grand donateur du parti républicain, est un évangéliste américain aux relations influentes qui pousse au transfert de l'ambassade américaine en Israël à Jérusalem, en faisant ainsi la capitale de l'État hébreu. Au cours de la cérémonie d'inauguration de ladite ambassade, deux pasteurs sont présents : Robert Jeffress et John Hager. Le premier, Robert Heffress, considère que les Juifs et les musulmans sont liés à l'enfer quant au

second, John Hager, télévangéliste fondateur du Christian United for Israël, considère qu'Adolf Hitler est au centre d'un plan divin pour renvoyer les juifs en Israël. La volonté de réalisation eschatologique protestante évangélique trouve avec l'administration Trump un soutien de taille dans l'établissement des prérequis au retour du Christ sur Terre.

LE RÔLE DE L'ESCHATOLOGIE ÉVANGÉLISTE DANS L'AGENDA GÉOPOLITIQUE AMÉRICAIN

Le rôle des évangélistes dans la construction de l'agenda politique étasunien est soulevé principalement durant le mandat de Georges Bush. Si la doctrine religieuse pénètre le discours politique depuis le début du XXème siècle et la prohibition, les religieux voient leur puissance de mobilisation utilisée explicitement à partir de 1976 avec la campagne de Jimmy Carter. La guerre du Golfe fait passer un cap à l'influence des représentations évangélistes dans le discours politique de l'administration

⁸⁸ J.-P Filiu, « Les 'fous de Dieu' de Trump », Le Monde blog, 03 février 2019. URL : <https://www.lemonde.fr/blog/filiu/2019/02/03/les-fous-de-dieu-de-trump/>

américaine sur le Moyen-Orient. En 2001, les deux tiers des évangélistes sont favorables à la guerre en Irak. La guerre est motivée par le dessin d'un « axe du mal » que combattraient les États-Unis, leaders du monde libre, le bien. La guerre juste est souvent décrite comme l'outil rhétorique central dans la légitimation de l'intervention américaine. Cette guerre juste emprunte sa logique à la théologie chrétienne de Saint Augustin et ses principes à la morale puritaine. Ces références sont présentes notamment dans la lettre ouverte du 3 octobre 2002 signée par la droite chrétienne. Au sujet de la politique internationale des États-Unis, les évangélistes, comme la plupart des électeurs conservateurs, blâment le président Obama pour son usage de la diplomatie. À l'instar de Trump, ils critiquent également les mensonges de Bush au sujet des armes de destruction massive en Irak⁸⁹.

En résumé, il est un candidat de rupture qui mobilise par la polarisation et le clivage. Trump est l'intermédiaire du changement de paradigme désiré par l'électorat

évangélique et par la frange fondamentaliste de la Droite chrétienne américaine.

Les églises évangélistes ont la capacité de mobiliser rapidement et efficacement un capital financier et symbolique très important. Ces groupes sont une manne financière pour un système électoral donnant au lobbying un rôle institutionnel. En plus des canaux de financements que les églises évangélistes ont à leur disposition, ces dernières peuvent mobiliser les ressorts symboliques de leur activité missionnaire dans des productions audiovisuelles de promotion pour les candidats de leurs choix. Les évangélistes, qui représentent le quart de l'électorat américain, ont à leur disposition un réseau international de promotion et de collecte de fonds et sont représentés sur les scènes politiques et culturelles par des personnalités charismatiques et reconnues. En octobre 2018, *La Prophétie Trump*⁹⁰ est diffusé aux États-Unis. Dans ce film produit et réalisé par des évangélistes, le président américain est présenté comme le « candidat de Dieu pour le chaos ». Donald Trump se voit

⁸⁹ Donald Trump in Mehta 2016.

⁹⁰ S. Schultze, *The Trump Prophecy*, 2018, ReelWorksStudios, Liberty University's Cinematic Art program. Budget : 2millions de dollars, box-office : 671 198 dollars.

donner une place de choix dans l'eschatologie évangéliste puisqu'il est le médium par lequel le Messie adviendra. Dans cette production, Lance Wallnau, prophète autoproclamé, affirme que Donald Trump est le « Cyrus moderne ». Pour Peter Wehner⁹¹, Donald Trump est l'antithèse du portrait de l'évangéliste idéal. La prudence, la raison, la sagesse et le sacrifice au profit du bien ne sont pas pour lui les adjectifs qui font sa force. De la même manière, Cyrus dans l'Ancien testament a un rôle de berger, il est l'oint de Dieu sans en être mentionné explicitement comme le serviteur. Le Roi des Perses ne fait pas partie du peuple élu mais il est un vassal élu par Dieu pour accomplir la prophétie du retour des juifs à Jérusalem. Dieu demande ainsi à Cyrus de bâtir une maison à Jérusalem en Juda⁹². Trump est éduqué en Presbytérien et ne correspond pas à l'idéal évangéliste de la piété. Pourtant, il se rapproche de l'évangélisme à l'arrivée de l'élection présidentielle avec le choix, à ses côtés, de Mike Pence, évangéliste convaincu. Il parvient, par un discours polarisant, à rallier cet électorat puritain malgré la présence de

candidats évangélistes à la primaire républicaine.

L'évangélisme est, à l'époque contemporaine, un élément de rapprochement diplomatique. On l'a vu, Pompeo et Pence convoquent fréquemment un registre évangéliste dans leurs discours. Plus largement, des réseaux transnationaux évangélistes permettent le rapprochement de dirigeants et la convergence de leurs décisions politiques. On pense par exemple à l'alliance entre Donald Trump et deux présidents évangélistes latino-américains : Jimmy Morales, ex-Président du Guatemala et Jair Bolsonaro au Brésil. Ces alliances se matérialisent notamment dans le soutien apporté à la cause israélienne, les trois dirigeants ayant choisi de déplacer leurs ambassades à Jérusalem.

Le transfert de l'ambassade des États-Unis en Israël de Tel Aviv à Jérusalem est une idée ancienne. Par ce choix, la ville plurimillénaire deviendrait *de facto* la capitale politique de l'État d'Israël. Jérusalem est le centre historique du Royaume mythique d'Israël. La constitution de l'État hébreu est une

⁹¹ Wehner, Peter. 'What Wouldn't Jesus Do ??' in *The New York Times*, 1er mars 2016.

⁹² Ancien Testament ; 2. Chr 36 : 23.

première incarnation des ambitions eschatologiques évangélistes bien que l'implication de cette doctrine sioniste chrétienne ne soit pas centrale dans sa construction politique. En 1995 déjà, la Loi sur l'ambassade de Jérusalem adoptée par le Congrès prévoyait un transfert de l'ambassade des États-Unis dans la ville sainte avant 2000. En 2003, l'initiative de Genève accorde aux deux parties deux capitales reconnues dans les zones hiérosolymitaines placées sous leurs autorités respectives. Le 14 mai 2018 pourtant, date d'anniversaire des 70 ans de la déclaration d'indépendance de l'État d'Israël, les États-Unis inaugurent leur capitale. Il s'agit là d'une manifestation de la nouvelle politique promue par Donald Trump pour le Moyen-Orient. Les États-Unis de Donald Trump abandonnent le rôle d'intermédiaires dans les conflits de la région autant que celui de protecteur des monarchies du Golfe. « L'accord du siècle » présenté le 28 janvier 2020 vise à accélérer et à intensifier l'emprise d'Israël sur la rive occidentale du Jourdain et participe à la volonté de retrait des autorités américaines dans la gestion du dossier

israélo-palestinien. Donald Trump donne les rennes à la droite religieuse israélienne avec, à leur disposition un texte comme outil de liquidation des négociations⁹³.

Nous avons décrit l'intérêt des évangéliques américains dans la politique de renforcement de l'État d'Israël. L'autorité de la Bible est réaffirmée à partir de la lettre du texte religieux. Pour ces courants, la lecture directe prime sur l'exégèse et les prophéties bibliques sont des aperçus de l'avenir proche. Ainsi, les décisions de Donald Trump au Moyen-Orient placent la Bible au sommet d'une hiérarchie normative du fait de sa portée prédictive. La Loi de Dieu s'affranchit des règlements terrestres et permet une lecture plus souple de l'idée de souveraineté, pourtant fondatrice en droit international. Cependant, malgré une grande proximité avec le texte, il subsiste des divergences entre les positions politiques des courants évangéliques américains et mondiaux. Ainsi, Wissam al-Saliby, président de l'Alliance évangélique mondiale auprès des Nations unies, condamne le plan de paix de Trump du fait de son déséquilibre.

⁹³ H. Alaoui, « De l'Algérie au Soudan, les répliques du 'Printemps arabe' », *Le Monde Diplomatique*, mars 2020, pp. 4-5.

D'une autre manière, le texte religieux et les éléments rhétoriques qu'il offre dans la légitimation d'une position peuvent être mobilisés aussi bien pour la division, pour la promotion déséquilibrée, que pour le rapprochement entre Israéliens et Palestiniens. Dans les mémoires du Président américain Jimmy Carter⁹⁴, ce dernier légitime les accords de Camp David (1978) par une vision géopolitique de rapprochement des peuples issus du « sang d'Abraham ». Ce sang ferait de Menahem Begin et de Yasser Arafat des personnalités sœurs que les États-Unis ont la mission de rapprocher au nom de la morale biblique.

LES LIMITES DE LA LECTURE RELIGIEUSE DE LA GÉOPOLITIQUE AMÉRICAINE AU MOYEN-ORIENT

Nous sommes tentés de lier la victoire de Trump et la modification de l'agenda géopolitique américain à une idée religieuse de la gestion des affaires terrestres. Les entreprises américaines seraient à replacer dans le contexte d'une perception eschatologique des évolutions contemporaines du monde et des relations

internationales. Alphonse Dupront présente dans *Le Mythe de croisade*⁹⁵, les emmêlements qui existent, dans les histoires européennes, avec une idée de croisade survivant à la prise de Saint-Jean d'Acre. Ce sentiment d'arrachage aux lieux saints qui survit après l'expérience des États latins conduit l'Occident à renouer avec lui-même. La fin des croisades amènerait la modernité : le recentrement sur l'individu et une place nouvelle donnée à la raison. Cette approche historique emprunte à l'idée de sacré et de profane de Mircea Eliade, et laisse une place considérable à l'irrationnel ainsi qu'à l'inconscient collectif. L'idée de croisade apporte une dimension charnelle aux décisions politiques des États européens modernes. Dans notre cas, l'idée de retour des Juifs en Israël et de réalisation d'une prophétie aurait pour implication, non pas seulement la modification d'une politique étrangère au Moyen-Orient, mais une métamorphose de tous les comportements sociaux et politiques du fait des intrications auxquelles invitent l'idée de retour du Christ sur Terre. Nous choisissons ici d'éviter l'écueil culturaliste et téléologique qu'offre cette perception. La

⁹⁴ J. Carter, *Keeping Faith : Memoirs of a President*, 1982, University of Arkansas Press, Fayetteville.

⁹⁵ A. Dupront, *Le mythe de croisade*, 1997, Gallimard, Paris, 4 tomes.

psychologie collective, si elle jouit d'une influence, doit composer avec les intérêts particuliers et les rationalités des acteurs et des groupes. Les évangélistes sont à la fois un groupe religieux, économique et politique permettant à ses membres de se distinguer socialement et politiquement.

Si Georges Bush, né méthodiste, a bien rejoint un courant évangéliste, la sainte ligue à laquelle on a pu penser au moment de l'invasion de l'Irak est à nuancer. En effet, en 2001, plus d'un tiers des évangélistes sont réservés au sujet de l'invasion en Irak. De plus, si le registre religieux a une place importante dans les discours de guerre juste et d'invasion, ce ne sont pas à proprement parler des discours évangélistes. Il s'agit plutôt d'outils d'expression du patriotisme américain et du puritanisme néo-conservateur commun à d'autres mouvements de la droite chrétienne. La « Démocratie » et la « Protection des États-Unis » restent les éléments les plus structurants des discours de promotion de l'intervention américaine au Moyen-Orient. Le retrait de Donald Trump pourrait permettre de limiter l'influence de l'eschatologie évangélique dans la politique américaine. Le registre religieux utilisé par ses secrétaires d'État

ainsi que les décisions sionistes empruntées aux idées de la droite évangéliste semblent être surtout des outils de légitimation de la position de Trump qui, dans le même temps, opère un retrait stratégique des forces américaines dans la région. Nous l'avons vu, les mêmes sources religieuses ont servi à justifier une politique inverse au cours du mandat de Jimmy Carter.

Nous avons observé l'influence des idées évangélistes et leur matérialisation au Moyen-Orient depuis l'Université Américaine de Beyrouth fondée par Daniel Bliss, jusqu'au plan de partage proposé par Trump précédé par le déplacement de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem et l'ouverture, par une ONG américaine, d'un campement médical à Gaza. L'on constate que les opérations teintées de l'objectif missionnaire et eschatologique évangéliste sont principalement des opérations de *soft power*. Le lien est bien plus difficile à tracer pour les opérations militaires ou les soutiens financiers tant la pluralité des acteurs en jeu est grande. Les relations d'interdépendances qui entrent en jeu dans la politique des États-Unis au Moyen-Orient ne permettent pas de réduire les entreprises politiques de la puissance américaine à la réalisation des ambitions

religieuses d'un groupe d'électeurs, de mécènes ou même de puissants hommes politiques. Le *soft power* américain se manifeste par les entreprises protestantes qui en tirent le bénéfice missionnaire qu'elles convoitent. En contrepartie, les acteurs politiques utilisent les ressources symboliques, économiques, sociales et communicationnelles de l'évangélisme dans la compétition politique et dans la légitimation de leur action.

Les États-Unis et l'Afghanistan sous la présidence de Donald Trump

Françoise HOSTALIER
Ancien Ministre
Présidente du Club France-Afghanistan

TOUTES LES COMPLEXITÉS RASSEMBLÉES

L'Afghanistan n'est pas un pays comme les autres, par son histoire et surtout par sa situation géographique. Au cœur de l'Asie Centrale, carrefour millénaire des grandes civilisations, il fut souvent victime de conflits ou d'ambitions géopolitiques qui, chaque fois, ont fragilisé davantage toutes les structures du pays qu'elles soient politiques ou économiques.

Théâtre d'une guerre depuis 2001 déclarée par les États-Unis contre le terrorisme, le pays n'a pas profité des milliards de dollars déversés par les États-Unis (on parle d'un total de deux mille milliards de dollars) et différents donateurs et se retrouve, 19 ans après, revenu au point de départ avec le risque du retour au pouvoir des Taliban et la menace d'un nouveau groupe terroriste international prenant base sur son sol : Daech.

Le principal acteur de ce désastre, les États-Unis, sans vouloir reconnaître aucune responsabilité, cherche à tout prix à tourner la page et à quitter le pays. Le président Donald Trump, lors d'une conférence de presse le samedi 7 mars 2020, a déclaré :

« [c]ountries have to take care of themselves » et d'ajouter: *« We can't be there for next 20 years. We've been there for 20 years and we've been protecting the country »* laissant entendre que le retour au pouvoir des Taliban pouvait être une possibilité.

LES ÉTATS-UNIS, PAYS ISOLATIONNISTE DEPUIS TOUJOURS

Contrairement à l'image communément sublimée, les États-Unis ne sont pas le gendarme du monde au service des faibles et des opprimés. Chaque fois que ce pays est intervenu militairement en dehors de son territoire, ce fut pour défendre sa sécurité ou ses intérêts économiques. Seule exception, il y eut des participations à des conflits pour soutenir des factions se battant contre des régimes communistes, ennemi juré des États-Unis.

Lors de la Première Guerre mondiale, les États-Unis déclarent une stricte neutralité et refusent de prendre part au conflit malgré les appels de la Grande-Bretagne notamment. Les nombreux Américains qui souhaitaient pourtant s'engager pour venir soutenir les forces qui combattaient les Allemands furent mis en garde : « tout

citoyen américain qui s'engagerait au service d'une puissance étrangère perdrait ses droits et sa nationalité américaine ». De ce fait, il ne leur restait que la possibilité de s'engager dans la Légion étrangère pour combattre ou dans les structures sanitaires pour aider.

Dès janvier 1917, l'Allemagne tente de maîtriser les mers par une guerre sous-marine qui compromet fortement le commerce entre les États-Unis et l'Europe. De plus, le fameux « télégramme Zimmermann » adressé à l'ambassadeur d'Allemagne à Mexico lui demandant d'obtenir l'alliance du Mexique contre les États-Unis moyennant la récupération des États du Texas, du Nouveau-Mexique et de l'Arizona, rendu public dans la presse américaine le 1^{er} mars 1917, oblige les responsables politiques américains à rompre leur silence et leur immobilisme. Bien que le congrès américain, à la demande du président Woodrow Wilson, reconnaisse le 6 avril 1917 l'état de guerre entre les États-Unis et l'Allemagne, ce n'est que le 13 juin 1917 que le général John Pershing débarque à Boulogne-sur-Mer pour faire une évaluation des besoins et des possibilités pour acheminer hommes et matériels. Cet apport ne sera effectif qu'en

novembre 1917 et l'armée américaine restera indépendante des autres unités engagées sur le front.

L'engagement américain financier, matériel et humain sera décisif pour accélérer la défaite allemande, mais combien de vies auraient été épargnées s'il y avait eu une réponse plus tôt ?

Il en sera de même lors de la Seconde Guerre mondiale. C'est l'attaque surprise de la base militaire de *Pearl Harbor*, le 7 décembre 1941, qui oblige les États-Unis à sortir de leur neutralité dans un conflit qui est déjà mondial. Mais bien que le 11 décembre 1941 l'Allemagne et l'Italie déclarent la guerre aux États-Unis, ceux-ci se concentrent uniquement sur le Pacifique et l'Asie. Ce n'est qu'en 1943 que des soldats américains sont engagés en Afrique du Nord aux côtés des forces françaises puis participeront aux campagnes d'Italie. Mais c'est évidemment lors de l'opération *Overlord* du 6 juin 1944 que la participation des combattants américains restera dans toutes les mémoires avec les débarquements sur Utah Beach et Omaha Beach.

Le comportement des gouvernements américains n'enlève rien à l'héroïsme et au dévouement individuel de tant de militaires

américains qui ont donné leur vie sur notre sol non seulement pour faire leur devoir de soldat mais aussi au service d'un idéal commun de liberté.

Il n'empêche que le mépris des hommes politiques américains pour les dirigeants européens et surtout français montre bien les limites de la motivation de notre allié d'outre-Atlantique. La conférence de Yalta le 4 février 1945 entre uniquement Franklin Roosevelt, Wilson Churchill et Joseph Staline, laissant Charles de Gaulle à la porte, en est une particulière illustration.

Les interventions militaires plus récentes des États-Unis sont soit contre un régime communiste (Vietnam) soit pour avoir la main sur des sources d'approvisionnement de matière première, essentiellement le pétrole (les guerres d'Irak et la destitution et disparition de Saddam Hussein).

Par ailleurs, marquant leur singularité, les États-Unis n'ont signé aucune charte internationale, aucun accord contraignant et aucun traité dont ils ne seraient pas le principal leader (exemple de l'OTAN) voulant garder leur libre arbitre dans tous les domaines.

Ainsi, tous les présidents américains ont mené, plus ou moins, une politique

isolationniste. Le président Barack Obama a bien essayé quelques ouvertures qui furent immédiatement contrecarrées par son successeur Donald Trump à l'instar de l'accord de Paris sur le climat (12 décembre 2015) ou l'accord de Vienne sur le nucléaire iranien (14 juillet 2015) qu'il a dénoncés dès son arrivée au pouvoir.

LA SINGULARITÉ DE DONALD TRUMP

L'élection de Barack Obama avait déjà été un évènement singulier ; mais le couple présidentiel présentait toutes les caractéristiques du « modèle américain ». Un couple uni, jeune, très sympathique, issu des classes moyennes représentant l'image du « rêve américain » et de la promotion sociale pour tous. L'élection de Donald Trump, à l'inverse, a sonné comme la revanche d'une toute autre Amérique. La grande majorité de son électorat est formée d'électeurs masculins, blancs, relativement âgés et peu diplômés. Nous avons oublié que cela composait cette Amérique profonde qui longtemps avait boudé les urnes mais qui cette fois s'était mobilisée, en partie par frustration d'avoir eu, pendant deux mandats, un président noir. Cependant, c'est bien la singularité du mode d'élection du président américain qui

a permis à Donald Trump de remporter la victoire par 306 grands-électeurs contre 232 à sa rivale Hilary Clinton, bien que celle-ci ait eu 2,1% de voix populaires de plus que lui. Dès ses premières décisions en tant que président, les Américains et le monde entier sont allés de surprise en surprise et personne n'aurait pu imaginer que la première puissance économique et militaire du monde soit administrée par un président versatile, communiquant sans cesse à coup de messages par tweets ou par conférences de presse improvisées.

Dès son élection, le 20 janvier 2017, il s'entoure de conseillers inexpérimentés et lors de cette première année de pouvoir, un tiers seront démis de leur fonction ou partiront d'eux-mêmes pour incompatibilité avec les méthodes de leur président. En décembre 2018, 62% des hauts responsables de son administration ont été changés et cela porte un fort préjudice à la crédibilité des États-Unis dans un contexte politique mondial particulièrement complexe.

C'est le cas de l'Afghanistan, dossier douloureux pour la politique étrangère et pour l'armée américaine.

L'AFGHANISTAN, UN PAYS TRÈS PARTICULIER

Pour les États-Unis, les attentats de New York et Washington du 11 septembre 2001 furent un double choc ; d'une part à travers le drame proprement-dit mais aussi du fait que, pour la première fois de leur histoire, ils étaient attaqués sur leur propre sol par une entité étrangère. Après que les Taliban aient rejeté l'ultimatum annoncé par George W. Bush le 20 septembre 2001 devant le Congrès, leur demandant expressément de livrer Ben Laden, la mobilisation fut immédiate et la réplique à travers l'opération Enduring Freedom avec comme premier partenaire, le Royaume Uni, démarre le 7 octobre 2001. Il s'agit alors de la mobilisation de forces spéciales ayant pour but la capture de Ben Laden. Le 9 octobre, la jonction se fait avec la coalition des Forces du Nord afghanes en guerre contre les Taliban depuis leur prise du pouvoir en 1996, et qui libèrent les villes de cette zone comme Mazar-e-Sharif. Le 9 décembre, tout le pays est estimé libéré des Taliban. Intervient alors la mise en place d'une coalition internationale sous l'égide de l'OTAN, la FIAS (Force Internationale d'Assistance et de Sécurité) en français et l'ISAF (International Security Assistance

Force) en anglais, qui aura rapidement un mandat des Nations unies permettant à d'autres pays d'y participer et dont le but est de reconstruire le pays, en fait de le modeler, afin de prévenir tout risque de nouveau sanctuaire terroriste. Parallèlement, l'ONU déploie un très lourd et coûteux dispositif, l'UNAMA (United Nation Assistance Mission in Afghanistan) dont le but est similaire et qui sera en concurrence avec des actions civilo-militaires de l'ISAF, notamment dans la mise en place des PRT (Provincial Reconstruction Teams).

À aucun moment il n'est venu à l'esprit des responsables américains d'associer les « vaincus », c'est-à-dire les Taliban, à de quelconques négociations de paix et de reconstruction. Disparus du paysage, ils n'avaient plus d'existence et ce fut l'une des principales erreurs qui sera dramatiquement payée.

Les deux opérations Enduring Freedom et celle de l'ISAF sont distinctes mais les États-Unis en sont le principal contributeur en militaires, armements et moyens

financiers, et ils les pilotent sans vraiment de partage avec leurs partenaires.

Si, en 2001, les forces internationales sont les bienvenues pour chasser les Taliban qui semaient la terreur auprès de la population, très vite, il apparaît une incompréhension réciproque entre celle-ci et ses libérateurs, puis le rejet par les Afghans de ce qu'ils considèrent comme une force d'occupation. Beaucoup de militaires américains ont reconnu, *a posteriori*, que leur comportement vis-à-vis de la population fut particulièrement inapproprié dans un pays déjà meurtri par des décennies de guerre et aux traditions ancrées profondément dans la nature même du peuple afghan. De plus, la politique américaine en Afghanistan n'avait rien d'humaniste et de désintéressée⁹⁶.

Ils avaient surtout négligé le fait qu'il ne faut jamais mépriser ni humilier un peuple parce qu'en retour la réaction pouvait être fatale et, malheureusement, tout au long de ces années de présence américaine les courbes de l'augmentation des effectifs militaires et celle des victimes des actions meurtrières des Taliban sont parallèles. Le

⁹⁶ Voir en ce sens : [https://www.washingtonpost.com/graphics/2019/in-](https://www.washingtonpost.com/graphics/2019/in-vestigations/afghanistan-papers/afghanistan-war-nation-building/)

[vestigations/afghanistan-papers/afghanistan-war-nation-building/](https://www.washingtonpost.com/graphics/2019/in-vestigations/afghanistan-papers/afghanistan-war-nation-building/)

peuple afghan aura été la principale victime de ces attaques mais sans jamais s'être rallié aux armées étrangères.

Les Américains, et dans leur sillage la communauté internationale, se sont laissés prendre au jeu de vouloir transformer la société afghane, de faire de l'Afghanistan un pays moderne à marche forcée sans se préoccuper des difficultés du quotidien des individus ni de leurs aspirations. Le pire exemple est certainement le fait d'avoir imposé, à partir de 2004, des élections à travers un système électoral totalement inadapté. Aucune élection n'a été satisfaisante et aujourd'hui, après la 4ème élection présidentielle du 28 septembre 2019, le pays est dans un chaos politique total.

Il est étrange qu'aucun stratège militaire n'ait été sensible aux leçons de l'histoire et à la légende de l'Afghanistan « cimetière des empires » qu'aucun pays étranger n'a jamais réussi à dompter ni à dominer.

GESTION D'UNE GUERRE AU COUP PAR COUP

Barack Obama, à son arrivée au pouvoir le 20 janvier 2009, hérite d'une situation déjà

fortement enlisée. Il avait promis dans sa campagne électorale de mettre fin à cette guerre mais il doit se rendre à l'évidence que ce ne sera pas facile et, en plus, il y a encore 170 000 soldats américains engagés en Irak. Il démet de ses fonctions le Général David Mc Kiernan, commandant en chef de toutes les forces en Afghanistan et le remplace par le Général Stanley Mc Chrystal avec la mission de changer de méthode. Il s'agit de « gagner les cœurs et les esprits », s'inspirant du concept développé par le maréchal français Hubert Lyautey (1854-1934) et de créer les conditions d'une autosuffisance de l'Afghanistan en matière de défense et sécurité ainsi qu'en matière économique.

Le premier aveu d'échec officiel se fera lors du sommet de l'OTAN du 20 novembre 2010 avec la déclaration du début de transfert de la sécurité du territoire aux forces afghanes et l'annonce du retrait des troupes américaines pour 2014. Or, chacun sait que l'armée et la police afghane sont totalement incapables d'assurer la sécurité du pays sans le soutien, notamment logistique, des forces américaines et que l'annonce du retrait en 2014 sonne comme un message de passage du pouvoir aux Taliban après cette date.

Il convient de reconnaître que ces derniers ont sans doute à cette époque commis une faute stratégique en redoublant d'attaques et d'attentats, causant beaucoup de victimes militaires mais surtout civiles et obligeant la coalition internationale à revoir sa position et, finalement, à renforcer ses effectifs.

Aussi, malgré sa volonté de retrait, le président Obama ne pourra pas tenir ses engagements.

Au cours de sa campagne électorale, Donald Trump avait également annoncé qu'il mettrait fin à toutes les interventions militaires américaines, conformément à son programme particulièrement isolationniste. Dès sa prise de pouvoir, le 20 janvier 2017, il relance les tentatives de dialogue avec les Taliban qui, en fait, existaient plus ou moins depuis 2010.

Mais il le fait dans la lignée de ses méthodes, avec arrogance et la certitude que rien ne peut lui résister, face à des interlocuteurs qui sont aux antipodes de cette stratégie. En septembre 2018, il nomme Zalmay Khalizad, envoyé spécial avec mission impérative de faire signer un traité de paix avec les Taliban permettant de rapatrier tous les militaires américains et de

mettre fin à la guerre avant novembre 2020, date des élections présidentielles.

De fait, le négociateur ne ménage pas sa peine et multiplie les rencontres en différents points du globe utilisant parfois d'autres vecteurs comme les Pakistanais, les Russes, les Chinois, les Saoudiens, quelques Européens. Cependant, le résultat sera désastreux. N'ayant pas voulu associer de représentants du gouvernement ou ceux de partis politiques afghans à cette négociation, le peuple afghan s'est senti humilié et abandonné. Cela n'a fait qu'augmenter sa rancœur contre les étrangers et mettre en avant la légitimité des Taliban, seuls interlocuteurs apparemment reconnus par les Américains.

MALGRÉ TOUT, UN PEU D'ESPOIR

Il est vrai que de leur côté, les politiques afghans n'ont pas fait beaucoup d'efforts pour faire face à cette situation. La vieille querelle, datant des élections de 2014, entre Ashraf Ghani et Abdullah Abdullah, exacerbée par l'échec de l'organisation de l'élection de 2019, disqualifiait les deux parties pour entrer dans l'espace des négociations.

L'accord de paix devait être signé le 9 septembre 2019, à Camp David, entre

Donald Trump et une délégation de Taliban. Déjà, et dans l'entourage même du président, beaucoup s'étaient exprimés contre ce cérémonial qui semblait balayer tous les sacrifices du peuple américain, que ce soit lors des attentats du 11 septembre 2001 ou ceux des plus de 2 500 militaires américains morts en Afghanistan. Aussi, Donald Trump a pris prétexte d'un ultime attentat qui, le 5 septembre 2019, avait tué, dans la zone verte de Kaboul, 12 personnes dont un haut militaire américain, pour annuler cette signature. L'ayant fait par un nouveau tweet et au dernier moment, ce fut une nouvelle humiliation envers, cette fois, les Taliban.

L'accord de paix sera néanmoins finalisé le 29 février 2020 à Doha mais par la simple signature de Zalmay Kalilzad.

Ayant été exclu de ces négociations, le gouvernement afghan, soutenu dans ce sens par l'opposition, a refusé de mettre en œuvre l'une des clauses de cet accord de paix consistant en la libération de 5 000 prisonniers talibans contre 1 000 prisonniers des forces de sécurité afghanes. Néanmoins, les responsables politiques afghans ont réussi, après bien des difficultés, à se mettre d'accord pour constituer une commission inclusive et

représentative composée de 21 personnalités dont 5 femmes, pour entamer les négociations avec les Taliban.

La population afghane, épuisée économiquement et moralement par ces 19 ans de guerre, prolongeant 4 années d'un régime barbare, succédant lui-même à une terrible guerre civile qui était la conséquence de l'échec de l'invasion soviétique de 1978 à 1989, a vu dans ces accords de paix la promesse du départ des militaires américains, et dans la constitution d'une délégation intra-afghane, enfin un véritable espoir.

Malheureusement, dans le même temps arrivaient les premiers cas de Covid-19. Il est ainsi des peuples marqués par le destin. Le peuple afghan, en fait mosaïque d'ethnies, a déjà traversé tant de crises dans son histoire qu'il réussira certainement à franchir ces nouveaux défis. Il faut néanmoins espérer que le départ programmé des militaires ne s'accompagnera pas de l'arrêt de l'aide financière américaine et internationale indispensable au fonctionnement du pays tant qu'il n'aura pas acquis un développement économique suffisant.

L'Iran : Comment gérer plusieurs crises ?

Michel Makinsky

Directeur Général d'Ageromys International

Chercheur associé à l'Institut Prospective & Sécurité en Europe

La République Islamique d'Iran traverse comme ses voisins une période délicate inédite de par la combinaison de défis internes majeurs et de bouleversements stratégiques régionaux et globaux. Cette situation est d'autant plus complexe à décrypter qu'elle est exceptionnellement fluide.

UN NOUVEAU PAYSAGE POLITIQUE APRÈS LES LÉGISLATIVES DE FÉVRIER 2020 : LE POUVOIR A-T-IL BASCULÉ

Le premier tour des élections législatives du 21 février 2020 (le 2^{ème} tour est supposé intervenir le 11 septembre) signe plus que l'acte de décès de la majorité rassemblant conservateurs pragmatiques d'Ali Larijani (président du majlis), des modérés du chef de l'État, et d'une pincée de réformateurs. Au-delà de la victoire des conservateurs « durs », c'est un renforcement considérable de l'emprise politique, économique⁹⁷, des Gardiens de la Révolution visant à effacer la « parenthèse Rohani ». Les résultats sont sans appel : 221 des 290 sièges ont été gagnés par des conservateurs dont beaucoup proches ou

alliés des pasdarans. Les modérés et réformateurs n'ont conservé que 19 ou 20 sièges par rapport aux 121 qu'ils détenaient. Ceci résulte de l'élimination massive de leurs candidats par le Conseil des Gardiens de la Constitution. L'ancienne majorité, déjà minée par l'affaiblissement d'Ali Larijani dont le clan en cours de marginalisation systématique par le Guide et les pasdarans, avait déjà éclaté. Le scrutin marqué par une abstention record (participation nationale de 42,6%, et de 25% à Téhéran) en particulier d'électeurs modérés, est sans appel. Dans la capitale, la liste conduite par l'ancien maire Qalibaf, (issu des rangs pasdarans), sévèrement battu aux municipales sur fond d'accusation de corruption, remporte tous les sièges de la circonscription. Les Gardiens de la Révolution vont prendre leur revanche. Les mois qui suivent le confirment. Déjà, après ces élections de 2017, le nouveau maire de Téhéran qui avait voulu purger la ville de la corruption organisée par les Gardiens, a été victime de manœuvres d'une âpreté rare.

Les pasdarans sont d'autant plus décidés à contrôler ce qui leur échappe encore qu'ils se savent menacés par deux fronts. Au

⁹⁷ Sara Bazoobandi, Iran's Revolutionary Guards, Four Decades of Expanded Business and Military

Influence, The Arab Gulf States Institute in Washington, 12 décembre 2019.

premier rang, Trump et les plus décidés de ses conseillers (Bolton écarté, mais Pompeo et d'autres à la manœuvre pour les écarter en vue d'un mythique « regime change » ou effondrement du pouvoir). En éliminant le général Soleimani⁹⁸, ennemi juré perçu comme le plus capable d'affronter l'Amérique, le président a voulu porter un coup sévère aux Gardiens. Sa disparition affaiblit leur crédibilité extérieure, en l'absence d'un successeur aussi charismatique.

À l'intérieur, les mécontents qui manifestent depuis l'hiver 2017/2018 contre leur corruption (ils sont les principaux bénéficiaires des sanctions), le fardeau des engagements militaires iraniens dans la région, ont protesté avec virulence contre les Gardiens, mais aussi le Guide qui mise sur eux, après les dissimulations éhontées de leur responsabilité dans la destruction du Boeing ukrainien dont tous les passagers sont morts. L'indignation fait rage. La pandémie du Covid-19 a offert aux pasdarans l'occasion de se poser en

« défenseurs de la population » et de reconquérir une « respectabilité » érodée. Ils vont (avec la bénédiction de Khamenei) prendre des initiatives (construction de centres hospitaliers, mobilisation de leurs personnels médicaux, déploiement de volontaires, distribution de secours⁹⁹) visibles, montrant leur efficacité par rapport aux improvisations gouvernementales. Plus significatif, ils ignoreront les autorités sanitaires en prétendant mettre au point des vaccins, voire d'imaginaires appareils de détection des virus¹⁰⁰. Ils contrôleront certains approvisionnements chinois. Pire, ils terrorisent les médecins et familles de victimes (dont le nombre réel est caché), et empêchent l'accès de Médecins Sans Frontières¹⁰¹, qu'ils regardent comme « espions ». Autant d'occasions de marginaliser Rohani et son gouvernement. La détention de la chercheuse Fariba Adelkhah et de Roland Marchal, incarcérés par les services de renseignement des Gardiens, gêne la diplomatie iranienne. Libéré, Roland Marchal y voit un « coup d'État militaire ». Nous parlerions plutôt

⁹⁸ L'élimination du Général Soleimani, exorciser 1979, Divorce irakien ?, Les Clés du Moyen-Orient, 11 février 2020.

⁹⁹ IRGC forms center to aid 3.5 m families affected by coronavirus, Tehran Times, 14 avril 2020.

¹⁰⁰ Iran Guards Commander Claims Machine Can Detect Coronavirus 100 Meters Away, Radio Farda, 15 avril 2020.

¹⁰¹ Iran's Hard-Liners Clash with Government in Struggle to Contain Coronavirus, Wall Street Journal, 31 mars 2020.

d'une militarisation croissante du pouvoir. Ceci pèsera sur les présidentielles de 2021 et la désignation du Guide. Le régime n'est pas près de s'effondrer mais les deux crises actuelles laisseront des traces. L'attitude surréaliste d'une partie du clergé sur la pandémie pourrait remettre en question sa place dans le régime. Les Gardiens n'hésiteront pas à le faire pour préserver leur pouvoir si besoin.

L'ÉCONOMIE PÉNALISÉE PAR LES SANCTIONS, PUIS FRAPPÉE PAR LE COVID-19 ET LA CHUTE DES COURS DU BARIL

L'éclosion de la pandémie a surpris les pouvoirs publics qui ont mis du temps à en prendre la mesure, en admettre l'origine¹⁰²

¹⁰² R. Wright, How Iran Became a New Epicenter of the Coronavirus Outbreak, The New Yorker, 28 février 2020 ; How Did Iran's Religious Center Become the Country's Coronavirus Epicenter ?, Iranwire, 25 février 2020.

¹⁰³ B. Hong, Cover-Ups and incompetence :Iran as the Middle East's coronavirus epicenter, The Atlantic Council, 25 février 2020; Iran A System on the Verge of Its Incapacity, The Warsaw Institute Review, 10 avril 2020 ; Garett Nada, What You Need to Know about Iran's coronavirus Crisis, Iran Primer, USIP, 22 avril 2020. Sur la sous-estimation initiale de la pandémie en Iran, voir l'étude indépendante prépubliée : M. Ghafari, A. Ledda, A. Katzourakis, Ongoing outbreak of Covid-19 in Iran, challenges and signs of concern, 18 avril 2020, mise en ligne le 23/04/2020 : <https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2020.04.18.20070904v1.full.pdf>

La crise du coronavirus frappe l'économie iranienne déjà affaiblie par les sanctions. Voir : Sonali Chowdhry, Anna-Katharina Jacobs, and Kathrin



et adopter les dispositions nécessaires¹⁰³ malgré un système de santé performant et des compétences médicales reconnues.

Un cumul de facteurs, que nous ne détaillerons pas ici, *brevitatis causa*, a paralysé les structures compétentes : la présence de collaborateurs chinois, voire d'étudiants religieux chinois, des résistances de responsables religieux¹⁰⁴ qui ont freiné des fermetures de centres, de sérieux problèmes de coordination des administrations, le mur de silence imposé sur le nombre des victimes¹⁰⁵, sans oublier une certaine aversion culturelle au respect des procédures, lignes de conduite nécessaires à toute gestion de crise.

Kamlin, A crisis in times of crisis : Combating COVID-19 under sanctions in Iran, Kiel Policy Brief n°137, avril 2020 : https://www.ifw-kiel.de/fileadmin/Dateiverwaltung/IfW-Publications/-ifw/Kiel_Policy_Brief/kiel_policy_brief_137.pdf

¹⁰⁴ Religious Zealots In Iran Converge To Oppose Closure Of Shrines Amid Coronavirus Crisis, Radio Farda, 18 mars 2020 ; Army Of Jinns, America And Coronavirus In Khamenei's Imagination, Radio Farda, 23 mars 2020.

¹⁰⁵ Avant la fin de la mi-avril les autorités annoncent 4 357 décès : Iran says total number of infected with coronavirus reaches 70 029, Reuters, 11 avril 2020. Or le 14 avril, le Majlis Research Center (think tank du parlement) publie un rapport accablant : il estime le vrai nombre de décès à plus de 8 500, et le nombre d'infestés potentiels à 760 000 : Parliament : COVID-19 Deaths Nearly Double, Iran Primer USIP, 16 avril 2020. Le 23 avril, le bilan officiel (contesté) est de 87 026 malades et de 5 481 décès, et heureusement plus de 64 000 guérisons. Les autorités concèdent que le nombre de malades et victimes est sans doute plus élevé mais que le chiffrage du majlis est exagéré.

La crise du coronavirus et l'effondrement du cours du baril de pétrole en avril 2020 frappent une économie déjà fortement affaiblie par les sanctions et pressions américaines. Le budget iranien pour l'année mars 2020/mars 2021 avait été établi sur la base d'exportations d'un million de barils de pétrole/jour à \$50 le baril, évaluation déjà douteuse alors que d'aucuns chiffraient à 750 000 barils/jour (en ajoutant les condensats ?), voire 450 000 sans eux, les possibilités d'exportations iraniennes. S'il est vrai que les exportations non-pétrolières (qui comprennent paradoxalement les condensats, mais aussi la pétrochimie) n'ont cessé de prendre de l'importance, la sévérité des sanctions et pressions américaines, en particulier le non accès aux circuits bancaires internationaux, asphyxie le pays qui est à court de devises, notamment l'euro, et recourt à des mécanismes complexes de troc et compensation. Peu avant la double crise printanière, les exportations non pétrolières avaient cru de 20%, l'inflation avait légèrement baissé de 40% à 35%, la devise

iranienne s'était stabilisée, le FMI tablait sur une petite croissance inférieure à 1%¹⁰⁶.

L'entrée de l'Iran en confinement de crise le 13 mars 2020, renforcé le 4 avril, remet ceci en question. Le FMI a revu ses projections¹⁰⁷ le 15 avril et envisage une récession de 6% en 2020 par rapport à l'an passé qui avait enregistré une décrue de près de 7,6%. Hors pétrole, le PIB devrait chuter de 6% et le secteur pétrolier de près de 5,9%. Selon les mêmes sources, l'Iran aurait exporté au mois de mars 144 000 barils/jour. On comprend d'une part que la Chine comme d'autres clients habituels ont diminué sensiblement leurs achats de pétrole iranien du fait de la double crise mais aussi des menaces américaines. D'autre part, ceci explique que Téhéran ait pu se considérer comme non soumis¹⁰⁸ à l'accord de réduction de production OPEP conclu le 12 avril 2020. Le FMI, d'après D. Khatinoglu, prévoit que les exportations iraniennes (tous secteurs) plafonneront à \$46 mds en 2020, une chute de près de 20% et les importations devraient atteindre \$ 6,6 mds, une hausse de 11%. Les réserves

¹⁰⁶ R. Zimmt, T. Fadlon, The Impact of the Coronavirus Pandemic on the Iranian Economy, INSS, Insight, n°1296, 7 avril 2020.

¹⁰⁷ D. Khatinoglu, IMF Forecasts Rising Government Debt, Declining Exports, Growth For Iran, Radio Farda, 16 avril 2020.

¹⁰⁸ Iran Exempted from OPEC+Output Cut Deal : Minister, IFP News, 13 avril 2020.

en devises devraient décroître vers \$ 85 mds en 2020. Les chiffres du FMI étant établis à partir des données officielles de l'État, la contraction économique iranienne pourrait être plus sévère.

L'économiste Saeed Leylaz considère que la pandémie pourrait coûter entre \$20 et \$30 mds à l'économie du pays et que le secteur des services sera le plus touché : « la part du commerce de détail, du transport et des restaurants dans le PIB est importante ; ils représentent un quart de l'économie de l'Iran »¹⁰⁹. Cependant, il pense que l'impact sera moins sévère sur l'Iran que sur d'autres pays ; il est plus optimiste que le FMI et croit à une reprise de la croissance¹¹⁰. La Banque Centrale d'Iran a identifié les types d'entreprises concernées éligibles aux mesures de soutien. Les secteurs liés à la restauration, au tourisme et aux transports viennent en tête. Ils devraient compter une masse importante de chômeurs de modeste condition.

L'effondrement du cours du baril a porté un autre coup à l'économie iranienne. « Le 1^{er} avril, le prix du brut lourd iranien chute en

dessous de \$14 le baril par rapport à \$44 ou plus par baril en février »¹¹¹. Les mêmes sources soulignent que le 22 avril, le Brent s'effondre à \$15,98, par rapport à son cours d'environ \$70 en début janvier. En Amérique, la panique gagne avec des cours négatifs, les cuves sont pleines, la demande plate. Le 23 avril marque une reprise inattendue, le baril de Brent atteignant \$ 22,20. Ce rebond est lié aux « avertissements » proférés par Trump de couler les navires iraniens qui menaceraient des bateaux américains patrouillant dans la région. Même si ces tensions devaient encourager une hausse des cours, il reste que les recettes pétrolières escomptées seront insuffisantes par rapport aux besoins de l'économie.

OPÉRATION SURVIE

Le redémarrage de l'économie est une priorité, un confinement prolongé sinistrant les entreprises et générant une nouvelle masse énorme de chômeurs (le ministère du travail prévoit 700 000 chômeurs dans le seul secteur du tourisme si celui-ci reste confiné¹¹²). Le 4 avril, alors que l'épidémie

¹⁰⁹ Financial Tribune, 10 avril 2020.

¹¹⁰ Prominent Economist Gives Optimistic Economist Forecast, Iran Unfiltered, NIAC, 23 avril 2020.

¹¹¹ G. Nada, Iran's Oil Price Plummets, Iran Primer, 22 avril 2020.

¹¹² Un plan de soutien particulier lui sera consacré : Post-coronavirus: Iran formulating action plan to

bat son plein, Rohani déclare que les activités à « risque faible » pourraient redémarrer dès ce jour et le 9 avril, le Guide (qui a fini par consentir au bout de 11 jours au déblocage de \$1,09 mds du Fonds National de Développement) plaide, selon Ali Shamkhani, le puissant secrétaire du Conseil Suprême de la Sécurité Nationale, pour une « hausse de la production », compatible avec la lutte contre la pandémie¹¹³. Dès le 11 avril, deux-tiers des fonctionnaires doivent reprendre le travail selon diverses modalités¹¹⁴. Le 14 avril, le chef de l'État publie sur son site son plan de relance¹¹⁵ avec un « package » de mesures classiques que le gouvernement avait déjà chiffré peu avant à environ \$4,6 mds¹¹⁶ (allocations¹¹⁷, subventions, report de cotisations fiscales et délais pour les emprunts, etc.) et annonce que le déconfinement s'organisera par étapes. Un programme de soutien aux exportations non

pétrolières (vitales au vu des baisses de revenus pétroliers) est prévu.

Cette survie passe par d'indispensables concours financiers extérieurs que l'Iran a demandé à diverses organisations internationales dès le mois de mars. Le Fonds de l'OPEC pour le Développement International a accordé un concours de \$ 500 000 d'urgence pour la fourniture d'équipements médicaux¹¹⁸. La Banque Mondiale accordera un prêt de de \$ 50 millions pour lutter contre le Covid-19. En mars, l'Iran a demandé au FMI une aide de \$5 mds au titre du programme d'urgence Rapid Financing Initiative. Washington a pesé de tout son poids pour bloquer cette aide au motif que l'Iran n'aurait pas besoin de cette aide¹¹⁹. Dans la même veine, les États-Unis s'opposent à toute levée des sanctions¹²⁰ malgré les démarches indignées de la communauté internationale. La survie de l'Iran passe aussi par la mise

return tourism to normal, Tehran Times, 15 avril 2020.

¹¹³ S. Lucas, Iran-daily : Coronavirus-Supreme Leader Maintains Call for « Surge in Production », EA Worldview, 9 avril 2020.

¹¹⁴ Iran to resume low-risk economic activities amid COVID-19 Crisis, Anadolu Agency, 6 avril 2020.

¹¹⁵ Jugé insuffisant par certains analystes critiques étrangers : Ali Daptay, Iran's coronavirus stimulus: too little, too late, Al-Monitor, 13 avril 2020. Or les marges de manœuvre iraniennes sont étroites.

¹¹⁶ Iran Gov't Announces Corona Rescue Package, eghtesadonline.com, 5 avril 2020.

¹¹⁷ En particulier un plan onéreux de soutien aux chômeurs : Corona and unemployment in Iran ; what is the government's plan ? BBC Persian, traduit du persan, 16 avril 2020.



¹¹⁸ OPEC Fund Extends Grant to Iran, eghtesadonline, 4 avril 2020.

¹¹⁹ Position défendue par les néo-conservateurs : Patrick Clawson, Opposing an IMF Loan to Iran : Not an Outlier, Not a Barrier to Aid, The Washington Institute for Near East Policy, 14 avril 2020. Voir aussi : Djavad Saehi-Isfahani, Iran on the verge of collapse or a menace flush with cash? How hawks sell regime change using contradictory arguments, Responsible Statecraft, 28 avril 2020.

¹²⁰ Sanctions relief isn't necessary to assist Iran's coronavirus response, The Hill, 31 mars 2020 ; Should The United States Lift Sanctions On Iran to Address Its Coronavirus Outbreak ? FDD research Memo, 5 avril 2020.

en service des deux mécanismes nécessaires à la fourniture de biens « humanitaires » (produits agricoles/ agro-alimentaires, médicaments et dispositifs médicaux) expressément exemptés de sanctions américaines mais freinés par les sanctions portant notamment sur les établissements financiers iraniens. Pour le dispositif européen INSTEX lancé le 31 janvier 2019 (le 29 novembre, 6 pays européens décident de rejoindre le trio franco-germano-anglais), la structure-miroir iranienne STFI comprend plusieurs banques sanctionnées. Heureusement, malgré les menaces américaines de sanctions contre les entreprises européennes, le trio Allemagne/France/Angleterre a pu organiser une première livraison de matériel médical allemand le 7 avril ; en revanche, Washington promeut un « canal » suisse SHTA assis sur la Banque genevoise de Commerce et de Placements et le Seco (Secrétariat à l'Économie) ; un premier paiement pour des médicaments du laboratoire Novartis a eu lieu le 27 janvier. Ce mécanisme reposant sur un contrôle préalable étroit du Trésor américain (OFAC) assure une visibilité aux entreprises. Cinquante se seraient déclarées intéressées et l'on devine que les laboratoires américains également. Les

filiales suisses de laboratoires européens aussi ?

En conclusion, l'Iran doit gérer simultanément les dangereuses tensions avec les États-Unis, le contrôle (avec l'aide chinoise efficace mais pesante) de la pandémie et la reprise de son économie. Cette situation complexe ne doit pas faire oublier que ce pays présente à moyen terme un potentiel considérable (industriel, agricole, etc.) de par ses nombreux atouts au-delà des hydrocarbures. La stratégie « go east » (vers Pékin et Moscou) a ses limites même si l'Iran nourrit des espoirs pour ses échanges avec l'Union Eurasiatique grâce à un accord tarifaire, et sur le développement du port de Chahbahar grâce à l'Inde. À l'exception de Washington (qui pourrait changer d'avis), la communauté internationale souhaite que Téhéran puisse revenir dans le concert des Nations moyennant certaines inflexions. La sagesse sera-t-elle au rendez-vous ? Rien n'est pire qu'ajouter du trouble dans une région où plusieurs pays sont dans le chaos et d'autres découvrent leur périlleuse vulnérabilité malgré leur or noir.

Trump, embarrassé par la pandémie et la chute des cours du baril, est tenté par un bras de fer avec l'Iran, comme le montrent

non seulement les menaces contre les navires iraniens perturbateurs mais les tentatives de faire rétablir les sanctions de l'ONU par une Amérique qui se prétend partie à l'accord nucléaire alors qu'elle s'en est retirée unilatéralement. Derrière ceci, l'extrême contrariété des États-Unis devant la perspective de la levée par étapes, en octobre 2020, de l'embargo sur les armes destinées à l'Iran¹²¹.

¹²¹ La dimension nucléaire est réapparue dans la crise du coronavirus. Voir l'excellente note de Benjamin Hauteau : L'Iran, le Covid-19, les sanctions et la question nucléaire, Fondation pour la

Recherche Stratégique n°32/20, 29 avril 2020. <https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/publications/notes/2020/202032.pdf>



Ambassadeurs
de la
Jeunesse

La Revue Diplomatique

***JE M'ABONNE EN
CLIQUANT ICI***

www.ambassadeurs-jeunesse.org

